

LE MONDE
diplomatie

JACK LONDON
SOCIOLOGUE
PAR GÉRARD MAUGER
Page 23.

Mensuel - 28 pages

N° 863 - 73° année. Février 2026

DOSSIER : COMPRENDRE LE CHAOS DU MONDE

L'Amérique sans fard,
l'Europe sans vie

Plus d'Europe pour contrer les États-Unis et leur imprévisible président ? Assénée jusqu'à plus soif par les dirigeants du Vieux Continent, cette réponse réflexe refoule une évidence qui n'a pas échappé à M. Donald Trump : en matière économique, sociale ou diplomatique, l'Union européenne ne fait pas la force. Elle encourage la soumission.

PAR BENOÎT
BRÉVILLE



HÉLÈNE DUCLOS. – « Ligne de mire #6 », 2025

Tous anti-impérialistes ! La lutte contre l'hégémonie américaine, hier perçue comme une vieille lune gauchiste ou comme le symptôme d'un « campisme » obstiné, bénéficie d'une improbable relèxe en ce début d'année. Le *New York Times*, qui a soutenu toutes les invasions américaines, brûle soudain d'un feu sanguin contre l'aventurisme de M. Donald Trump : « *Après avoir passé un siècle à défendre d'autres pays contre les agressions étrangères, les États-Unis se positionnent désormais comme une puissance impériale qui tente de s'emparer du territoire d'une autre nation* » (20 janvier 2026). Le *Monde*, qui n'utilisait plus ce terme que pour qualifier la politique étrangère russe, retrouve la tonalité des années 1970 pour fustiger le « *nouvel impérialisme des États-Unis* » (22 janvier 2026). Et l'on se pince en entendant M. Thierry Breton, fort d'une carrière d'entrepreneur passée à acclimater la France au « modèle américain » et à privatiser les infrastructures, s'en prendre à présent à l'« *élite néo-impérialiste* » au pouvoir à Washington. À son contact incandescent, le présentateur de LCI Darius Rochebin, d'ordinaire sagement arrimé au Pentagone, s'échauffe à son tour et prend les accents d'Ernesto « Che » Guevara.

Ce moment d'égarement, qui évoque le coup de fièvre contestataire des élites contre la finance en 2008-2009 après la crise des *subprime*, témoigne de la panique générale des commentateurs face aux initiatives fort peu diplomatiques du président américain. Condamné, pour reprendre l'expression dont ils raffolent, à « penser contre soi-même », chacun croit discerner une « doctrine Trump » susceptible d'éclairer le désordre de la scène internationale.

Une première approche consiste à prendre au sérieux les déclarations de l'administration américaine, les documents qu'elle produit. Pour justifier l'opération à Caracas, le conseiller à la sécurité intérieure Stephen Miller a expliqué : « *Nous vivons dans un monde régi par la force, la contrainte, le pouvoir* », ce qui autoriserait les États-Unis à « *utiliser sans honte leur armée pour défendre leurs intérêts dans leur hémisphère. (...) Il serait absurde que nous permettions à un pays situé dans notre arrière-cour de fournir des ressources à nos adversaires et pas à nous* » (CNN, 5 janvier 2026).

(Lire la suite pages 14 et 15 et notre dossier pages 11 à 17.)

LE PRÉCÉDENT ARMÉNIEN

Comment nier un génocide ?

S'il est relativement aisé, pour le gouvernement d'un État puissant, de perpétrer des massacres de masse, il est plus difficile d'assumer publiquement la responsabilité d'un génocide. Il faut donc minimiser, cacher, récrire l'histoire. Le cas du génocide des Arméniens (1915-1916), toujours contesté par le pouvoir turc, laisse apparaître les logiques et les méthodes d'un tel déni.

PAR RAZMIG KEUCHEYAN *

Pourquoi Israël ne reconnaît-il pas le génocide des Arméniens, demandait en août 2025 l'animateur de podcasts Patrick Bet-David à M. Benyamin Netanyahu ? « *Je le reconnais. Voilà, c'est fait* », a répondu l'intéressé. Afin d'avoir un caractère officiel, cette reconnaissance aurait dû être actée par un vote de la Knesset, le Parlement israélien. Pour autant, cette réplique fait de M. Netanyahu le premier chef de gouvernement israélien à reconnaître publiquement le génocide des Arméniens.

* Professeur de sociologie à l'université Paris-Cité.

Pourquoi ce retard, plus d'un siècle après les faits (1) ? Compte tenu de l'histoire d'Israël, cette reconnaissance aurait pu intervenir plus tôt, avance Bet-David. Mais Tel-Aviv entretient traditionnellement de bonnes relations avec Ankara, qui fut la première capitale d'un pays majoritairement musulman à avoir reconnu le nouvel État, en 1949 : son silence est une manière de rester en bons termes avec elle.

En occultant le génocide des Arméniens, Israël s'employait à affirmer l'« unicité »

de la Shoah. « *Nous rejetons les tentatives d'établir une similarité entre l'Holocauste et les allégations arméniennes*, a expliqué Shimon Pérès, alors ministre des affaires étrangères, en visite en Turquie en 2001. *Rien de comparable à l'Holocauste n'est survenu. Ce que les Arméniens ont subi est une tragédie, mais pas un génocide.* » Dans cette perspective, comparer l'extermination des Juifs par les nazis à d'autres génocides reviendrait à la « relativiser », fragilisant par là même son rôle dans la légitimation du projet sioniste.

Les relations entre les deux pays connaissent à présent une franche détérioration (2). Israël commet lui-même un génocide à Gaza, dénoncé comme tel par le président turc Recep Tayyip Erdoğan.

(Lire la suite page 7.)

(1) Eldad Ben Aharon, « A unique denial : Israel's foreign policy and the Armenian genocide », *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 42, n° 4, Abingdon-on-Thames, 2015.

(2) Lire Ariane Bozon, « Israël et la Turquie, meilleurs ennemis », *Le Monde diplomatique*, mai 2025.

MANŒUVRES AUTOUR DU GAZ RUSSE

Une diplomatie
d'affairistes

Détruits par un sabotage commis par une équipe ukrainienne probablement avec l'appui des États-Unis, les gazoducs Nord Stream, qui acheminaient du gaz russe en Allemagne, gisent au fond de la Baltique. Les États européens, qui prétendent se passer des hydrocarbures russes, ont exclu toute remise en service. Mais, dans les coulisses, Moscou et Washington se penchent sur leur avenir.

PAR MATT BERNARDINI
ET MORGANE FERT MALKA *

CENTRÉE sur l'intérêt nu des États-Unis, la politique étrangère « transactionnelle » que déploie M. Donald Trump depuis le début de son second mandat a mis en lumière le rôle et l'importance d'une nébuleuse d'ordinaire nimbée de mystère : celle de la diplomatie des coulisses. Ce monde où tout se négocie et où rien n'est présumé impossible évolue loin des institutions internationales, des ambassades et des cercles de réflexion stratégiques ; il ignore les grands principes moraux et enfonce au besoin ceux du droit. Il gravite autour d'un soleil d'or, celui des bonnes affaires. Même les plus improbables. Par exemple : la relance de Nord Stream, ces gazoducs russo-européens sabotés en septembre 2022 par des Ukrainiens. Les acteurs d'un tel projet offrent un bon échantillon des agents de la diplomatie de l'ombre. Ils appartiennent à des gouvernements, de grandes entreprises, des cabinets de lobbying et des services de renseignement de divers pays. S'y distinguent en particulier des intermédiaires qui jouent de leur entregent, réel ou supposé, afin de faciliter de grands accords entre les multinationales ou les États qu'ils prétendent servir, tout en dégageant des profits pour eux-mêmes.

Fruit d'une opération ukrainienne, appuyée par des expertises, des for-

mations et sans doute un soutien logistique de Washington, Londres et Varsovie (1), la destruction de trois des quatre conduites de Nord Stream a paru mettre un point final à l'acheminement de gaz russe vers l'Allemagne via la Baltique. Réparer les tubes ? Pour la plupart de nos interlocuteurs, l'interrogation même n'a aucun sens. À supposer que soient réunies les ressources nécessaires à sa remise en service, cette infrastructure lestée de sanctions américaines et européennes apparaît politiquement toxique, en particulier en Allemagne. Chez les français Engie, qui perdra ses 2 milliards d'euros d'investissement en cas d'abandon définitif, nul ne s'attend à une quelconque résurrection. Les multinationales européennes n'osent d'ailleurs pas aborder la question avec leurs gouvernements respectifs, alors même que la destruction de Nord Stream représente une catastrophe financière et industrielle. Quant aux États-Unis, quel intérêt auraient-ils à permettre la relance d'une source d'approvisionnement concurrente de leur gaz naturel liquéfié (GNL) qui déferle à prix d'or sur le Vieux Continent depuis le début de la guerre en Ukraine ?

(Lire la suite pages 8 et 9.)

(1) Morgane Fert Malka, *Mes instructions viennent de plus haut. La vérité sur l'explosion de Nord Stream*, Stock, Paris, 2025 ; lire également Fabian Scheidler, « Nord Stream, trois scénarios pour un attentat », *Le Monde diplomatique*, octobre 2024.

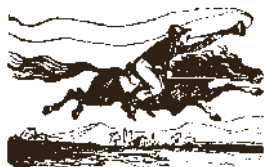
* Journalistes.



En vente chez votre marchand
de journaux et en librairies

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE



Des nouvelles du monde libre

« Tous les hommes libres, où qu'ils vivent, sont des citoyens de Berlin. » La ville où le président John F. Kennedy prononça ces mots en 1963 commence l'année dans une ambiance qui rappelle plutôt *La Vie des autres* (2006), un film consacré à la surveillance généralisée en Allemagne de l'Est. Car la police pourra désormais, sur demande de la justice, s'introduire au domicile de particuliers et installer des logiciels espions sur leurs appareils afin d'intercepter les communications chiffrées. La vaste réforme de la loi sur la sécurité générale et l'ordre public adoptée début décembre au Parlement régional légalise également la collecte policière de données de géolocalisation téléphoniques issues des antennes-relais, l'identification biométrique en ligne à l'aide d'outils d'intelligence artificielle et la vidéo-surveillance algorithmique dans certains lieux(1). Ficelé d'un ruban de mesures contre les violences conjugales, le texte entérine le basculement sécuritaire d'une cité priseée dans les années 1990 pour ses libertés.

D'autres Länder ont étendu les pouvoirs des forces de l'ordre. Et le gouvernement fédéral refourbit l'arsenal du contrôle social – un texte récent oblige ainsi les fournisseurs d'accès à conserver trois mois les données personnelles de connexion (*Berliner Zeitung*, 22 décembre 2025). De son côté, la chancellerie prévoit d'accroître les prérogatives du Service fédéral de renseignement (BND). Jusqu'ici cantonné à la récolte et à l'analyse d'informations, il pourrait désormais organiser des actions offensives de sabotage ou de piratage. À l'instar des policiers berlinois, ses agents, explique le quotidien *Süddeutsche Zeitung* (19 décembre 2025), « devraient être autorisés à s'introduire secrètement dans les appartements des personnes cibles pour y installer des logiciels espions ». Une habitude, décidément, qui rendra nostalgiques les retraités de la Stasi, nés quarante ans trop tôt. Comme Kennedy, les dirigeants de l'Ouest ont longtemps péroré sur le respect de la vie privée, la liberté d'opinion, l'inviolabilité sacrée du domicile, et autres attributs censés fonder la supériorité de « nos démocraties ».

La peur des islamistes, des Russes et des pédophiles périme ces boniments. Restriction de la liberté d'expres-

sion au nom de la lutte contre la désinformation (2), limitation des droits fondamentaux pour les opposants à la politique israélienne, réarmement massif, retour du service militaire, budget de défense illimité, campagne de recrutement de la Bundeswehr dans les écoles, portraits flatteurs des marchands de canons dans la presse : les ailes du désir allemand battent désormais loin des utopies pacifistes (3). Pour rivaliser avec le ministre de la défense, personnalité politique préférée outre-Rhin, le chancelier Friedrich Merz a déclaré en mai dernier vouloir élever la Bundeswehr au rang d'armée conventionnelle « la plus puissante d'Europe ». Faut-il s'en réjouir ?

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la France a placé la limitation de la puissance militaire allemande au cœur de l'architecture de sécurité européenne. Berlin n'a retrouvé sa pleine souveraineté qu'en 1990. La République fédérale a ensuite sous-traité sa défense aux États-Unis et axé sa politique extérieure sur la coopération. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'effritement de l'Alliance atlantique ont changé la donne. L'Allemagne-puissance renaît, décomplexée. Et déjà les « faucons » baltes pressent M. Merz de hâter le pas : « Je suggère que l'Allemagne soit le moteur et devienne un facteur de dissuasion, a plaidé l'ancien ministre des affaires étrangères lituanien Gabrielius Landsbergis. *Berlin devrait d'ailleurs prendre en compte les aspects stratégiques de la dissuasion* » (*La Tribune dimanche*, 14 décembre 2025). Applaudi en France par les éditorialistes du *Monde* comme par ceux du *Figaro*, le nouveau militarisme allemand s'impose sans discussion. Le locataire de l'Élysée, qui n'a peut-être pas suivi ses cours d'histoire avec toute l'attention requise, n'en démord pas : le danger n'a qu'une capitale, Moscou.

PIERRE RIMBERT.

(1) Stefan Krempl, « Berlin : Polizei darf Wohnungen zur Staatstrojaner-Installation heimlich betreten », 4 décembre 2025, www.heise.de
(2) « The censorship network : Regulation and repression in Germany today », <https://liber-net.org/germany>
(3) Fabian Scheidler, « Berlin bascule dans une logique d'État de guerre », *Le Vent se lève*, 28 décembre 2025, www.lvsl.fr



SOUMISSION

Sous les plumes de Matthias Matthijs (Council of Foreign Relations) et Nathalie Tocci (professeure à l'université de Bologne), la revue Foreign Affairs (janvier-février 2026) retrace l'échec de l'Europe face à M. Donald Trump.

Les dirigeants européens pouvaient soit adopter une attitude conflictuelle et riposter collectivement, soit choisir la voie de la moindre résistance et céder. De Varsovie à Westminster, de Riga à Rome, ils ont choisi la seconde option. Au lieu d'insister pour négocier avec les États-Unis en tant que partenaires égaux ou d'assumer l'autonomie stratégique qu'ils revendiquent, l'Union et ses États membres, ainsi que des pays non membres tels que le Royaume-Uni, ont adopté de manière réfléchie et systématique une posture de soumission. (...) Ils négligent bien souvent le fait que cette stratégie contribue au renforcement de l'extrême droite. En cédant à M. Trump sur les questions de défense, de commerce et de

valeurs démocratiques, l'Europe apporte de l'eau au moulin des forces qui souhaitent l'affaiblir. En d'autres termes, la stratégie européenne vis-à-vis de M. Trump est un piège autodestructeur.

OBSESSION

Selon le Financial Times (19 janvier), l'explication donnée par M. Donald Trump pour l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro n'éclairerait pas totalement le projet de son administration. Notamment celui du secrétaire d'État Marco Rubio.

Lors d'une conférence de presse à Mar-Lago quelques heures après la capture de M. Maduro, M. Trump a mentionné le mot « pétrole » plus de vingt fois. (...) Cependant, une figure de l'opposition vénézuélienne proche de l'opération américaine rétorque que l'accent initial mis par M. Trump sur le pétrole reflète en grande partie la nécessité de justifier l'opération militaire auprès d'une base

MAGA [« Make America Great Again »] sceptique à l'égard des interventions étrangères. (...) Exxon, la plus grande entreprise américaine, a déclaré que le Venezuela était actuellement « ininvestissable », tandis que ConocoPhillips a déclaré que le secteur pétrolier du pays avait besoin d'être réorganisé. (...) Selon un haut responsable américain, [M. Marco] Rubio (...) a les yeux rivés sur Cuba et, « s'il réussit au Venezuela, son argumentaire en faveur d'une intervention à Cuba sera renforcé, même dans un monde MAGA opposé aux interventions ».

CRISE DE LA SAUCISSE

L'hebdomadaire The Economist (17 janvier 2026) constate la déliquescence du modèle économique allemand.

Dans les années 1980, l'entreprise Eberswalder Wurstwerke de République démocratique allemande (RDA) était le

Donbass

La comparaison menée dans « Verdun-en-Donbass » (janvier) entre le Donbass et Verdun n'a pas convaincu M. Pierre Cagli :

Alors que le front franco-allemand n'a pratiquement pas bougé pendant toute l'année 1916, on constate que l'armée russe a conquis en 2024-2025 6 200 kilomètres carrés dans les oblasts de Donetsk, Zaporijia et Kherson. Elle a fait tomber les places hyperfortifiées de Bakhmout, Avdiivka, Vuhledar et Severusk, et elle encercle actuellement la « dernière » forteresse de Sloviansk-Kramatorsk. Ladite armée russe avance certes lentement, mais inexorablement, et son occupation totale du Donbass ne fait guère de doute à court terme.

Sécurité

La lecture de « La mythologie sécuritaire » (janvier) a amené M. Benjamin Valberg à la réflexion suivante :

Laurent Bonelli note à juste titre à quel point la sécurité sociale et juridique a régressé depuis quelques décennies, et il en donne de nombreux exemples : droit du travail, dérégulation, inégalités de revenus, de santé et d'espérance de vie, droits des étrangers, etc. Mais il souligne très brièvement une exception, un cas où la sécurité sociale et juridique a progressé : « égalité des genres, contraception, union entre personnes du même sexe ». Un progrès bien réel. Il est dommage que l'auteur ne se soit pas interrogé sur les raisons de cette exception, pourtant évidentes : à la différence des autres droits listés dans son article, ces droits-ci ne menacent en rien le pouvoir des classes dominantes, qui, au contraire, sont souvent parmi les premières à en bénéficier.

Psychanalyse

M^{me} Caroline Vittori a souhaité réagir à l'article « Psychés débridées pour capitalisme déchaîné » (janvier) :

En novembre 2012, au moment des débats sur le mariage pour tous, une pétition de psychanalystes avait (...) circulé pour dénoncer l'instrumentalisation de la psychanalyse dans l'opposition à ce projet de loi. Elle affirmait clairement que la psychanalyse ne saurait être invoquée pour justifier une position normative sur la famille ou l'homoparentalité. Contrairement à ce que suggère l'article, cette discipline n'a jamais réduit la famille à un modèle unique, ni pensé les rapports de filiation en termes de naturalisation biologique.

Numérique

L'article « Éloge du papier à l'heure du déluge numérique » (janvier) inspire une remarque à M. Thomas Rimbot :

La surproduction de contenus en ligne dans le but, assez illusoire maintenant si on n'a pas un budget très élevé, d'être bien référencé sur Internet touche également le monde académique international avec l'exigence de publications d'articles dans des revues universitaires (...) soumises aux règles de content marketing classique (par exemple le backlink, citations mutuelles) afin d'augmenter les statistiques Google Scholar de l'article et donc de l'université qui le publie (souvent sans rémunérer l'auteur) ; la publication d'ebooks collectifs redondants, entre illusion de faire « communauté » et besoin d'ajouter une ligne sur son CV pour maximiser ses chances d'une éventuelle titularisation au cours des cinq ou dix années qui suivent ; [ou encore] l'enregistrement et la publication systématique des conférences en présentiel ou, pire, via Zoom, ce qui ne permet plus le droit à l'erreur et donc à la réflexion vivante (penser à l'oral), fragilise la protection des données des participants et noie l'étudiant et le chercheur sous une quantité démesurée de vidéos et de podcasts.

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société Édition du Monde,
Association Gunter Holzmann,
Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01
Courriel : secretaire@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe
Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication :
Serge HALIMI
Conseiller en finance et développement auprès du directoire :
Bruno LOMBARD
Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL
Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD
Rédacteurs en chef adjoints : Evelyne PIEILLER,
Grégory RZEPSKI
Cheffes d'édition :
Angélique MOUNIER-KUHN (*Manière de voir*),
Anne-Lise THOMASSON (*Le Monde diplomatique*)
Rédaction : Philippe DESCAMPS,
Renaud LAMBERT, Hélène RICHARD,
Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT,
Christophe VENTURA
Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU
Conception artistique :
Nina HLACER, Boris SEMÉNIKO
(avec la collaboration
de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Archives et données numériques :
Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI
Communication numérique :
Julie MAURY
Mise en pages et photogravure :
Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Pauline CHOPIN,
Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674),
Sylvia DUNCKEL (9621), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN,
Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Elisabeth CIALDELLA :
elisabeth.cialdella@mpublicite.fr

Diffusion, mercatique : Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Kevin JOLIVET, Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLET, Martine PRÉVOT
Relations marchands de journaux (numéro vert) :
0805-050-147
Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé)
www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32
Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/egv

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

© ADAGP Paris, 2026,
pour les œuvres de ses adhérents

Prix au numéro : 5,90 €

Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée :
France métropolitaine : 65 €

Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo

Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux
de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

Votre abonnement mensuel et sans engagement



**TOUT LE « DIPLO »
POUR 5 EUROS**

Papier - Web - Application - Archives

JUSQU'AU 15 FÉVRIER

www.monde-diplomatique.fr/hiver

LES RACINES DE L’ORDRE SOCIAL

La bataille culturelle ne suffit pas

Ces dernières décennies, les penseurs critiques ont mis l’accent sur le rôle de la « culture » dans la fabrique du consentement. Au point d’oublier, parfois, que l’hégémonie s’appuie aussi, et peut-être d’abord, sur des forces matérielles, des structures tangibles. Face à ce que Karl Marx appelait la « sourde pression des rapports économiques », il importe de ne pas se résigner.

PAR VIVEK CHIBBER *

EN 1983, Stuart Hall donne quelques conférences en Illinois sur les *cultural studies* (« études culturelles »). Hall était l’une des figures centrales de la Nouvelle Gauche britannique(1). Il évoque alors les raisons qui, dans les années 1950, ont poussé les intellectuels à tourner leur regard vers les réalités culturelles (religion, idéologie, arts, littérature...) : « *Le concept de culture a été avancé non pas comme la réponse à quelque vaste question théorique, mais comme une solution à un problème et à une question politiques très concrets : qu’est-il arrivé à la classe ouvrière dans un contexte de prospérité économique ?* »

En fait, la question se pose en des termes bien plus précis : pourquoi le mouvement ouvrier farouchement combatif de l’entre-deux-guerres a-t-il été si facilement absorbé par le système ? Si les changements économiques jouaient certes un rôle déterminant, Hall rappelle que « *les principales transformations n’étaient à l’évidence pas tant politiques et économiques que culturelles et sociales* ». La difficulté consistait donc à expliquer comment les facteurs « culturels et sociaux » de la société moderne contribuaient à maintenir la classe ouvrière dans le système et, par conséquent, à atténuer, voire à abolir, l’antagonisme entre les classes.

Comme le rappelle Hall, ceux qui, comme lui, abordaient ces questions

étaient des figures émergentes de la Nouvelle Gauche, pour qui la résolution de l’énigme était le prélude à un engagement politique plus efficace. Le marxisme était leur cadre naturel d’analyse du contexte politique. Mais bien vite ils l’avaient jugé inadéquat, tant il déniait toute influence ou presque aux phénomènes culturels.

D’autres courants parmi les plus influents de la théorie sociale ont pris ce « tournant culturel », et considéré que la reproduction du capitalisme trouvait son origine dans l’idéologie. Deux des textes les plus marquants de l’école de Francfort, *La Dialectique de la raison* (1944) de Max Horkheimer et Theodor Adorno, puis *L’Homme unidimensionnel* (1964) de Herbert Marcuse, portaient ainsi sur les moyens qui avaient permis au capitalisme d’absorber culturellement la classe ouvrière. Le point de divergence, c’étaient les mécanismes en jeu : quand Horkheimer et Adorno dénonçaient l’action de l’industrie culturelle, Marcuse invoquait le besoin psychique compensatoire de consommer. Mais, dans les deux cas, l’explication était à chercher dans la « superstructure », comme l’aurait dit Hall, et non dans la structure économique elle-même.

Par la seule force de l’idéologie ?

CES intellectuels ont trouvé en Antonio Gramsci leur principale source d’inspiration. Dans leur interprétation des écrits du communiste italien, c’était par la culture que les classes dominantes devaient obtenir le consentement des groupes subordonnés. Forte de son leadership intellectuel et moral, la classe dominante pouvait être davantage que celle qui exprime ou coordonne les intérêts des classes subordonnées : elle devenait celle qui façonne leurs intérêts et leurs besoins. Alors que, pour les matérialistes, l’idéologie est davantage un médium par lequel s’exprimaient les intérêts, cette lecture de Gramsci inversait ce rapport, de sorte que ce sont les intérêts qui sont constitués par l’idéologie.

La culture se voit ainsi placée au cœur même d’une théorie de la stabilité sociale : l’hégémonie est fondée sur le consentement, le consentement est obtenu par la culture. La thèse a ouvert la voie à un domaine de recherche foisonnant, dans toutes les sciences sociales, axé sur la manière dont les médias, les structures éducatives ou la religion contribuent à créer, à diffuser et à perpétuer les idéologies qui font que le système assimile les acteurs. La question demeure cependant : cette théorie est-elle convaincante ?

Le problème le plus fondamental reste d’expliquer comment des travailleurs accepteraient volontairement, par la seule force de l’idéologie, les dommages et les humiliations liés à la relation de travail – les considérant comme légitimes simplement parce qu’on leur

a dit qu’ils l’étaient. Les culturalistes se trouvent dans la position délicate d’affirmer sans le dire que, si eux sont capables de discerner l’exploitation, les acteurs qui vivent l’exploitation et en subissent les conséquences terribles n’y voient que du feu. Il ne fait guère de doute que le consentement actif des travailleurs contribue à la construction de l’hégémonie. Ce dont on peut douter, en revanche, c’est qu’ils acceptent leur place dans la structure de classes parce que l’idéologie dominante leur dit de le faire.

En réalité, Gramsci dans ses *Cahiers de prison* soutient que, « *si l’hégémonie est éthique-politique, elle ne peut pas ne pas être également économique* ». C’est le contrôle des forces productives par la classe dominante qui lui permet d’avoir la haute main sur la politique. Parce qu’elle est capable de produire un taux de croissance élevé, elle améliore également de manière constante la condition économique de ses alliés. L’approche de Gramsci éclaire le fondement matériel du consentement. Pour autant, elle ne suffit pas à expliquer la stabilité du capitalisme.

Elle se heurte notamment à deux obstacles de taille. D’une part, des travailleurs peuvent continuer à se sentir lésés même si la croissance se traduit par des augmentations de salaire. Le travail est toujours potentiellement une expérience pénible, même quand est satisfaite la condition de l’hégémonie selon Gramsci, à savoir le progrès des forces productives. Aussi la relation de travail restera-t-elle conflictuelle en dépit de l’élévation du niveau de vie. Surtout, les avancées consenties dans un seul domaine le sont souvent au prix d’une intensification des dommages subis dans les autres.



ALEXANDRE ARRECHEA. – De la série « No Limits », 2013

Entre 1968 et 1973, l’Europe occidentale et les États-Unis furent secoués par des grèves massives, et, aux États-Unis, ces bouleversements étaient directement corrélés aux gains de productivité. Car, même si les salaires augmentaient, la hausse de la production à laquelle ils s’adossaient était le résultat d’une intensification spectaculaire des cadences. Il ne s’agit certes pas de nier le lien entre dynamisme économique et consentement des travailleurs. À l’évidence, la paix sociale est plus facile à maintenir dans une économie dynamique, mais, même dans ce cas, le rendement de la fabrique du consentement reste inégal.

Le raisonnement gramscien pose un autre problème, plus fondamental : même si la croissance suffit à susciter le consentement, il n’est pas certain qu’elle soit à l’origine de la stabilité du capitalisme. Le raisonnement de Gramsci se fonde sur l’idée que les classes dominantes obtiennent le consentement de la classe ouvrière tant qu’elles peuvent améliorer son niveau de vie. Mais que se passe-t-il si le capitalisme sombre dans une période sans perspectives pour la classe ouvrière ? Une telle situation devrait avoir un effet direct sur l’obtention du consentement, ce qui, à son tour, devrait ébranler le statu quo politique.

Or le fait marquant du capitalisme à l’ère néolibérale, c’est qu’il coïncide avec une stagnation persistante du niveau de vie des classes subalternes. Aux États-Unis, la croissance des salaires est proche de zéro depuis deux générations et, en Allemagne et au Royaume-Uni, depuis près de deux décennies. Pourtant, alors même que le niveau de vie a chuté et que les conditions de travail se sont détériorées, il n’y a guère eu de remous dans les eaux politiques. À en juger par les mesures de référence, la résistance de la classe ouvrière s’est même amoindrie. Dans le même temps, pour autant qu’on puisse se fier aux sondages d’opinion, le consentement actif à l’ordre social a continué de s’effriter. Les travailleurs sont profondément mécontents du statu quo et, en particulier, de l’écart croissant entre les détenteurs de capitaux et le reste de la population.

Comment alors comprendre la stabilité du système ? Une autre explication, plus plausible, c’est que la stabilité politique du capitalisme ne réside pas dans le fait que la classe ouvrière accepte sa situation mais qu’elle s’y résigne. Le consentement serait primordial pour la stabilité politique si les travailleurs disposaient à tout moment

d’une réelle issue de secours : s’ils avaient la liberté de se retirer du capitalisme, l’unique mécanisme fiable pour les en empêcher serait en effet d’obtenir leur consentement au système. Or il n’y a que deux moyens qui pourraient les amener à sortir volontairement du système. D’abord, qu’ils aient la possibilité de quitter le marché du travail. Mais les travailleurs contribuent au salariat, non pas parce qu’ils le considèrent comme un rapport social intrinsèquement souhaitable, mais parce que leur position structurelle les oblige à vendre leur force de travail.

L’autre moyen, c’est celui qu’a prescrit Karl Marx : changer le système par l’action collective. Mais cette théorie sous-estime largement les obstacles à la constitution en classe. Le capitalisme engendre aussi une répartition inégale des pouvoirs de classe : les travailleurs doivent s’organiser pour défendre leurs intérêts, alors qu’un capitaliste peut en général défendre les siens sans avoir à se rapprocher de ses pairs. Du reste, comme il n’a pas à engager ses

Chercher le consentement au bon endroit

IL en va de même pour les employeurs. Après tout, eux aussi sont fortement contraints par leur position. Par conséquent, on peut s’attendre à ce qu’ils perçoivent leur rôle comme l’expression de réalités profondes et immuables de la société. À cette différence près : en plus de considérer les règles du capitalisme comme des lois naturelles, les capitalistes seront également beaucoup plus enclins à les trouver légitimes et souhaitables.

Ainsi – et c’est peut-être l’ironie de la chose –, le consentement actif au capitalisme est le propre non pas de la classe ouvrière, mais de la classe dominante. Le problème de la théorie culturelle, ce n’est pas tant qu’elle souligne l’importance du consentement mais qu’elle ne le cherche pas au bon endroit. La réaction naturalisante des travailleurs se traduira par du cynisme à l’égard du système – sa corruption, etc. – et par une tendance générale au pessimisme à l’égard du changement social ; de leur côté, les capitalistes vont plutôt s’accommoder du capitalisme mais aussi célébrer sa conformité à la nature humaine, mettre en garde contre toute remise en question de ce qui exprime si fidèlement les aspirations profondes des êtres humains, considérer leur propre réussite comme la preuve de l’équité du système...

Le renouveau des institutions de la classe ouvrière implique de considérer

ressources dans la création d’organisations de classe, le capitaliste a tout le loisir de les consacrer à empêcher, ou à démanteler, les organisations constituées par ses employés – si tant est que ceux-ci parviennent à les mettre sur pied.

Par conséquent, s’ils résistent, les travailleurs choisiront « rationnellement » un mode de résistance individuel plutôt qu’un mode collectif. Ils ne peuvent commencer la lutte des classes qu’une fois surmontés les obstacles à l’action collective. Le système ne dépend donc pas du consentement actif des travailleurs. Bien sûr, la classe dominante saura en tirer profit si le cas se présente. Une classe qui parvient à élever le niveau de consentement au sein de la population active pourra mieux asseoir sa domination. Mais le fondement de la reproduction du système n’est pas là : le mécanisme le plus fondamental, celui qui reste même lorsque le consentement disparaît et qui pousse les travailleurs à revenir chaque jour à leur poste – et donc à reproduire le système –, c’est ce que Marx appelle dans *Le Capital* la « sourde pression des rapports économiques ».

Si le consentement des travailleurs – dans la mesure où il a lieu – ne s’obtient pas par endoctrinement idéologique mais par la pression des circonstances, l’idéologie joue cependant un rôle important en tant que moyen de rationalisation. Elle offre les ressources subjectives nécessaires pour mettre en œuvre les stratégies imposées par les structures. Néanmoins, cette idéologie doit être fondée et validée par les réalités vécues par les acteurs, sans quoi il y a fort à parier qu’ils ne tarderaient pas à s’en détourner.

Les travailleurs vont ainsi rationaliser les pressions qui s’exercent sur eux comme étant dans l’ordre des choses – c’est pénible, on déteste, mais on ne peut rien y changer. Non pas qu’ils voient dans le système une force indépendante de l’action humaine ; après tout, ils en font l’expérience sur leur lieu de travail. Mais le fardeau implacable de la pression économique, l’écrasante disparité de pouvoir entre eux et le patron, ainsi que les coûts prohibitifs de l’action collective – tous ces facteurs se conjuguent pour que les structures aient l’air immuables.

avec précision la réalité des contraintes qui pèsent sur les travailleurs, pour élaborer un moyen viable de les surmonter ; mais ce n’est qu’une première étape. Reste la tâche ardue entre toutes de faire adhérer les innombrables familles de travailleurs à ce programme, de mobiliser leur énergie et de consolider les organisations qui défendent leurs intérêts. En ce sens, c’est une contribution modeste mais essentielle que de raviver et d’approfondir la tradition d’analyse politico-économique que les anciens militants de la cause ouvrière voyaient comme une évidence, en rappelant que le capitalisme est un système reposant sur une structure de classes ; que cette structure impose des contraintes réelles aux acteurs sociaux ; que ces contraintes sont des réalités concrètes et non des constructions symboliques ; et que la base de toute contestation politique est de fonder des objectifs politiques sur des intérêts politiques.

S’il est certain que la renaissance des mouvements progressistes passe bien par la transmission de cette tradition d’analyse, il faudra aussi que la théorie sociale trouve le moyen de revenir sur les excès du tournant culturel.

(1) Ces conférences ont été publiées sous le titre de *Cultural Studies 1983 : A Theoretical History*, Duke University Press, Durham, 2016.

* Professeur associé au département de sociologie de l’université de New York et auteur de l’ouvrage *La Matrice des classes sociales. La théorie sociale après le « tournant culturel »*, à paraître chez Agone le 6 février 2026 et dont ce texte est tiré.

En Cisjordanie, le vin au

Dans les territoires occupés de Cisjordanie, la vigne s’étend de plus en plus. Produits sur des terres confisquées aux Palestiniens, avec un soutien sans faille de Tel-Aviv, les vins israéliens prospèrent et s’exportent. Il suffit de quelques dissimulations pour faire oublier leur origine et les écouler sur le marché européen.

PAR MERIEM LARIBI ET MARTA VIDAL *

LES rangées de vignes fraîchement plantées longent les collines ondulantes du paysage aride. Tout près, on tombe sur un vélo d’enfant abandonné, une vieille valise et une botte poussiéreuse : les vestiges d’une communauté palestinienne récemment expulsée par les colons israéliens. Un vieil homme, M. Issa Abou Al-Qabach, connu sous le nom d’Abou Safi, raconte comment ces derniers l’ont chassé de sa maison à Khirbet Ar-Rathim. «*Ils n’ont cessé de nous menacer, chaque nuit, chaque jour, chaque heure, ils nous ont humiliés... Cinq d’entre eux m’ont frappé avec leurs M16, juste entre les yeux. Ils m’ont dit : “Tu mourras si tu ne pars pas, tu as cinq jours pour partir.”*»

Les collines au sud de la ville d’Hébron figurent parmi les régions où la viticulture progresse le plus rapidement. À mesure que les attaques s’intensifient, les terres palestiniennes sont vidées, saisies puis intégrées aux colonies, ouvrant la voie à l’annexion de la Cisjordanie par Israël. «*Mon grand-père avait acheté cette terre à une autre tribu à l’époque ottomane. Elle a été transmise à mon père, puis à nous... Nous vivions de ses récoltes, de ses bénédictions*», ajoute Abou Safi. Mais, aujourd’hui, «*tout a disparu... Nous sommes ruinés, dispersés... Ils nous ont déracinés*». Abou Safi est décédé quelques mois après cet entretien. Son cas illustre la situation délétaire de la Dheffa, la «rive» ouest du Jourdain. Khirbet Ar-Rathim fait ainsi partie des soixante-dix communautés palestiniennes déplacées de force depuis octobre 2023. Au cours des deux dernières années, plus de mille Palestiniens ont été tués, et des milliers d’autres blessés, dans des attaques menées par l’armée israélienne ou par des colons.

Le gouvernement investit massivement

La plantation de vignes offre des perspectives économiques aux colons, tout en empêchant les Palestiniens de revenir sur leurs terres. Deux entreprises viticoles installées dans la région d’Hébron écoulent leurs bouteilles sur le marché français : La Forêt Blanche, fondée par un colon reconnu coupable du meurtre de trois Palestiniens, et Antipod, qui opère dans la colonie israélienne de Kiryat Arba et commercialise sa production sous trois appellations (Jerusalem Winery, Noah Winery et Hevron Heights Winery).

Avant de fonder son domaine viticole, M. Menachem Livni, un des dirigeants du groupe extrémiste Jewish Underground (HaMakhteret HaYehudit, en hébreu), avait été condamné pour le meurtre de trois étudiants palestiniens à Hébron et pour avoir blessé trente-trois personnes en 1983. Il avait également été impliqué dans des tentatives d’assassinat de maires palestiniens en Cisjordanie et dans un projet d’attentat contre la mosquée Al-Aqsa, à Jérusalem. Condamné à l’emprisonnement à perpétuité en 1985, il sera libéré moins de sept ans plus tard à la faveur d’une grâce présidentielle(1).

À sa sortie de prison, il se lance dans la viticulture dans la région d’Hébron en fondant en 2003 le domaine Livni Winery. Il s’associe ensuite avec deux Français, l’œnologue Bruno Darmon et l’homme d’affaires Yaacov (Jacques) Bris. Ensemble, ils rebaptisent le domaine La Forêt Blanche en 2018.

Le domaine de M. Livni n’est pas un cas isolé : d’autres entreprises viticoles dans la région sont également liées à des colons impliqués dans des violences contre des Palestiniens. Des documents obtenus par l’organisation de veille Kerem Navot révèlent

que la société Ba’al Hamon cultive aussi la vigne dans les collines du sud d’Hébron. Parmi ses actionnaires figure M. Shimon Ben Gigi, «coordinateur de la sécurité» à Havat Maon, un avant-poste de colons considéré comme illégal même au regard du droit israélien. M. Ben Gigi a été poursuivi pour agression et a été cité dans de multiples faits de violences et de harcèlement contre des habitants palestiniens(2).

Les régions viticoles constituent une part appréciable des territoires occupés, qu’ils soient palestiniens ou syriens. Selon un rapport préparé pour le Conseil de la vigne en Israël, on estime à 1 320 hectares la superficie des vignobles dans le plateau du Golan occupé (3). En Cisjordanie, il est plus difficile d’évaluer l’étendue des vignobles implantés par les colons, car Israël ne fait aucune distinction entre son territoire reconnu et ceux de ses colonies. Toutefois, selon le Conseil, les collines de Judée – dont une partie se situe au-delà de la «ligne verte», démarcation reconnue internationalement – figurent parmi les régions viticoles les plus importantes après le Golan.



MOSAB SHAWER. – M. Nabil Al-Nawajaan tient une grappe de ses vignes détruites par des colons à Susya, au sud d’Hébron, 2025

Le chercheur israélien Dror Etkes met en garde : les chiffres officiels ne reflètent pas l’ampleur réelle de l’agriculture coloniale en Cisjordanie. «*Il y a de nombreuses saisies de terres qui ne sont pas recensées. On observe une expansion ces dernières années, notamment dans des zones comme le sud d’Hébron*», explique celui qui a cartographié 1 300 hectares de vignobles en Cisjordanie. Sur son ordinateur portable, il montre des images aériennes documentant la dépossession progressive des paysans palestiniens au fil des décennies.

Non loin de Ramallah, cette expansion coloniale a profondément transformé le paysage. M^{me} Iman Hamayel se souvient d’une enfance imprégnée des sons et des saveurs de la terre de sa famille à Jabal Al-Taweel (la «haute colline»), dans la municipalité d’Al-Bireh : «*Ma mère et moi y allions tôt le matin, accompagnées par le chant des oiseaux. Nous portions un panier chacune et nous les remplissions de figes. Pendant la saison des récoltes, nous allions cueillir les olives après l’école. C’était comme une fête. Ensuite, ils ont commencé à nous interdire d’y aller.*»

À la fin des années 1990, les propriétaires palestiniens ont perdu l’accès à leurs terres lorsque la colonie de Psagot, établie en 1979 sur les terres d’Al-Bireh, s’est progressivement étendue, accaparant vergers et oliveraies. Depuis 1967, Israël a ainsi saisi plus de 200 000 hectares de terres(4).

En 1998, M. Yaakov Berg, né en Union soviétique et installé avec sa famille dans cette colonie illégale, a commencé à planter des vignes sur des terres prises aux Palestiniens. Cinq ans plus tard, pendant la seconde Intifada, alors qu’il fondait avec sa femme la cave Psagot, l’armée israélienne a posé une clôture empêchant définitivement les propriétaires palestiniens d’accéder à leur terre de Jabal Al-Taweel.

«*Une fois, ma mère a réussi à s’infiltrer pour voir la terre... Ils avaient arraché les oliviers et les figuiers et planté des vignes*», poursuit M^{me} Hamayel. En toute illégalité, M. Berg a construit une maison avec piscine sur les terres des Palestiniens spoliés. En 2003, l’Administration civile israélienne de Cisjordanie a émis un ordre de démolition à son encontre qui n’a jamais été exécuté. Sa cave a quant à elle bénéficié de l’équivalent de plus de 1 million d’euros de subventions publiques(5). Elle a également reçu des fonds de la famille américaine Falic, qui a investi plus de 1 million de dollars et est devenue actionnaire majoritaire de Psagot(6). Ses vignobles s’étendent désormais sur plus de huit hectares de terres palestiniennes.

Comme Psagot, de nombreuses caves situées dans les territoires occupés jouissent de généreuses subventions, d’avantages fiscaux et de l’accès à l’eau pour l’irrigation fourni par l’entreprise publique israélienne. «*Le gouvernement israélien en général, et plus encore celui qui est en place actuellement, investit massivement dans ce système*», confirme M. Etkes. Ces subventions étatiques et l’appui de la famille Falic ont permis à Psagot de passer du statut de petite exploitation à celui d’exportateur primé. La cave dispose aujourd’hui d’un centre d’accueil proposant des visites, des banquets et des événements privés, ainsi que d’une pâtisserie récemment ouverte.

Israël produit quelque 45 millions de bouteilles de vin par an et a vu ses exportations doubler en dix ans, d’après l’Institut israélien des exportations ; l’Union européenne en absorbe près d’un tiers. Malgré son statut de premier producteur mondial et la profonde crise économique actuelle du secteur viticole, la France elle-même importe chaque année environ 600 000 litres de vin israélien, pour plus de 5 millions d’euros, ce qui en fait le plus important marché européen pour Tel-Aviv – environ 10 % de ses exportations totales.

Se conformer au droit international ?

Principal partenaire commercial d’Israël, l’Union représente quant à elle environ un tiers de son commerce extérieur, tandis que le total du commerce bilatéral de biens s’élève à 42 milliards d’euros par an. Face aux contestations de la société civile et des organisations de défense des droits humains, Bruxelles tente de se conformer, en surface, au droit international, tout en préservant autant que possible les intérêts de Tel-Aviv.

Depuis 2004, les exportateurs israéliens sont tenus de fournir un code postal indiquant le lieu de production, afin que les marchandises issues des colonies ne bénéficient pas d’un traitement préférentiel au titre de l’accord commercial Union européenne-Israël. Une disposition renforcée en 2012 pour garantir que les accords bilatéraux ne s’appliquent pas à la Cisjordanie occupée ni au Golan. En 2013, l’Union publie des directives supplémentaires interdisant que des subventions et des prêts profitent aux colonies. Dans une foire aux questions (FAQ) mise en ligne peu après par la Commission européenne(7), on trouve la question suivante : «*Je produis du vin dans une colonie de Cisjordanie. Ces lignes directrices affecteront-elles mes exportations vers le marché européen ?*» Réponse : «*Non... Il n’existe aucune limitation concernant les exportations vers l’Union européenne de produits fabriqués dans les colonies. Toutefois, conformément à l’accord d’association, ces produits ne bénéficient pas d’exemptions de droits de douane.*» En 2015, nouvel épisode : la Commission publie une notice interprétative demandant aux États membres de veiller à ce que les produits issus des colonies israéliennes soient étiquetés comme tels. La Cour de justice de l’Union européenne (CJUE) consolidera cette exigence en 2019, en statuant que les États membres doivent assurer un étiquetage distinct pour les produits issus des colonies, et en interdisant leur commercialisation avec le label «fabriqué en Israël».

Dans un rapport de 2014(8), M. François Dubuisson, professeur de droit international à l’Université libre de Bruxelles (ULB), démontrait qu’au regard des obligations internationales les États devraient tout bonnement interdire les produits des colonies. Cette analyse est confirmée dix ans plus tard par la Cour internationale de Justice (CIJ) dans un avis consultatif dont il résulte que les gouvernements autorisant le commerce avec les colonies israéliennes contribuent à leur maintien et à leur expansion(9).

(1) « Condamnés à la détention à vie, les derniers membres du “réseau terroriste juif” ont été libérés au bout de sept ans », *Le Monde*, 28 décembre 1990.

(2) « Witnesses weren’t questioned, cases were closed : A year after the attack, palestinian villagers still seek justice », *Haaretz*, Tel-Aviv, 29 novembre 2022.

(3) Herzog Strategic, « Avis et recommandations à la lumière des changements de la politique douanière et des conditions commerciales entre Israël et les États-Unis, et de leur impact sur le secteur viticole israélien, pour le Conseil de la vigne en Israël » (en hébreu), mai 2025.

(4) « State business. Israel’s misappropriation of land in the West Bank through settler violence », novembre 2021, www.btselem.org

(5) Selon les données du ministère des finances israélien, consultées par Shalom Akhshav (La Paix maintenant) et rapportées par l’organisation Who Profits, www.whoprofits.org

(6) « US duty free magnates fund controversial Israeli settlements », Associated Press, 5 septembre 2019, www.ap.org

(7) Cf. https://eeas.europa.eu/archives/delegations/israel

(8) François Dubuisson, « The international obligations of the European Union and its member states with regard to economic relations with Israeli settlements », février 2014, disponible en ligne.

(9) Cour internationale de justice, « Avis consultatif du 19 juillet 2024. Conséquences juridiques pour les autres États », www.icj-cij.org

* Journalistes. Cette enquête a bénéficié du soutien d’Investigative Journalism for Europe (IJ4EU) ainsi que des contributions d’Omri Eran-Vardi et du collectif AIN.

ET « WINEWASHING »

service de la colonisation



MARTA VIDAL

MARTA VIDAL. – Un vigneron israélien dans la région de Naplouse, en Cisjordanie occupée, 2025

Se contenter d’indiquer sur un produit qu’il a une origine illégale est insuffisant : « *C’est comme si on mettait sur un produit “réalisé avec le travail d’enfants” et qu’on expliquait ensuite que c’est le choix du consommateur d’acheter ou non des produits fabriqués avec le travail des enfants* », explique M. Dubuisson.

En 2016, mécontent de l’application en France des directives bruxelloises, M. Berg, patron des vins Psagot, saisit la justice. Appuyé par l’Organisation juive européenne (OJE) et soutenu par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), il dénonce une « *discrimination* ». Mais son offensive va se retourner contre lui : le Conseil d’État transmet l’affaire à la CJUE, qui, en 2019, juge que le label « produit d’Israël » induit en erreur en occultant que Tel-Aviv agit dans ces territoires en puissance occupante. La Cour rappelle que la mention « colonie israélienne » constitue une exigence liée au respect du droit international et à des considérations éthiques. Son procureur va jusqu’à évoquer le précédent du boycott des produits sud-africains sous l’apartheid, soulignant le droit des consommateurs européens à refuser certains achats.

Fraude délibérée des producteurs

Mais même cette « mesurette » d’obligation d’un étiquetage conforme n’est pas respectée. Un rapport de l’organisation European Middle East Project révélait en 2020 que seulement 10 % des vins produits dans les territoires occupés étaient vendus avec des étiquettes conformes. Durant notre enquête, qui s’est déroulée en 2025, nous n’avons trouvé aucun étiquetage légal sur les nombreuses bouteilles que nous avons eues entre les mains. En analysant les vins trouvés cette année-là dans deux magasins français et une douzaine de sites de vente en ligne, nous avons comptabilisé près de trois cents vins provenant des territoires occupés. La plupart portaient la mention « vin d’Israël ».

En plus de flouer le consommateur, le label « produit d’Israël » permet-il aux producteurs de vins issus des territoires occupés de bénéficier de tarifs préférentiels grâce à l’accord d’association Union européenne - Israël ? Comme nous le confirme une source douanière, les droits de douane « *sont réduits ou nuls* », mais seulement si l’origine du produit est Israël dans ses frontières reconnues internationalement.

Dans les faits, pourtant, les réglementations concernant la différenciation territoriale et l’étiquetage sont ignorées. En cause, comme le note le rapport de quatre-vingts organisations publié sur le site d’Oxfam, la « *fraude délibérée des producteurs israéliens* » mélangeant des produits des colonies avec des produits de l’intérieur des frontières reconnues d’Israël (10). L’utilisation de fausses localisations en Israël permet également d’obtenir un traitement commercial préférentiel.

Ainsi, les adresses figurant sur les étiquettes des bouteilles de Jerusalem Winery vendues en France ne correspondent pas à leur lieu réel de production, situé dans la colonie de Kiryat Arba. Des documents de l’entreprise suggèrent qu’elle pourrait s’appuyer sur l’adresse de son site d’embouteillage et sur son enregistrement administratif pour dissimuler l’origine véritable de ces vins, produits en territoire occupé.

M. Dubuisson résume la situation : « *Il y a d’une côté une fraude qui s’opère avec une absence totale de coopération des autorités israéliennes, et de l’autre une insuffisance de moyens des services douaniers et une complaisance de l’Union européenne. Les autorités européennes prennent manifestement des mesures qui permettent de sauver les apparences, de faire comme si on faisait quelque chose pour mettre en application les réglementations européennes, mais en réalité elles tolèrent que ça passe indistinctement et que le système soit très inefficace.* »

En septembre 2025, après deux ans de massacres et de dévastation à Gaza, la Commission européenne a proposé de suspendre des stipulations commerciales de l’accord d’association Union européenne - Israël, ce qui priverait Tel-Aviv d’une partie de son accès préférentiel au marché européen et entraînerait environ 227 millions d’euros de droits de douane supplémentaires par an. À l’heure où nous publions ces lignes, ce projet est resté lettre morte. En France, le député Aymeric Caron a déposé une proposition de loi visant à interdire l’importation des produits des colonies. Mais, faute d’avoir été soumis au vote lors de la niche parlementaire de La France insoumise (LFI) le 27 novembre 2025, le texte a peu de chances d’être débattu.

À la fin du XIX^e siècle, le baron Edmond de Rothschild, fervent soutien du mouvement sioniste, acquiert des terres en Palestine et y importe des cépages français, dans l’espoir de créer des débouchés économiques pour les colons juifs. Selon les chercheurs israéliens Ariel Handel et Daniel Monterescu, cette volonté de moderniser la viticulture dans les colonies juives s’inspire des conceptions associées à la « *mission civilisatrice impériale française* », où le vin est envisagé comme vecteur de culture et de progrès. Malgré des investissements considérables, l’entreprise échoue : les cépages français

s’adaptent mal au climat et aux sols locaux, et les vins ne parviennent pas à s’imposer sur les marchés étrangers.

« *Israël n’était pas connu pour son vin avant le début des années 1990, avec la création de la Golan Heights Winery* », rappelle Handel. L’objectif, alors, était de reconfigurer l’image du plateau du Golan, afin qu’il apparaisse « *non plus comme un territoire occupé, un espace de guerre et de sang, mais comme une sorte d’Europe en Israël... Un lieu de tourisme et de bon goût* ».

« La Cisjordanie comme une nouvelle Toscane »

Le rôle du vin dans la normalisation de l’occupation du Golan est tel que le modèle est désormais reproduit par les colons en Cisjordanie. « *Ils ont commencé à vendre la Cisjordanie comme une nouvelle Toscane : vin et fromage, chambres d’hôtes* », note Handel. Des circuits œnologiques guidés sont proposés aux touristes locaux et internationaux dans les territoires occupés. TripAdvisor et d’autres plates-formes relayent ces itinéraires de *wine-washing*. Une annonce pour une « *visite privée des vins des collines de Judée depuis Jérusalem* » promet ainsi « *une journée de plaisir et de découverte du patrimoine viticole d’Israël* » conduisant les visiteurs dans des établissements comme celui de Psagot.

Les colons vigneron s’y présentent volontiers comme des pionniers « *ramenant la viticulture après deux mille ans* » et « *ressuscitant* » des traditions bibliques, comme l’indique Monterescu (11). « *L’agriculture en général, et la viticulture en particulier, occupe une place très forte dans la cosmologie juive*, explique-t-il. *Elle possède une résonance culturelle et religieuse profonde. Elle est donc à la fois un moyen d’expansion territoriale et de captation foncière, et un marqueur d’enracinement religieux.* » Mentionnée des centaines de fois dans la Bible, la vigne apparaît aussi dans de nombreux sites archéologiques, où subsistent d’anciens pressoirs. Les vignerons messianiques des colonies tentent ainsi d’établir un lien direct entre la viticulture moderne et l’âge biblique.

Face à ce discours, les vignerons palestiniens soulignent que la production vinicole locale n’a jamais disparu, même si elle a décliné sous la domination ottomane en raison de l’interdit religieux sur l’alcool. M. Fadi Batarseh est œnologue à la cave de Cremisan, entre Jérusalem et Bethléem, fondée en 1885 par des moines salésiens. Il rappelle que, « *avant même la création de Cremisan, nombre de familles chrétiennes produisaient leur vin à domicile* ».

La vigne demeure d’ailleurs l’une des cultures les plus répandues en Palestine, après l’olivier et le palmier dattier. Les raisins sont consommés frais ou transformés en raisins secs, en mélasse, en vinaigre ou en confiseries, tandis que les feuilles sont récoltées pour être utilisées dans divers plats locaux. M. Batarseh a ainsi participé à un pro-

gramme de cartographie des cépages indigènes : « *Nos analyses génétiques ont révélé l’existence de vingt et un génotypes, dont quatre adaptés à la vinification – trois blancs et un rouge.* » En 2008, Cremisan commence à produire des vins issus de variétés locales – dabouki, hamdani-jandali et baladi –, qui seront distingués dans des compétitions internationales. À la suite de ce succès, la cave israélienne Recanati lance en 2014 un vin similaire, réalisé à partir de raisins fournis par un agriculteur palestinien près de Bethléem.

Les agriculteurs palestiniens, en préservant ces variétés endémiques, sont devenus les « *gardiens* » d’un savoir viticole ancien, observe Monterescu. Mais, une fois que les caves israéliennes obtiennent l’accès à ces raisins, le paysan palestinien « *devient superflu : on n’a plus besoin de lui* ». « *Aujourd’hui, une multitude de vignerons israéliens produisent du dabouki, du jandali, du hamdani* » et commercialisent ces cépages indigènes comme « *les anciens raisins bibliques d’Israël* », explique le spécialiste.

Pour M. Canaan Khoury, producteur de vin en Cisjordanie occupée dans le village palestinien de Taybeh, l’appropriation de ces variétés par les colons vise à légitimer l’occupation. « *Je peux retracer la présence de ma famille à Taybeh sur six cents ans. Pour quelqu’un arrivé de New York il y a quelques années, c’est plus difficile de justifier sa présence.* »

Alors que les vins des colonies circulent librement, les produits palestiniens subissent des restrictions draconiennes. « *Nous ne pouvons rien importer ni exporter librement. Il nous coûte plus cher d’acheminer le vin de la cave jusqu’au port que du port jusqu’à Tokyo* », déplore M. Khoury. Sans compter la violence des colons et l’accaparement des ressources (12) : « *Nous avons subi des confiscations de terres par l’armée, et les attaques des colons sont constantes. Nous n’avons même pas accès à notre propre approvisionnement en eau. Les Israéliens nous la volent et nous la revendent en quantité limitée* », explique encore notre interlocuteur. Quelques semaines après notre rencontre dans son domaine, des colons ont mené de nouvelles attaques et abattu plusieurs pieds de vigne.

Même s’il n’entretient guère d’illusions, M. Khoury continue de cultiver, de vendanger en famille, de produire du vin et de construire de nouvelles installations : « *Nous plaisantons en disant que nous les construisons pour que les colons puissent les prendre.* » Ce qui le fait tenir, dit-il, c’est l’attachement à l’héritage familial, à la terre, et la volonté d’offrir à sa fillette un exemple de résistance, d’enracinement et de lutte pour un avenir en Palestine.

MERIEM LARIBI ET MARTA VIDAL.

(10) « Trading with illegal settlements : How foreign states and corporations enable Israel’s illegal settlement enterprise », 15 septembre 2025, www.oxfam.org

(11) Cf. le film de Ian McGonigle, *Redemption : Wine and Prophecy in the Land of Israel*, 2021.

(12) Cf. Christophe Chaland, « “Aidez-nous à faire face” : l’appel du curé de Taybeh, village chrétien de Cisjordanie, face aux violences des colons », *Le Pèlerin*, Malakoff, 29 juillet 2025.

NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

Gaza, anatomie d’un crime

PLUS de deux ans après les attaques du Hamas en Israël et la guerre totale menée en retour par Tel-Aviv, Gaza n’est plus que morts, destructions et désolation. Malgré la conclusion d’un « cessez-le-feu » à l’automne dernier, des Palestiniens sont tués tous les jours, leurs noms rejoignant la longue liste des quelque 70 000 victimes. Près de 60 % de l’enclave demeure occupée par l’armée israélienne, qui, à bas bruit, procède à des transferts de population. C’est contre l’oubli et la censure imposés par des médias partiaux que la dernière livraison de *Manière de voir* (1) revient sur un conflit modifiant d’ores et déjà l’équilibre des forces au Proche-Orient.

Une carte complète de ce qu’il reste de Gaza et un portfolio de la photo-journaliste gazaouie Fatma Hassona accompagnent les articles – dont plusieurs inédits – des trois parties. La première analyse le processus guerrier qui court d’octobre 2023 à décembre 2025. Il y est question, entre autres, de l’expérimentation de nouvelles armes, du peu de cas fait des populations civiles et du sort des prisonniers palestiniens. Les contributions replacent la volonté israélienne de mettre au pas Gaza dans le temps long, et retracent l’histoire plurimillénaire d’une cité qui a subi nombre d’invasions et de destructions. Une chronologie détaillée reconstitue le fil des événements, reprend les déclarations suprémacistes et bellicistes des dirigeants israéliens, et rappelle les rapports d’institutions internationales ou d’organisations non gouvernementales (ONG) mettant en accusation les deux principaux acteurs de ce conflit : Israël et le Hamas.

Le deuxième chapitre aborde la question difficile de la passivité de la société israélienne face à une guerre menée en son nom, au mépris de toute

considération humanitaire comme du droit international. Malgré les clivages politiques et les divergences de sensibilité, une grande majorité des Israéliens ont admis qu’il fallait se débarrasser des Gazaouis en procédant, pour quoi pas, à un transfert de population ou, au moins, en imposant une modification profonde du mode de gouvernement de l’enclave.

La dernière partie traite de l’abandon des Gazaouis par la « communauté internationale ». À quelques rares exceptions près, les pays qui la composent n’ont pas tenté d’entraver le dessein israélien. Tandis que les États-Unis prenaient fait et cause pour Tel-Aviv, des États européens, dont la France, ont tergiversé, sans agir concrètement pour faire cesser les tueries. Ce parti pris a engendré un peu partout l’indignation des opinions publiques – notamment sur les campus américains. À cette indignation, les gouvernements ont réagi par des mesures liberticides et par la répression des manifestations de solidarité. Une censure de plus en plus explicite, à laquelle ce *Manière de voir* n’entend pas céder.

(1) *Manière de voir*, n° 205, « Gaza, témoigner, comprendre, résister », février-mars 2026, 100 pages, en kiosques, en librairies et sur la boutique en ligne.



GAZA, SIGNE DES TEMPS

Faire le vide

Un milliard de dollars. C’est le montant du ticket d’entrée exigé par M. Donald Trump pour qu’un État siège à son Conseil de la paix. Cette instance aux contours flous doit résoudre les guerres, dont celle qui se déroule encore à Gaza, malgré la proclamation d’un « cessez-le-feu ». Les Palestiniens, qui n’ont pas leur mot à dire sur leur propre avenir, sont ainsi effacés.

PAR PETER HARLING *

La guerre de Gaza se sera conclue par un « accord de paix » qui consiste en une chose : changer de sujet. Les bombardements israéliens se poursuivent. L’aide humanitaire reste insuffisante. Les journalistes étrangers sont toujours interdits d’accès, sauf à rejoindre les patrouilles des forces d’occupation. La reconstruction demeure une vue de l’esprit, tandis que des quartiers entiers sont dynamités. Toute forme de justice, eu égard aux victimes civiles, aux exactions commises, aux destructions injustifiables, l’est tout autant. La question fondamentale – qui gouvernera Gaza, avec quelle légitimité et quels moyens ? – est plus que jamais en suspens. L’accord, célébré par les États-Unis, la France et les États arabes, ne contient aucun des éléments nécessaires à une paix tenable. Si normalisation il devait y avoir, ce serait uniquement au sens d’une évacuation du problème : parlons d’autre chose, puisque les négociations ont abouti et que la violence a baissé d’un cran.

Ce tombé de rideau s’avère redoutablement efficace. Les médias, qui pour la plupart ont couvert ce conflit à contre-cœur, ne demandaient qu’à en finir avec un sujet qui leur causait un malaise récurrent, des tensions ingérables, une autocensure somme toute honteuse. Nombre de nos gouvernants poussent un semblable soupir de soulagement à voir s’estomper, non pas la souffrance des habitants de Gaza, mais l’attention qu’il

convenait d’y porter. En proclamant la fin du conflit, ils semblent résoudre tout un tas de questions épineuses – présomptions de génocide, accusations de complicité, abus du droit international – en les mettant tout simplement au passé. La guerre que nos gouvernements ont voulu traiter comme une parenthèse peut donc enfin se refermer.

Cette clôture arbitraire plonge dans le désarroi toutes celles et tous ceux qui ont vu dans ce conflit, au contraire, un moment charnière : une violence monstrueuse, désinhibée, annonçant un monde sans foi ni loi, régi seulement par des pulsions racistes appuyées par une technologie surpuissante. Mais si tout s’achève dans une indifférence contagieuse, alors que s’est-il vraiment passé ? Une guerre peut-elle être à la fois si grave et si vite oubliée ? Comment ne pas céder au sentiment d’irréalité, comme au réveil d’un cauchemar tangible et pourtant sans lendemain ? Autour de quoi se mobiliser quand une déescalade relative de la violence rencontre un épuisement émotionnel et moral qui va croissant ?

Pour répondre à ces interrogations, il est utile de replacer Gaza dans un contexte plus large d’effacement de populations entières, vouées à disparaître de la scène parce qu’elles posent des problèmes qui n’intéressent pas nos gouvernants. Les Palestiniens sont un archétype en la matière. Leur offrir des solutions durables, à savoir la création d’un État viable, forcerait l’Europe à un profond examen de conscience. Celui-ci porterait

sur sa responsabilité historique dans la persécution des Juifs, mais aussi sur l’escamotage de cette culpabilité à travers la fondation, en plein cœur du monde arabe, d’un État reposant depuis le début sur la conquête. Une paix durable impliquerait également de longues et douloureuses négociations. Pour que celles-ci aient une chance d’aboutir, il faudrait prendre en compte les expériences tragiques des peuples concernés : des décennies de violences, dans le cadre d’une occupation israélienne des territoires palestiniens qui s’est durcie au fil du temps. C’est bien la dernière chose que comptent faire nos décideurs, pleutres et pressés, que ce soit à Washington, Bruxelles ou Paris.

L’autre option revient à faire abstraction de la population qui pose question, qui embarrasse, qui gêne. Les habitants de Gaza n’ont voix au chapitre nulle part dans l’accord de paix. Les formes que prendraient la reconstruction de leurs villes, l’avenir de leur territoire et de leurs enfants, tous ces sujets ont vocation à être discutés sans eux. Leurs histoires, leurs souffrances, leurs espoirs, leurs besoins disparaissent derrière des visions politiques qui rendent leurs vies immatérielles. L’évacuation des Palestiniens est donc un exercice intellectuel : il ne passe pas nécessairement par des déplacements forcés à grande échelle, dont la logistique complexe pourrait leur redonner une réalité physique qu’il s’agit justement de nier.

Ce phénomène d’abstraction était saisissant au plus fort de la guerre elle-même. La population de Gaza était sommée par les autorités israéliennes non pas d’évacuer telle ou telle zone ciblée, mais de se téléporter, instantanément et sans cesse, au mépris des réalités du terrain. Tant qu’à faire, elle pouvait tout aussi bien se loger sans abris, se nourrir sans vivres, se soigner sans hôpitaux. Nombre des victimes civiles sont le produit d’une indifférence totale aux conditions de vie et de mort des habitants de la bande, d’un déni d’existence plus que d’une stratégie systématique pour les éradiquer. C’est toute la spécificité du génocide attribué à Israël, qui ne ressemble pas à une entreprise industrielle de destruction des corps, dans la mesure où ceux-ci

n’existent déjà plus dans la logique mise en œuvre : les victimes sont emportées, telles des ombres fugaces, par l’annihilation de tout ce qui les entoure.

Le cas de Gaza, pour extrême qu’il soit, résonne avec une multitude d’autres phénomènes plus ou moins proches de nous. La Syrie a connu ces dernières années un semblable effacement des personnes jugées problématiques. Le régime lui-même envisageait la solution au conflit sous l’angle de la dépopulation, en bombardant ce qu’il appelait les « incubateurs sociaux » de l’opposition, à savoir les villes et villages abritant des rebelles. Après « pacification » de ces zones, il n’y a jamais permis le retour des habitants, jugés inassimilables. Même aujourd’hui, les nouvelles autorités au pouvoir ne donnent aucun signe de vouloir accélérer le rapatriement des millions de ressortissants contraints à l’exil, et ce parce qu’elles ont d’autres priorités, dans ce pays dévasté, que de les loger, nourrir et soigner. Quant aux pays qui ont accueilli les réfugiés syriens, ils rêvent de les voir vite disparaître, quitte à les forcer à retourner dans une patrie qui, pour l’instant, n’en veut pas davantage. Que doit donc faire cette vaste population ? S’évaporer ?

En 2016, déjà, la sociologue Saskia Sassen montrait comment une logique d’expulsion commandait l’économie mondialisée (1). De fait, il y a de nombreux groupes sociaux dont on ne veut ni ici ni là. Un exemple familial dans nos sociétés occidentales est celui des sans-domicile-fixe (SDF), que l’on aimerait chasser de nos rues en multipliant les dispositifs hostiles, sans pour autant accroître les capacités d’hébergement et

de prise en charge. Là encore, où exactement ces âmes sont-elles censées aller ? Les Roms subissent à travers l’Europe une démarche similaire, entre répression des campements sauvages et réduction des emplacements autorisés décents. En France, la question des « gilets jaunes » s’est résolue quand les manifestants ont bien voulu retourner, épuisés et meurtris, à l’invisibilité dont ils avaient tenté de sortir. Les problèmes criants dont ils s’étaient fait les porte-parole – ou les symptômes – demeurent, mais dans le néant des souffrances anonymes.

Pour beaucoup de nos notables, la solution au mal-être des banlieues, c’est aussi de les « nettoyer au Kärcher », selon les mots de l’ex-président Nicolas Sarkozy. L’idée de retirer leurs logements sociaux aux familles de migrants délinquants revient aussi dans le débat public. À Marseille, l’« assainissement » des quartiers populaires en les vidant de leur population est une vieille antienne, qui s’exprime jusqu’à ce jour par des destructions et des réhabilitations dont l’objectif assumé est le refoulement des habitants pauvres vers un « ailleurs » qui reste généralement mal défini. Les migrants sont appréhendés de la même manière : une partie importante de la classe politique européenne considère qu’il s’agirait de les renvoyer, si ce n’est « chez eux », alors « quelque part », au fond n’importe où. On s’évertue donc à les déporter vers des pays – comme l’Albanie, Nauru, le Rwanda ou le Salvador – que l’on paie pour qu’ils les encasernent. Il y a là tout un business qui se développe à travers le monde occidental, consistant à faire disparaître des gens déracinés dans un archipel de camps de mise à l’écart et de « traitement ».

Une régression générale de l’empathie

Point commun de ces exemples variés : un répertoire de la purge, du biffage des problèmes par l’effacement des populations concernées. Pourquoi s’embêter quand on peut se contenter de culpabiliser les victimes et d’appeler à leur censure, leur exclusion, leur renvoi dans l’abîme ? Autant réduire la politique à la détestation de l’autre comme solution à tout.

C’est pourquoi toutes ces catégories s’additionnent, presque à l’infini, puisque nos problèmes laissés sans solutions se multiplient eux aussi. Ce n’est pas un hasard si, dans la culture populaire actuelle, le thème de l’épuration s’est imposé. Dans l’univers des films Marvel, le super-vilain Thanos ramène les civilisations à l’équilibre en supprimant, d’un claquement de doigts, la moitié de leurs membres. Dans une autre franchise américaine, les *Hunger Games* relèguent les classes populaires dans des prisons à ciel ouvert et ne les laissent échapper à leur confinement que pour mettre en scène leur autodestruction rituelle. La série sud-coréenne *Squid Game* organise la gestion des marginaux en les confinant dans un espace où la survie des uns passe par la disparition des autres. Le génial entrepreneur qui sert de méchant dans le film *Kingsman : Services secrets* entend résoudre la question du dérèglement climatique en tuant les humains – sauf les plus riches.

Bien sûr, l’idée qu’il faille brimer, enfermer, bannir, éradiquer une partie de l’humanité pour le bien-être d’une autre n’a rien de nouveau. Ce qui est notable, ce n’est pas sa survivance, mais la puissance de son retour en force. Gaza n’aurait pas pu se produire sans ce contexte permissif, car il ne s’agit pas d’une guerre obscure, dans une région reculée du globe qui ne nous concerne en rien. C’est bien au contraire un conflit familial, un drame dont nos propres gouvernements sont parties prenantes, une hécatombe à nos portes. Ce qui tue les Palestiniens, c’est une indifférence consciente et délibérée. Ce dont ils font l’expérience mortelle, c’est d’une régression plus générale de l’empathie.

Ce recul n’est pas le propre de l’extrême droite, signe d’une radicalisation de nos sociétés par le bas. Cette évolution est encore plus frappante dans le discours et les actes de nos élites politiques et économiques. Nos classes aisées et

cultivées se distinguent de plus en plus par un registre violent et vulgaire, un désir d’en finir avec tous ceux qui les dérangent. La fin de l’empathie coïncide avec un faisceau de phénomènes apparentés : atteintes au système démocratique, entorses à l’État de droit, dérégulation de l’emploi, rétrécissement de l’espace public, érosion de l’école universelle et gratuite, démantèlement du secteur de la santé, et ainsi de suite.

Il s’agit là de la remise en question d’un seul et même héritage, qui remonte au XIX^e siècle et qu’on a appelé le « libéralisme », à savoir une acceptation par les élites du besoin d’inclure davantage les masses dans la redistribution des richesses, l’accès aux droits, à la santé et à l’éducation, ainsi que la participation au jeu politique. La dénonciation de l’esclavage participait du même mouvement intellectuel, humaniste certes, mais motivé avant tout par un instinct d’autoconservation, face à des dynamiques sociales explosives. Comment expliquer, aujourd’hui, le repli de ce courant de pensée, dans des conditions qui suggèrent pourtant une instabilité politique qui s’aggrave ? Que peut-on espérer d’un retour à des relations radicalement inégales, nécessairement fondées sur une violence pure ? La démarche semble non seulement incendiaire mais absurde, puisque à Gaza comme ailleurs les gens qu’on essaie d’oblitérer survivent toujours assez pour revenir nous hanter.

L’explication tient malheureusement en peu de mots : le gros de nos élites fait preuve d’une phénoménale paresse intellectuelle. Exit les systèmes idéologiques, les visions économiques, les programmes politiques, les logiques d’État. Place à la pensée velléitaire, aux préjugés ordinaires, aux intuitions quelconques, aux ego désinhibés, aux émotions du moment. L’engouement pour l’intelligence artificielle résume assez bien cette fainéantise qui se généralise au sommet : voilà une machine qui nous coûte collectivement très cher, dont les bénéfices sont plus qu’incertains, mais qui présente l’avantage de déresponsabiliser nos décideurs, en leur faisant miroiter des solutions qui se passeraient toujours plus d’humains.

(1) Saskia Sassen, *Expulsions. Brutalité et complexité dans l’économie globale*, Gallimard, Paris, 2016.

* Directeur du centre de recherche Synaps à Beyrouth.

UN HORS-SÉRIE

Le Monde

Le Monde

HORS-SÉRIE

LES

AFRIQUES

EN

CARTES

L'AFRIQUE SANS MASQUE

Elle a porté les premiers pas de l'humanité, vu naître la civilisation pharaonique, de riches royaumes médiévaux... Pourtant, la longue et brillante histoire de l'Afrique est souvent réduite aux temps tragiques de l'esclavage et de la colonisation, ou à ses fléaux : la faim, la guerre, le sous-développement... Balayant les préjugés, cette édition synthétisée privilégiant la cartographie en offre une lecture originale. Ce récit révèle le dynamisme d'un continent d'avenir, sans ignorer les défis politiques, économiques, sanitaires, climatiques, démographiques... auquel il est confronté.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique) - 124 PAGES - 14,90 €

Comment nier un génocide ?

La déclaration de M. Netanyahu répond à cette accusation. Le premier ministre israélien avance pour sa défense la distinction entre les génocides et la simple « guerre » qu'il prétend mener contre le Hamas. Reconnaitre l'anéantissement des Arméniens revient pour lui à minorer ses propres crimes.

Comment expliquer pareil déni ? Le génocide des Arméniens est le crime fondateur de la Turquie moderne. La transition de l'Empire ottoman à la Turquie a supposé la construction d'une turcité excluant de l'identité nationale les minorités, notamment chrétiennes. Comme l'a montré le sociologue Michael Mann, les génocides ne relèvent pas d'une barbarie ancestrale : ils se déroulent souvent dans le cadre de la construction d'États modernes (3). C'est le « côté obscur des démocraties », lesquelles s'accommodent par-

Pour s'en prémunir, la Turquie a déployé une large panoplie de techniques négationnistes : interdiction ou filtrage strict de l'accès aux archives, par exemple aux registres fonciers détaillant les propriétés arméniennes avant les déportations ; création de prétendus instituts d'histoire chargés de nier le génocide ; financement de chaires universitaires dans plusieurs pays ; manuels scolaires diffusant une version fallacieuse des faits ; activisme sur Internet et les réseaux sociaux (6)...

fois mal, au moment de leur émergence, du pluralisme linguistique ou religieux. C'est ainsi qu'Israël peut simultanément se présenter comme une démocratie pour ses citoyens juifs et se livrer périodiquement, depuis sa fondation, au nettoyage ethnique des Palestiniens. La crainte de l'accès à la pleine citoyenneté – et aux ressources qu'elle implique – de groupes autres que le groupe « ethno-national » dominant nourrit la violence à leur endroit.

d'exterminations passe parfois après
d'autres types de considérations.

Ces progrès scientifiques expliquent aussi l'évolution du registre discursif des négationnistes. La négation commence par le génocide lui-même, au moment où les autorités ottomanes doivent expliquer aux étrangers présents dans l'empire – ambassadeurs, consuls, religieux, marchands... – les massacres et déportations. Dès cette époque, deux pôles se différencient : la négation et la justification du génocide. Selon la formule paradoxale de l'historien Ronald Suny : *« Le génocide n'a pas eu lieu et les Arméniens en sont responsables (7). »*

A black and white line drawing of a large, chaotic pile of nude figures, possibly representing a mass grave or a scene of extreme suffering. The figures are tightly packed together, with limbs and bodies overlapping in a dense, tangled mass. The drawing is signed 'W. 1914' in the lower right corner.

propre sécurité» ; « la faute à de malencontreuses épidémies et à des criminels locaux » ; « certes, il y a eu des morts, mais pas d'intention génocidaire ». Justifier : « les Arméniens complotaient avec les ennemis occidentaux » ; « le mouvement national arménien espérait l'effondrement de l'empire pour obtenir un territoire indépendant » ; « marchands et financiers arméniens exploitaient la population turque ». Les bourreaux se changent en victimes : c'est l'une des opérations de base du négationnisme.

Le travail des historiens a produit des effets dans le champ politique : plus de trente pays ont officiellement reconnu le génocide des Arméniens. Il serait bien sûr préférable que les États ne se mêlent pas de vérité historique. Mais, dans ce cas, celui qui a commis le génocide s'emploie activement à le nier. Alliée des Occidentaux pendant la guerre froide, la Turquie a longtemps bénéficié de leur silence complice. La chute de l'URSS a ouvert la voie à une vague de reconnaissances : les changements d'alliances géopolitiques entravent ou favorisent les progrès de la vérité historique.

L'enjeu des réparations progresse lui aussi. En 2005, l'assureur français Axa a été contraint d'indemniser à hauteur d'environ 15 millions d'euros les descendants de victimes du génocide titulaires d'une assurance de l'Union des assurances de Paris (UAP), l'un de ses ancêtres, soit dix

Une mémoire diffuse des massacres d'Arméniens persiste dans certains secteurs de la société civile turque (9). Il serait exagéré d'affirmer que la population résiste au discours imposé par l'État. Nombre de Turcs et de Kurdes ont participé aux massacres et en ont tiré profit matériellement. Mais il est difficile de « dévoir » les atrocités qu'on a vues, et les récits de ces atrocités ont parfois circulé de génération en génération. Dès les années 2000 émerge dans l'espace public turc le phénomène des « crypto-Arméniens » : des Turcs qui soudain s'avisent que l'un de leurs ancêtres était arménien, mais qu'il avait caché son identité pour survivre. La radicalisation autoritaire du régime de M. Erdoğan empêche aujourd'hui ce genre de manifestation.

Du reste, le rapport de forces mémoriel évolue sous l'effet de la pression externe. Le travail de mémoire mis en œuvre par l'Allemagne concernant le génocide des Juifs mais aussi la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne constituent des points d'appui pour la revendication de reconnaissance et de réparation. Dans les années 2000 et 2010, quelques colloques consacrés au génocide ont même pu se dérouler en Turquie.

cide par attrition (10) ». L'idée se trouve déjà chez Raphael Lemkin, l'inventeur du concept de « génocide ». Les violences armées continuent, bien entendu, mais à leurs victimes directes s'ajoutent les morts résultant de la destruction des conditions de vie à Gaza. Le génocide « s'automatise », permettant au passage d'accréditer le mensonge selon lequel la violence aurait baissé en intensité.

(3) Michael Mann, *The Dark Side of Democracy. Explaining Ethnic Cleansing*, Cambridge University Press, 2005.

(4) Ayşe Parla et Ceren Özgül, «Property, dispossession, and citizenship in Turkey; Or, the history of the Gezi uprising starts in the Surp Hagop Armenian cemetery», *Public Culture*, vol. 28, n° 3, New York, septembre 2016.

(5) Cf. Raymond H. Kévorkian, «The property law and the spoliation of Ottoman Armenians», dans Thomas Kühne, Marc A. Mamigonian et Mary Jane Rein (sous la dir. de), *Documenting the Armenian Genocide. Essays in Honor of Taner Akçam*, Palgrave Macmillan, Londres, 2024.

(6) Bedross der Matossian, «Le négationnisme du génocide arménien à l'ère du numérique. Les "événements de 1915" revisités sur Internet», *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 221, Paris, 2025.

(7) Ronald Grigor Suny, «Truth in telling : Reconciling realities in the genocide of the Ottoman Armenians», dans *American Historical Review*, vol. 114, n° 4, Chicago, 2009.

(8) Cf. Marc A. Mamigonian, «Academic denial of the Armenian genocide in American scholarship : Denialism as manufactured controversy», *Genocide Studies International*, vol. 9, n° 1, Toronto, 2015.

(9) Uğur Ümit Üngör, «Lost in commemoration : The Armenian genocide in memory and identity», *Patterns of Prejudice*, vol. 48, n° 2, Abingdon-on-Thames. 2014.

(10) Elyse Semerdjian, «Gazafication and genocide by attrition in Artsakh/Nagorno Karabakh and the Occupied Palestinian Territories», *Journal of Genocide Research*, Abingdon-on-Thames, 2024.

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO »

depuis 1954



- * plus de 800 numéros du journal
- * plus de 2500 cartes
- * plus de 50 000 documents
accessibles en ligne grâce
à un puissant moteur de recherche

www.monde-diplomatique.fr/archives / **ABONNEZ-VOUS**

Calendrier des fêtes nationales		
1 ^{er} - 28 février 2026		
4	SRI-LANKA	Fête de l'indépend.
6	N ^{LE} -ZÉLANDE	Fête nationale
7	GRENADE	Fête de l'indépend.
11	IRAN	Anniversaire de la révolution
15	SERBIE	Fête de l'indépend.
16	LITUANIE	Fête de l'indépend.
18	GAMBIE	Fête de l'indépend.
22	SAINTE-LUCIE	Fête de l'indépend.
23	BRUNEI	Fête de l'indépend.
	JAPON	Fête nationale
24	ESTONIE	Fête nationale
25	KOWEÏT	Fête de l'indépend.
27	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Fête de l'indépend.

L'AVENIR DE NORD STREAM AGITE

Ballet d'affairistes

(Suite de la première page.)

Pourtant, une multitude d'informations censées rester secrètes convergent pour attester que Nord Stream pourrait bel et bien reprendre... à la barbe des pays membres de l'Union et sous la houlette des États-Unis, lesquels se doteraient ainsi d'un levier supplémentaire sur le marché européen du gaz, main dans la main avec le Kremlin. Il ne s'agit bien sûr que de tractations préliminaires et intermittentes, mais leur existence en dit long sur la fabrique de la diplomatie, le décalage entre les discours publics et les intérêts en discussion.

Mi-décembre 2025 : les négociations de paix orchestrées par le président Trump vont bon train. Contactée sur un *burner* (téléphone jetable avec un numéro provisoire), une source proche de Gazprom l'affirme. « *Nord Stream fait absolument partie des tractations secrètes, en marge du plan en vingt-huit points, entre les équipes de Trump et [Vladimir] Poutine, explique ce consultant qui participe aux échanges. L'un des scénarios est de le remettre en service en partenariat avec les États-Unis, qui sauront faire pression sur l'Europe pour avaliser cet état de fait.* » L'idée consiste

Devenir « le plus riche type »

CES échanges suggèrent une spectaculaire volte-face : dès les débuts du projet, un consensus bipartisan avait cimenté l'opposition féroce des États-Unis à la construction de cette infrastructure (2). L'annexion de la Crimée en 2014 avait amplifié ce rejet avant qu'une vague de sanctions américaines (tant sous l'égide de M. Joseph Biden que sous celle de M. Trump) ne s'emploie à paralyser Nord Stream 2 à partir de 2017. Officiellement, Washington dénonce le gazoduc comme une arme géopolitique concédée au Kremlin. Sous la surface, la Maison Blanche et le Congrès s'inquiètent surtout des débouchés pour l'exportation de leur GNL, nouvelle priorité stratégique depuis la «révolution du gaz de schiste», au tournant des années 2010.

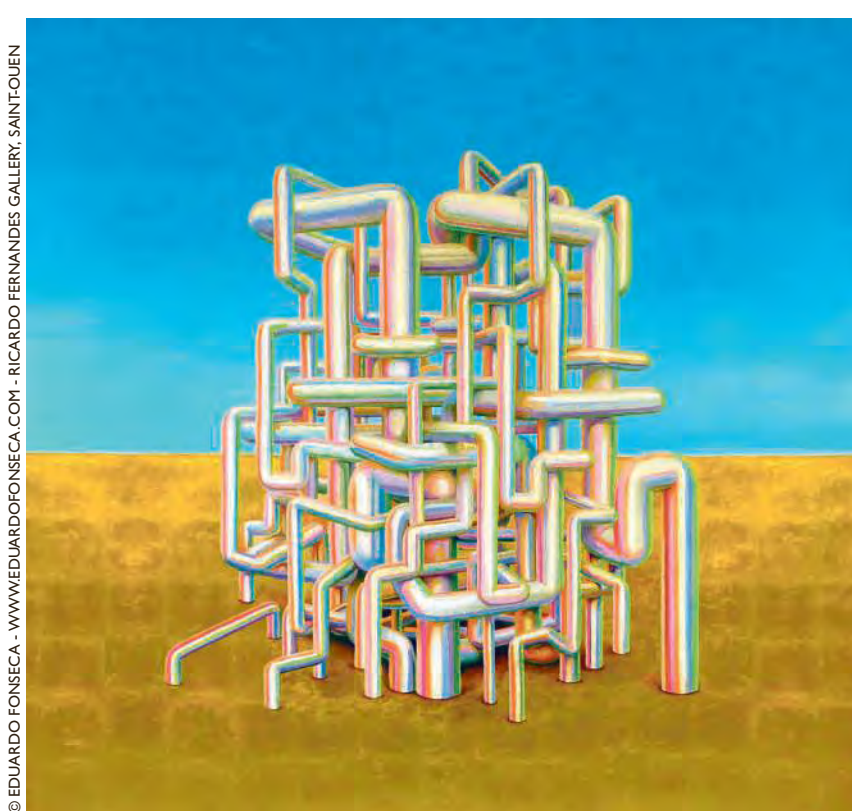
à « harceler les Européens comme des brutes » pour qu'ils acceptent le deal, confirme un homme d'affaires également dans le secret, rencontré dans un club huppé de Manhattan, à condition d'éteindre son portable et de ne prendre aucune note. Ses propos recoupent ceux d'une autre source proche de Gazprom quelques mois plus tôt : lors du sommet de Fairbanks en Alaska, en août 2025, le président russe a sondé M. Trump sur la possibilité de garanties sécuritaires américaines pour Nord Stream, en cas de reprise. Un comble : Washington, qui a contribué à faire exploser les tubes, assurerait Moscou contre de nouveaux sabotages. Les conseillers de M. Trump entendent le message : le gazoduc pourrait entrer dans le cadre d'un accord donnant-donnant sur l'Ukraine qui resterait à définir. « Après le sabotage, il y a eu une perte d'intérêt, on n'en parlait plus. Mais, dès que les réflexions sur une négociation de paix en Ukraine sont revenues au premier plan – je dirais en 2024, bien avant les annonces officielles, avec une accélération lors du retour de Trump –, les notes stratégiques sur l'utilisation du Nord Stream comme levier se sont remises à circuler intensément », nous explique un collaborateur du renseignement militaire américain.

Obéissant aux instructions américaines, Copenhague empêchera pendant plusieurs années la construction du segment passant dans sa zone économique exclusive (ZEE). C'est encore sous la pression des États-Unis que Berlin bloque au dernier moment le processus de certification de Nord Stream 2, dont la réalisation s'achève en septembre 2021.

Quelle surprise, donc, lorsque le *Wall Street Journal* dévoile, en novembre 2024, que M. Stephen Lynch, un investisseur de Miami pressé de devenir « *le plus riche type dont vous avez jamais entendu parler* », souhaite acquérir Nord Stream 2 (3). L'homme d'affaires a commencé sa carrière de financier en Russie. Spécialiste des transactions relatives

aux actifs en difficulté, il manifeste surtout une prédilection pour les infrastructures énergétiques et financières d'intérêt stratégique pour la Russie. En 2007, il a racheté des actifs du conglomérat Ioukoss appartenant à l'oligarque déchu Mikhaïl Khodorkovski pour le compte de Rosneft, lors d'une mise aux enchères très controversée. La nationalité américaine de M. Lynch avait permis de camoufler le bénéficiaire final de l'opération, à savoir l'État russe lui-même, qui, sous l'impulsion du président Poutine, renationalisait un secteur pétrolier accaparé par les oligarques dans les années 1990. On ne lui connaît aucune transaction majeure jusqu'en 2022, date à laquelle il orchestre le rachat de la filiale suisse de Sberbank, étant bancaire détenu en majorité par l'État russe. Cette entité détient les fonds gelés de la société de projet de Nord Stream sous sanctions américaines (4)... Est-il pour autant un « agent russe », comme l'affirment certains de ses anciens partenaires ? Cette hypothèse simplifierait les choses : à travers lui, ce ne serait pas Washington mais Moscou qui chercherait à relancer ses exportations de gaz en Europe, le moment venu.

Or M. Lynch n'est que le premier d'une série d'hommes d'affaires, plus ou moins proches de la famille Trump, qui tenteront dans les mois suivants de négocier en catimini avec Berlin, Washington et Moscou pour mettre la main sur le gazoduc stratégique. Selon un ancien partenaire d'affaires de M. Lynch, ce dernier a approché un autre investisseur américain, le flamboyant banquier texan Gentry Beach, pour lui demander de soutenir son projet. M. Beach, témoin au mariage de M. Donald Trump junior, *« a rejeté ses avances après avoir pris ses renseignements et compris que M. Lynch avait un passé trop toxique en lien avec la Russie »*, prétend une source. Contacté, M. Beach nie courtoisement s'intéresser au gazoduc (5). Mais, quelques semaines plus tard, deux sources séparées nous confirment que le Texan manœuvre bel et bien pour s'emparer de Nord Stream. Il se serait allié avec un homme d'affaires roumain pour l'occasion. M. Lynch lui a-t-il mis l'eau à la bouche, et les deux



EDUARDO FONSECA. – « Pourquoi n'avons-nous pas changé les choses plus tôt ? », 2022

hommes se font-ils à présent concurrence? Un contact en Suisse affirme que M. Beach a fait usage de son amitié avec le fils du président américain pour prendre langue avec un très influent directeur d'une entreprise énergétique étatique russe. Mais un interlocuteur russe, qui convoite également Nord Stream, avance que MM. Beach et Lynch sont sans doute de trop petits joueurs pour être pris au sérieux par Gazprom.

MM. Lynch et Beach appartiennent plutôt à cette galaxie d'intermédiaires qui se prévalent d'une proximité (réelle ou exagérée) avec les puissants, soufflent l'idée de deals alléchants, se proposent de les faciliter, et se servent au passage... Si leurs manœuvres n'aboutissent pas toujours, leur rôle s'avère déterminant pour convertir des intérêts économiques en diplomatie concrète.

Alors que les intrigues s'intensifient autour de Nord Stream, la passivité des Européens étonne. Dans la lignée d'initiatives inspirées par la « détente », lors de la guerre froide, la construction du gazoduc dénotait la croyance dans les

verthus du « doux commerce » – notion attribuée à Montesquieu – ou du *Wandel durch Handel* (le « changement par le commerce ») dans sa version allemande contemporaine : l'interdépendance économique entre nations favoriserait la paix. Dans les années 2000 et 2010, Nord Stream illustrait la conviction de dirigeants européens, français et allemands notamment, que la Russie postsoviétique, acceptée au rang de partenaire industriel de premier plan, deviendrait progressivement un interlocuteur politique, sans toutefois rejoindre l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou l'Union européenne. Les entreprises européennes participant à Nord Stream 2 – Engie, les allemandes Uniper et Wintershall Dea, l'autrichienne OMV, la britannique Shell, la néerlandaise Gasunie – et leurs États bénéficiaires espéraient à fois contrôler ces flux et récolter au passage de confortables profits. Pour leur part, Gazprom et le Kremlin se félicitaient d'une avantageuse part du marché gazier européen, s'assurant des rentrées stables et considérables de revenus. De cette interdépendance devait naître la retenue, voire l'entente.

Réalignement allemand

LE regain de tensions géopolitiques à partir de 2007-2008 n'incite pas les adeptes de cette thèse à remettre en question leur vision libérale. Pourtant, la Russie déplore que son statut de principal pourvoyeur d'hydrocarbures de l'Europe ne lui permette pas d'accéder au rang d'égal en matière sécuritaire. Les Européens, à commencer par l'Allemagne, estiment quant à eux lui faire l'honneur de cette confiance, en résistant parfois même à de fortes pressions américaines.

La guerre en Ukraine a révélé l'ampleur de ce malentendu et rebattu les cartes. De Paris à Berlin, l'agression de l'Ukraine a remplacé l'endiguement de la Russie en tête des priorités, prenant le pas sur toute considération économique. Les industriels européens prennent acte de la nouvelle donne. Fin 2022, Uniper est sauvé de la faillite par sa nationalisation, et la République fédérale saisit le tentaculaire réseau de distribution Gazprom Germania, filiale allemande du groupe russe, et le rebaptise Securing Energy for Europe (SEEF). Le chancelier Friedrich Merz, dès sa prise de fonction en mai 2025 au sein d'une coalition fragile, durcit encore la position allemande vis-à-vis de l'invasion russe en Ukraine : l'heure n'est plus aux compromis. La politique sécuritaire et l'affichage des « valeurs » ont pris le dessus, M. Merz s'aligne ostensiblement sur les « faucons » de Bruxelles. En perte de vitesse face à la Hongrie et la Pologne, l'industrie allemande – et notamment ses grands groupes chimiques très dépendants du gaz naturel – souffre en silence.

Chez Engie et dans l'industrie allemande, nos sources affirment s'être résignées à la mort du partenariat énergétique russo-européen. Quant au scénario d'un gazoduc approvisionnant l'Europe en gaz russe mais géré par des Américains, il paraît ubuesque à la plupart de nos interlocuteurs.

Pourtant, à l'été 2025, l'Europe se réveille. À force de s'activer dans les coulisses, les investisseurs américains ont fini par inquiéter la chancellerie allemande. Berlin, soutenu par Paris, contre-attaque sous couvert de l'Union européenne. Les deux capitales poussent pour l'inclusion spécifique, dans le dix-huitième paquet de sanctions contre la Russie, des entités liées à Nord Stream, jusqu'alors seulement visées par les États-Unis. Une façon pour Paris et Berlin de se doter d'un verrou et d'un levier sur l'avenir du gazoduc : sur le plan légal, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) américain ne sera dorénavant plus le seul maître à bord. L'Allemagne et la France en profitent pour redorer leur blason auprès des États du bloc plus franchement antirusse qu'elles.

(2) Lire Pierre Rimbert, « Comment saboter un gazoduc », *Le Monde diplomatique*, mai 2021.

(3) Christopher M. Matthews, «A Miami financier is quietly trying to buy Nord Stream 2 gas pipeline», *The Wall Street Journal*, New York, 21 novembre 2024.

(4) Morgane Fert Malka, « L'or suisse de Nord Stream : les faux espoirs de Gazprom », 24 janvier 2025, www.intelligenceonline.fr

(5) Morgane Fert Malka, «Le clan Trump se tient à l'écart du rachat de Nord Stream 2 », 6 février 2025, www.intelligenceonline.fr



UN ORDRE MONDIAL POSTOCCIDENTAL

Le Monde

Rupture dans l'ordre international depuis le retour des impérialismes prédateurs américains, russe et chinois. L'Union européenne, cible de ces puissances qui préfèrent le recours à la force et à la dérégulation, est aussi stigmatisée pour son attachement au droit international, aux libertés et au multilatéralisme. La France, qui n'échappe pas à cette nouvelle configuration, tente de sortir de sa longue crise politique, alors que les menaces contre la paix augmentent à l'échelle d'un monde de moins en moins occcidental.

Pour mieux mesurer la portée de cette peur collective, *Le Bilan du Monde* dresse l'état des lieux des 198 pays du globe après une année d'épreuves et d'événements locaux et globaux.

Chez votre marchand de journaux et sur Boutique.lemonde.fr

UNE DIPLOMATIE PARALLÈLE

autour d'un gazoduc

Cependant, avec ce coup tactique, elles alimentent, en partie malgré elles, une surenchère. Sous la présidence tournante du Danemark (juillet à décembre 2025), des propositions d'une sévérité inédite émergent à l'encontre des énergies fossiles. Il ne s'agit plus de geler quelques centaines de millions d'euros d'actifs ou de faire bonne figure en coupant les flux directs de gaz russe tout en continuant à en acheter via des pays tiers. La nouvelle position de la Commission dans le cadre de « REPowerEU » vise à dissiper les flous juridiques et à introduire des exigences de contrôle des origines accrues qui rendront l'importation de gaz et de pétrole russes réellement impossible.

À l'automne 2025, on s'inquiète chez Engie : « Une sanction, c'est une décision politique qui peut s'éliminer en un coup de crayon. Mais "REPowerEU" constituerait un cadre réglementaire très inélastique et durable. Dans les faits, on se lierait les mains, tandis que les États-Unis conservent leur flexibilité. »

Au même moment, des signaux faibles indiquent que les discussions engagées sur l'avenir de Nord Stream s'inscrivent dans le cadre plus général d'une éventuelle reprise des livraisons de gaz russe en Europe. En effet, peu avant que le plan de paix russo-améri-

cain en vingt-huit points ne fuite dans les médias, fin novembre 2025, plusieurs sources signalent que l'usage futur du réseau gazier ukrainien fait déjà l'objet d'intenses tractations. Selon plusieurs versions des propositions que nous avons pu consulter, le président américain suggère à l'Ukraine de reprendre le transit, mais sous son égide. Le gouvernement de M. Volodymyr Zelensky ne pétille pas d'enthousiasme – une source décrit l'offre américaine comme une « extorsion ». Mais certains responsables ukrainiens estiment qu'il faut s'y résigner et réintégrer la partie coûte que coûte.

L'idée d'une éventuelle participation des États-Unis aux profits générés par ces flux, combinée à la relance de projets d'investissement américains sur les gisements russes, marque un retournement de la politique adoptée par Washington depuis les années 1970 : entraver le partenariat énergétique entre l'Europe de l'Ouest et l'adversaire soviétique, puis russe. À l'heure où la notion d'alliance transatlantique s'affaiblit, les Américains s'emploient non plus seulement à vendre du gaz liquéfié aux Européens, ou à prévenir un rapprochement russo-européen, mais aussi à accroître leur contrôle sur les infrastructures énergétiques, partout où cela est possible, y compris sur le Vieux Continent.

Opportuniste et procédurier

DANS cette nouvelle stratégie, le rôle des investisseurs tels que M. Lynch a de quoi fasciner. D'abord électrons libres, un temps désavoués par l'entourage de M. Trump, soucieux de ne pas s'afficher avec des personnages jugés trop proches de la Russie, ils s'emploient patiemment à se positionner au bon endroit pour, finalement, s'y trouver au bon moment. Et faciliter les arrangements lorsqu'un cadre politique propice finit par émerger. En se faisant parfois voler la vedette à la dernière seconde par de plus gros acteurs financiers ou institutionnels – *hedge funds* géants ou mastodontes énergétiques et industriels...

Lorsqu'en novembre 2024 nous nous interrogeons sur les intérêts que représente M. Lynch, celui-ci ne répond à aucun message. Un lobbyiste de Washington qui connaît intimement l'affaire Ioukos de 2007 soutient que M. Lynch est un agent russe et fournit des dizaines de documents étayant cette thèse. Mais plusieurs sources qui le fréquentent nuancent. Au fil des semaines se dessine l'image d'un opportuniste qui rate souvent son coup et va volontiers au contentieux – on peine à lui trouver un ancien associé qu'il n'ait pas affronté devant un tribunal ou une cour d'arbitrage, à l'initiative de l'un ou de l'autre. Son projet de rachat de Nord Stream fait globalement sourire, à Washington comme à Moscou. Au printemps 2025, le bruit court qu'il a obtenu une audience auprès du gouvernement allemand – interlocuteur incontournable de quiconque voudrait relancer l'infrastructure, pour des rai-

sons géographiques et juridiques –, mais qu'il en serait reparti les mains vides. Ce personnage haut en couleur détourne-t-il l'attention de concurrents mieux placés ?

Le profil de M. Beach semble à première vue plus sérieux, ne serait-ce que par sa proximité avec M. Trump junior. Courant 2025, il multiplie les voyages d'affaires, de l'Afrique centrale au Pakistan, et maintient auprès des décideurs locaux une soigneuse ambiguïté sur son mandat politique. M. Trump junior s'en agace et lui envoie, selon le *Wall Street Journal*, une lettre de mise en demeure pour l'empêcher d'utiliser son nom à tout-va (4 octobre 2025). Sur fond de revirements successifs de M. Trump (père) sur l'Ukraine et de raidissement de la position européenne, la ruée américaine sur Nord Stream s'essouffle mi-2025.

À partir de l'été, les candidats frustrés à Berlin se rabattent sur la Bulgarie et TurkStream, joyau secondaire de Gazprom en Europe. Le gazoduc de la mer Noire est toujours en service, épargné par des plans de sabotage déjoués de justesse, et bénéficie d'exemptions de restriction à l'importation au profit de pays comme la Bulgarie ou encore la Hongrie. Mais, dans un paysage réglementaire fluctuant, les jours de TurkStream sont comptés, eux aussi. Et les hommes d'affaires américains, ayant pris goût aux pipelines russo-européens, étudient cette opportunité balkanique. Leur activisme est tel qu'Elliott Management, géant américain de l'investissement tous azimuts,



EDUARDO FONSECA. – « Comment les choses fonctionnent », 2022

commence à s'intéresser à Nord Stream comme à TurkStream. Le colosse financier – bientôt suivi par sa filiale pétrolière Phillips 66 – présente ses offres à Sofia début 2025, mais ses démarches n'aboutissent pas ; le climat politique, semble-t-il, n'est pas encore mûr pour qu'entrent en scène les acteurs les plus visibles. Les gazoducs russo-européens demeurent un sujet tabou, domaine réservé des électrons libres.

M. Lynch multiplie les voyages à Sofia dans la seconde moitié de 2025 pour y rencontrer membres du gouvernement et éminences grises de la scène énergétique locale. L'ancien directeur de campagne de M. Trump, M. Brad Parscale, prend discrètement part à des discussions similaires à l'occasion d'un déplacement en Bulgarie, où il accompagne M. Trump junior à un congrès sur les cryptomonnaies.

La classe dirigeante bulgare est confuse et divisée : ces individus représentent-ils la Maison Blanche ? Faire affaire avec eux assurerait-il à Sofia un traitement de faveur de la part des États-Unis quant à sa stratégie d'approvisionnement en gaz ? M. Lynch et les autres agissent-ils de concert ou contre les intérêts de Gazprom,

qui exploite le gazoduc avec le turc Botas ? La réponse n'est pas nécessairement univoque : la valeur de ces intermédiaires réside précisément dans leur capacité à mettre en relation des adversaires géopolitiques ou des multinationales concurrentes, sans servir les intérêts des uns à

l'exclusion des autres. Au demeurant, la Bulgarie se montre plus astucieuse que l'Allemagne. Ses dirigeants étudient les offres avec attention. Si un accord était trouvé autour de TurkStream, il pourrait créer un précédent affectant par ricochet le sort de Nord Stream.

Freiner le sevrage

Pour sa part, l'Union européenne approfondit la stratégie originale inaugurée en 2022 : se punir soi-même afin de peser davantage dans des négociations avec Moscou. Bruxelles a adopté en octobre 2025 un dix-neuvième paquet de sanctions qui va au-devant de l'initiative réglementaire « REPowerEU », encore en discussion, et annonce l'interdiction imminente de l'importation de GNL russe, dont le commerce avait jusqu'alors remplacé une partie des approvisionnements par gazoducs. M. Trump a personnellement téléphoné à plusieurs chefs d'État pour leur enjoindre de renoncer aux hydrocarbures russes, alors même que son entourage organise le retour en force des entreprises américaines sur les sites d'extraction russes en Arctique...

Début décembre, la désorientation est palpable à Bruxelles. Alors que les discours (politiques, sécuritaires) de soutien à Kiev s'exacerbent et que les sommets se multiplient, le Conseil où se rencontrent les gouvernements des États membres bouillonne. Plusieurs pays ont déjà demandé – discrètement – de repousser la mise en œuvre de « REPowerEU » afin de freiner le sevrage prévu du gaz et du pétrole russes. Ces requêtes n'émanent pas des « suspects » habituels comme la Hongrie et la Slovaquie, mais, selon nos sources, de capitales d'Europe de l'Ouest et du Nord, qui s'affichent parmi les plus intransigeantes vis-à-vis de Moscou.

« Les marchés sont dans le flou total », explique un député européen qui a fait de la souveraineté énergétique et technologique son cheval de bataille. Un lobbyiste confirme : « Les acheteurs, traders et distributeurs européens du gaz ne savent plus sur quel pied danser. Faut-il continuer à diversifier les sources, passer aux renouvelables, à l'hydrogène, acheter davantage aux États-Unis pour faire plaisir à Trump, revenir au gaz russe ? On parle de choix stratégiques, d'infrastructures coûteuses qui se préparent et s'amortissent sur des décennies, tributaires aujourd'hui de signaux contradictoires et d'un cadre légal qui change en permanence. » Les deux sources concordent : même les investisseurs étrangers se retirent des grands projets énergétiques du Vieux Continent. Pendant que l'Europe cherche sa boussole, l'Amérique de M. Trump et son armée d'investisseurs de l'ombre se placent aux charnières du monde de demain. Et c'est à eux que Moscou parle.

MATT BERNARDINI
ET MORGANE FERT MALKA.

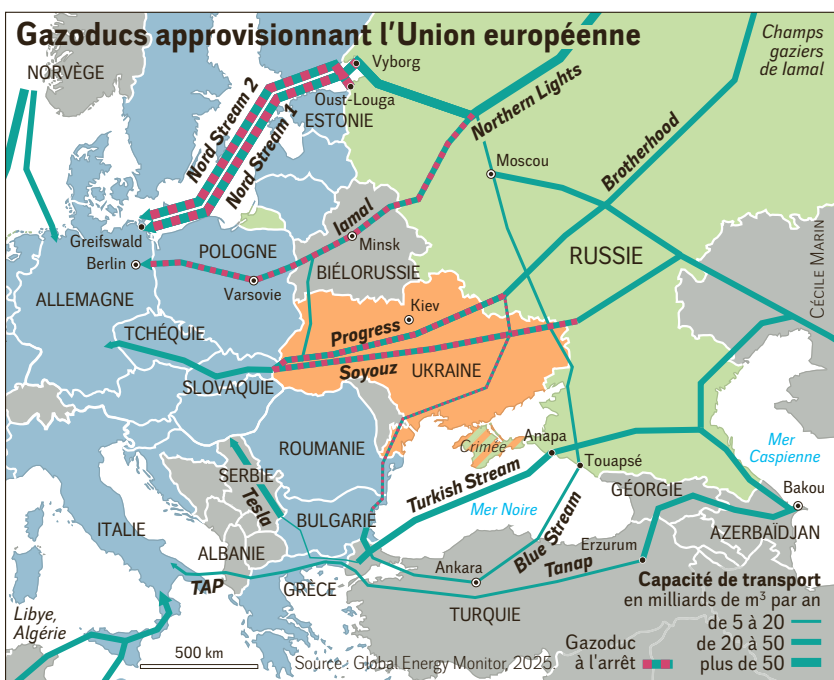
Qu'est-ce que Nord Stream ?

DEUX pipelines sous-marins aux tracés à peu près parallèles, composés chacun d'une paire de tuyaux de 1,20 mètre de diamètre ; 100 000 segments de 24 tonnes chacun mis bout à bout pour former cette autoroute du gaz de 1 200 kilomètres dans la mer Baltique. Le projet a coûté 20 milliards d'euros. Après sa mise en service en 2012, Nord Stream 1 a transporté jusqu'à 60 milliards de mètres cubes annuellement – l'équivalent en 2021 de la moitié des besoins allemands. Nord Stream 2 devait en doubler les capacités.

Pour Kiev, dont le réseau de transmission peut acheminer annuellement jusqu'à 145 milliards de mètres cubes de gaz russe vers l'Europe, Nord Stream représentait un concurrent dont la mise en service est perçue comme une menace existentielle. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'Ukraine ne s'est pas fait prier pour exécuter le spectaculaire sabotage de Nord Stream en 2022 – une opération au coût approximatif de 300 000 dollars, préparée de longue date en concertation avec la Maison Blanche et le 10 Downing Street.

Mais Kiev a perdu son pari. Dès les premiers mois de la guerre, les acheteurs occidentaux alarmés par le risque se sont tournés vers d'autres routes, tout en réduisant le volume global de gaz sourcé en Russie. Résultat : le transit par l'Ukraine a chuté. Le coup de grâce a été porté par Gazprom, qui, à l'issue d'après négociations, a refusé de prolonger son contrat avec le voisin ukrainien et coupé le robinet le 1^{er} janvier 2025.

M. B. ET M. F. M.





© LEE CHAPMAN - LEECHAPMANPHOTOS - WWW.TOKYOTIMES.ORG

Le Japon et son « parti unique »

Depuis 1955, une même formation dirige le Japon (presque) sans discontinuer. L'essor économique du pays, quatrième puissance mondiale ? C'est elle. L'alignement sur la croisade anticommuniste des États-Unis dans la région ? C'est elle. Et le retour à une logique de guerre froide ouvrant la possibilité d'un conflit avec la Chine, c'est encore elle. Plongée au cœur du Parti libéral-démocrate japonais.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EMIL PACHA VALENCIA *

Il y a une petite centaine de personnes à braver les rigueurs de l'hiver tokyoïte en cette soirée de novembre. Aux abords du Sori Kantei, le complexe immobilier qui abrite depuis les années 1920 les bureaux ainsi que la résidence des premiers ministres japonais, les pancartes de cette poignée de manifestants ne s'embarrassent pas de la traditionnelle politesse locale : « Takaichi, démission ! ». Quelques semaines plus tôt, le 7 novembre 2025, la première ministre déclarait devant la Chambre des représentants que le Japon considérerait une intervention militaire chinoise à Taiwan comme une « *situation critique pour [ses] intérêts vitaux* », justifiant une intervention des forces d'autodéfense japonaises. Pour les manifestants, une dangereuse et inutile provocation. La réaction chinoise, elle, ne s'est pas fait attendre.

Pourtant, en dépit des protestataires, le style direct et la ligne dure de la première femme première ministre du Japon la placent au-delà de 70 % d'opinions positives selon un sondage publié en décembre dernier par le quotidien *Yomiuri shimbun*. Plus du double du score le plus haut atteint par son prédécesseur. C'est à la suite de la démission de M. Shigeru Ishiba (2024-2025), le 7 septembre 2025, que M^{me} Sanae Takaichi le remplace à la tête du Parti libéral-démocrate (PLD), avant d'être élue cheffe de l'exécutif par la Diète, le 21 octobre. M^{me} Takaichi s'estime à ce point portée par les sondages qu'elle a décidé la tenue d'élections anticipées en février 2026, pour tenter de consolider sa majorité, fragile depuis les résultats historiquement mauvais enregistrés en 2024.

Si M. Ishiba et M^{me} Takaichi sont issus de la même formation, tout les oppose quand il est question de la Chine. L'ancien premier ministre favorisait le rapprochement. Celle qui lui succède s'inscrit dans les traces de son mentor, dont elle fut plusieurs fois ministre : Shinzo Abe, assassiné le 8 juillet 2022. Incarnation d'un nationalisme nostalgique de la grandeur de l'Empire japonais, ce dernier s'était illustré par ses efforts visant à contourner l'article 9 de la Constitution pour permettre à l'Archipel de s'impliquer dans des conflits qui ne le concernent pas directement. Autrement dit, de déclarer la guerre.

Rapprochement avec la Chine d'un côté, préparation à la guerre de l'autre : on peut donc défendre tout et son contraire au sein du PLD ? « *Pour saisir la ligne idéologique du parti, il faut d'abord comprendre qu'il en est dépourvu*, ironise Wladimir Malyk, chercheur invité à l'université de Kyoto. *Un peu comme si, en France, une même formation abritait tout le spectre allant de Sébastien Lecornu à Marine Le Pen.* » Une « *plasticité idéologique* » qui, selon le politiste de l'université de Washington Robert Pekkanen, explique sa longévité : en soixante-dix ans d'existence, le PLD

n'a été privé du pouvoir que quatre ans. Organisée autour de cet étrange roseau politique, aussi flexible qu'endurant, la démocratie japonaise a longtemps ressemblé à un régime de parti unique...

Retour sur la genèse du mouvement. Nous sommes en 1955. Les troupes américaines, qui ont occupé le Japon de 1945 à 1952, viennent à peine de lever le camp. Oublié, leur projet de faire du pays un modèle de démocratie pour l'Asie : la « menace communiste » (en Corée et en Chine) impose de transformer l'Archipel en rempart contre les « rouges », alors même que les partis communiste et socialiste y enregistrent d'excellents scores. Sous l'impulsion des États-Unis, les deux formations conservatrices (Parti libéral et Parti démocrate) dépassent leurs dissensions afin de s'unir. Et qui de mieux pour piloter la nouvelle organisation que Nobusuke Kishi, chargé de l'organisation du travail forcé durant la seconde guerre mondiale, suspecté de crimes de guerre de « classe A », libéré sans procès par les autorités d'occupation américaines en 1948 et... grand-père d'Abe ?

Même avec le soutien des États-Unis, rien ne prédestinait toutefois un parti ultraconservateur, nationaliste et en proie aux luttes fratricides à durer. La réforme du traité de coopération mutuelle et de sécurité (ANPO) avec Washington, qui doit prolonger la possibilité pour les forces armées américaines d'utiliser le territoire japonais, contribue en effet au regain d'une gauche attachée au pacifisme. Si le texte est bien signé, en 1960, il coûte au pouvoir la tête de Kishi. Le PLD aurait pu ne pas s'en relever ; il procède au contraire à une mue qui assure sa survie.

Hayato Ikeda, qui prend les rênes du parti et du pays (1960-1964), remet tout à plat. « *Son style tranche radicalement avec celui de Kishi*, explique Malyk. *Il apaise les factions, distribue les postes pour satisfaire tout le monde et, surtout, se concentre sur l'économie.* » Exit le récit national fondant l'espoir de reconstruire un Japon pas si éloigné de celui qui avait perdu la guerre ; l'heure est désormais au pragmatisme. « *L'objectif est de doubler le produit intérieur brut [PIB] japonais en dix ans*, poursuit Malyk. *Le PLD y parviendra en sept.* » Un tel succès catalyse la nouvelle orientation du parti. « *En mobilisant la nation autour d'une nouvelle forme de "guerre totale" dans la sphère économique plutôt que militaire, le plan de doublement des revenus joue un rôle crucial dans la guérison du pays après les tensions de 1960*, écrit l'historien Nick Kapur. La

LEE CHAPMAN. – Dans la rue commerçante Ameyoko, qui fut autrefois un marché noir, quartier d'Ueno, Tokyo

croissance économique devient alors le nouveau pivot de l'identité nationale, remplissant une fonction unificatrice comparable à celle de l'expansion impériale d'avant-guerre (1). »

Mais les héritiers de Kishi n'ont pas pour autant disparu. De sorte que deux tendances se dessinent au sein du PLD. D'un côté, les partisans d'une droite dure, nationaliste, volontiers xénophobe et obnubilée par les questions d'identité ainsi que par la remise en cause de l'article 9 de la Constitution. Ses figures de proue ? Yasuhiro Nakasone (1982-1987), M. Junichiro Koizumi (2001-2006) et Abe (2006-2007, 2012-2020). De l'autre, ceux que l'essayiste Tobias Harris compare aux conservateurs *one-nation* britanniques : un courant interclassiste, satisfaisant autant la paysannerie japonaise, encore puissante, que les chefs d'entreprise et les petits commerçants. Si elle naît avec Ikeda, cette aile du PLD s'incarne surtout dans la figure de Kakuei Tanaka, premier ministre de 1972 à 1974 après avoir fait carrière dans le bâtiment et les travaux publics. En promouvant la construction de ponts, d'autoroutes, de lignes de train à grande vitesse, il désenclave les campagnes, ce qui permet au PLD d'y consolider sa position.

L'attention aux infrastructures « *constitue l'une des clés d'explication des victoires écrasantes engrangées par le PLD tout au long du xx^e siècle* », estime Pekkanen. On parle même de « système PLD » : « *Une centralisation des recettes fiscales vers le gouvernement central, qui à son tour les redirige vers les gouvernements locaux. Pour les dirigeants politiques ambitieux, rejoindre le PLD devient le plus sûr moyen de disposer de ressources une fois aux affaires, et donc d'être plus facilement réélu.* »

Le clientélisme qui se met alors en place à travers le pays – liant dirigeants conservateurs, hauts fonctionnaires et entreprises – prend bientôt une telle importance qu'il est baptisé « triangle de fer ». C'est ainsi que les dépenses dans la construction explosent au Japon entre les années 1960 et 1980, dépassant les 20 % du budget de l'État. En comparaison, sur la même période, la France consacre entre 5 et 7 % de son PIB aux travaux publics. Le maillage extraordinaire du territoire japonais, tant par les routes que par le train, tient en partie à la volonté du PLD de se maintenir au pouvoir.

Efficaces d'un point de vue électoral, le clientélisme et la collusion avec les milieux d'affaires entraînent toutefois leur lot de scandales retentissants. Or, au début des années 1990, le Japon bascule. Non seulement la guerre froide a pris fin avec l'effondrement de l'URSS, mais la bulle spéculative – financière et immobilière – qui avait dopé l'économie vient d'éclater. Le pays plonge dans une récession où il se débat encore en 2026. Dans un tel contexte, les « affaires » semblent encore moins tolérables à la population. Le PLD commence à se déliter.

En 1993, une trentaine d'élus font sécession et créent de petits partis ad hoc pour s'allier à l'opposition. Une coalition hybride renverse le PLD. Les huit formations qui la composent ne sont d'accord sur rien, sauf sur la nécessité d'introduire un peu d'alternance au sommet de l'État. Une fois actée une réforme visant à créer un système électoral mixte (combinant circonscription à un siège et représentation proportionnelle), censée doper le pluralisme au sein des institutions, la coalition éclate. Elle aura tenu moins d'un an. Le PLD, qui a déjà survécu à tous les chocs de la seconde moitié du xx^e siècle, a préparé son retour. Désormais prêt à se trouver des alliés, dont le parti bouddhiste Komeito, il s'offre une nouvelle période de pouvoir incontesté. Elle durera quinze ans.

Si le PLD revient vite aux affaires, c'est qu'il a opéré une nouvelle mue. L'éclatement de la bulle a

laissé bon nombre de salariés sur le carreau, fissurant un peu plus le contrat social d'après-guerre qui garantissait, en échange d'un sacrifice total à l'entreprise, une sécurité financière et un emploi à vie. L'économie est à la peine ? Le PLD invite les regards à se tourner vers les « *vieilles valeurs qui avaient fait la force du Japon d'avant-guerre, celles du Japon impérial* », analyse Thierry Guthmann, professeur de science politique à l'université de Mie. Les années 1960 s'étaient caractérisées par la primauté de l'économie sur les luttes idéologiques. Les années 1990 voient émerger des dirigeants plus ouvertement nationalistes, à l'offensive concernant les enjeux de mémoire.

Il faut une accumulation de scandales sous Abe (2006-2007), d'innombrables déchirures internes sous MM. Yasuo Fukuda (2007-2008) et Taro Aso (2008-2009), ainsi que la crise des *subprime*, pour que le parti perde le pouvoir en 2009. Il le retrouve néanmoins trois ans plus tard sur une ligne qui, si l'on considère les primatures de MM. Fumio Kishida (2021-2024) et Shigeru Ishiba (2024-2025) comme des « parenthèses modérées », souligne la domination du camp des idéologues au sein du PLD.

En abandonnant son partenaire centriste Komeito, en désaccord sur les questions liées à l'article 9 de la Constitution, M^{me} Takaichi opère toutefois un coup de barre à droite. C'est qu'une menace pointe désormais à l'extrême droite de l'échiquier politique : le parti ultraconservateur Sanseito, fondé en 2020 et qui a réalisé une forte percée en juillet 2025 en raflant quatorze sièges à la Diète alors qu'il n'en détenait qu'un dans l'assemblée précédente.

Colère de Pékin, enthousiasme de la jeunesse

Priorité nationale, lutte contre l'immigration, défense des valeurs conservatrices... Sur X et YouTube, Sanseito joue la carte du ressentiment pour mobiliser. Notamment la jeunesse. D'après Pekkanen, « *l'électeur typique du Sanseito est un homme d'une trentaine d'années qui consomme les informations sur son smartphone* ». Du reste, la perception traditionnelle des partis tend à s'inverser. « *Depuis les années 2000*, constate Yoshihiko Takenaka, professeur de science politique à l'université de Tsukuba, *les jeunes votants ont tendance à classer le Parti communiste [PCJ] comme conservateur et, à l'inverse, les partis de droite comme progressistes*. » Ainsi, Sanseito, avec ses vidéos ouvertement xénophobes mais ingénieuses et bien montées, serait plus « progressiste » qu'un PCJ un peu gris et arc-bouté sur des questions de justice sociale jugées « archaïques ». « *La volatilité de l'électorat est bien plus forte aujourd'hui que dans les années 1990*, confirme Malyk. *Les jeunes en âge de voter sont beaucoup moins fidèles à un parti que leurs aînés. Ils votent pour des politiciens jeunes, qui maîtrisent les techniques de communication modernes sur les réseaux sociaux.* » D'où la tentation des « petites phrases », comme celle qui a valu à M^{me} Takaichi l'ire de Pékin... et l'enthousiasme d'une grande partie de la jeunesse.

Contester son électorat à l'extrême droite implique toutefois de délaisser un espace politique sur lequel empiétait davantage M. Ishiba. Un espace si large qu'il vient d'être investi par les deux plus importants partis d'opposition : Komeito et le Parti démocrate constitutionnel, qui espèrent profiter de la radicalisation du PLD et des turbulences économiques provoquées par le conflit ouvert avec Pékin pour tenter, une nouvelle fois, de mettre fin à son règne. Mais l'histoire montre que renverser la formation est une chose ; l'empêcher de revenir, une autre.

(1) Nick Kapur, *Japan at the Crossroads : Conflict and Compromise After ANPO*, Harvard University Press, Cambridge (États-Unis), 2018.



© LEE CHAPMAN - LEECHAPMANPHOTOS - WWW.TOKYOTIMES.ORG

LEE CHAPMAN. – Fresque sous les voies ferrées du quartier de Kabukicho à Shinjuku, Tokyo

* Journaliste, rédacteur en chef de la revue *Tempura*.

COMPRENDRE LE CHAOS DU MONDE

Depuis quatre ans, la guerre fait rage entre Kiev et Moscou. L'enlèvement des pourparlers tient non seulement à l'intransigeance des Russes, mais aussi à la fermeté des Européens et à l'inconstance des États-Unis (page 17). Ces derniers ont fait machine arrière au sujet du Groenland (page 16). Mais l'ordre américain n'a, de fait, jamais vraiment cessé de régner sur le monde, y compris en Asie de l'Est, malgré la montée en puissance de la Chine (pages 14

et 15). Pour conforter cette domination globale, Washington ne cherche plus tant à renverser les gouvernements qu'à les mettre au pas, comme au Venezuela (page 13). Voire comme en Iran, où la République islamique semble pourtant plus contestée que jamais (page 12). L'administration Trump n'ignore pas qu'un changement de régime à Téhéran aurait des conséquences majeures au Proche-Orient – l'un des si nombreux foyers de conflit actuels (ci-dessous).

2026, année de la grande guerre ?

PAR AKRAM BELKAÏD

UNE guerre de grande ampleur menace d'éclater... C'est ce qu'affirment un nombre impressionnant de cassandres, politiciens, chercheurs, officiers supérieurs et journalistes, en s'appuyant sur les désordres de l'année écoulée. « J'ai couvert plus de quarante guerres à travers le monde. J'ai vu la guerre froide atteindre son apogée puis s'évanouir tout simplement. Mais je n'ai jamais connu une année aussi inquiétante que 2025 », affirme ainsi John Simpson, le rédacteur en chef chargé des affaires internationales à la British Broadcasting Corporation (BBC) (1). Le nombre des conflits armés est à son plus haut, confirme de son côté le Council on Foreign Relations (CFR), qui pointe une « dégradation des normes de non-agression » entre États et rappelle que neuf capitales ont subi des attaques aériennes en 2025 (2) : Beyrouth, Damas, Doha, Kaboul, Kiev, Moscou, Sanaa, Téhéran et Tel-Aviv. Liste à laquelle pourraient s'ajouter Tunis, dont le port a connu des tirs de drones israéliens contre la flottille qui faisait route pour Gaza, Khartoum, bombardée par des forces rebelles, et, en 2026, Caracas, qui a subi le feu américain lors de l'enlèvement du président Nicolás Maduro.

L'augmentation continue des ventes mondiales d'armements depuis plusieurs années confirme ces sombres auspices. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), elles ont atteint un total de 2 718 milliards de dollars en 2024, soit un bond de 9,4% par rapport à 2023 (3). Toutes les régions sont concernées, à commencer par le continent africain. Et les chiffres de 2025, qui doivent être annoncés au printemps prochain, devraient confirmer la tendance : le monde se réarme à grande vitesse. « Pour rester libre, il faut être craint, et pour être craint, il faut être puissant. Pour être puissant dans ce monde si brutal, il faut faire plus vite et faire plus fort » en matière de production de défense, a déclaré le président Emmanuel Macron lors de ses vœux aux forces armées françaises le 15 janvier dernier. Commentaire d'un général à la retraite : « Plus on produit d'armes, plus la probabilité d'avoir à les utiliser augmente. L'exemple des États-Unis le démontre. »

La guerre, donc, mais laquelle ? Les hypothèses sont nombreuses, mais l'une d'elles domine : quatre ans après l'invasion russe, la situation plus ou moins figée en Ukraine pourrait déboucher sur un conflit à plus large échelle. Aucun des deux protagonistes ne semble capable d'arracher une victoire totale ; un tel blocage pourrait ouvrir la voie à une solution négociée – un peu à l'image de l'Irak et de l'Iran qui, exsangues, se résolurent à la paix en 1988, après huit années de boucherie. Or l'intransigeance de Moscou et l'attitude belliciste de nombreux pays européens soutiens de Kiev (lire l'article page 17) entretiennent la possibilité d'une escalade incontrôlée.

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGE 12 : L'Iran dans la tourmente, par Marmar Kabir

PAGE 13 : Changer le régime ou le vassaliser, par Gilbert Achcar

PAGES 14 ET 15 : L'Amérique sans fard, l'Europe sans vie, suite de l'article de Benoît Bréville

Les braises asiatiques de 1945, par Renaud Lambert

PAGE 16 : Pourquoi le Groenland ?, par Philippe Descamps

PAGE 17 : Face à Moscou, l'Europe dans l'impasse, par Hélène Richard



HÉLÈNE DUCLOS. – «Paysage fragmenté #1», 2019

Sanctions répétées, fourniture continue d'équipements à l'armée ukrainienne, aide financière considérable : autant d'actes que les Russes considèrent d'ores et déjà comme hostiles. Que se passerait-il en réponse à l'envoi de troupes européennes sur le sol ukrainien s'ils en venaient à infliger des représailles militaires à l'Allemagne ou aux deux puissances nucléaires européennes, le Royaume-Uni et la France ? « Je suis inquiet que quelqu'un fasse une bêtise et que ça dégénère dans la guerre », affirmait M. Pierre Lellouche sur Europe 1 le 8 janvier. L'ancien conseiller diplomatique du président Jacques Chirac – et auteur d'un ouvrage sur les origines et les conséquences possibles du conflit russo-ukrainien (4) – ajoutait : « Plus cette guerre [entre la Russie et l'Ukraine] continue, plus il y a des risques de dérapage. »

Moscou pourrait aussi décider de tester la détermination réelle des Européens à lui tenir tête en orchestrant, par exemple, un incident militaire d'envergure impliquant un État balte ou frontalier de l'Ukraine. Longtemps, la probabilité d'une telle hypothèse était jugée faible : jamais la Russie ne chercherait la confrontation directe avec les forces de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Certes, mais qu'en serait-il si cette organisation se trouvait divisée ou perdait sa cohérence et son crédit en raison de l'attitude des États-Unis à l'égard de leurs alliés européens ?

Avant même d'exiger que le Danemark lui cède le Groenland (lire l'article page 16), le président Donald Trump a ébranlé à plusieurs reprises la certitude selon laquelle l'Amérique volerait au secours du Vieux Continent en cas d'attaque russe. Mais il ne s'agissait encore que de conjectures. La question du Groenland, aussi anecdotique puisse-t-elle apparaître eu égard au peu d'importance stratégique de ce territoire, rebat les cartes : elle introduit en effet une importante dose d'incertitude quant à l'avenir de l'OTAN, et accrédite l'idée que les Européens pourraient devoir se débrouiller seuls.

La situation en Asie est l'autre dossier majeur. Et si Pékin décidait une bonne fois pour toutes de récupérer Taïwan ? Cela fait plusieurs décennies que des experts affirment que cette annexion provoquera nécessairement la guerre entre les deux grands rivaux du XXI^e siècle, les États-Unis, alliés de Taïpei, et la Chine. Jusqu'à présent, la supériorité

militaire de Washington et l'attitude responsable de Pékin ont permis d'éviter le pire. Mais, là aussi, les circonstances évoluent. Alors que le Japon semble renouer avec ses vieux démons militaristes (lire l'article pages 14 et 15), l'administration Trump n'hésite plus à dénoncer le risque d'une Chine trop puissamment armée. Dans son dernier rapport au Congrès, le Pentagone affirme ainsi que Pékin a la capacité de détruire une bonne partie des installations de défense américaines (5). Certes, il n'est pas meilleur discours pour justifier et obtenir la hausse perpétuelle de son budget de défense. Mais il faut prendre au sérieux les multiples signes de fermeté adressés par M. Trump à Pékin, comme la conclusion récente d'un accord commercial entre Washington et Taïpei.

C'EST à l'aune d'un possible affrontement entre ces deux poids lourds qu'on peut interpréter plusieurs décisions du président américain. D'abord, le choix de doter son pays d'un très onéreux « dôme d'or », un bouclier antimissiles (censé prémunir le pays contre ses adversaires) qui n'est pas sans rappeler l'Initiative de défense stratégique (IDS), ou « guerre des étoiles », voulue en son temps par le président Ronald Reagan. Ensuite, la mise sous tutelle du Venezuela, qui constitue une mauvaise nouvelle pour la sécurité énergétique de la Chine, premier acheteur de brut vénézuélien et principal investisseur étranger, via le groupe China National Petroleum Corporation (CNPC), dans l'exploitation du pétrole lourd de la ceinture de l'Orénoque. Désormais, Washington a donc la possibilité de fermer ce robinet.

Une semblable fermeture pourrait toucher, à moyen terme, le pétrole iranien, bien plus important pour l'économie chinoise. La répression brutale – la quatrième depuis le soulèvement post-électoral de 2009 – menée par la République islamique contre sa propre population (lire l'article page 12) a donné quelque répit à Téhéran, partenaire stratégique de Pékin en matière de sécurité énergétique. Mais le contexte international n'est plus le même. Les États-Unis, poussés par leur allié israélien, veulent plus que jamais un changement de pouvoir à Téhéran et n'excluent pas une intervention militaire sans commune mesure avec les bombardements du printemps 2025.

Un changement de régime en Iran aurait des répercussions régionales majeures. Délivrées de la menace que constitue la République islamique, les monarchies du Golfe ne seraient plus tenues à l'union à tout prix. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, alliés hier au Yémen, se regardent déjà en chiens de faïence et pourraient décider d'en découdre pour affirmer leur primauté sur la péninsule. À moins qu'Abou Dhabi ne décide qu'il est de nouveau temps de mettre le Qatar au pas, comme cela fut tenté en 2017 avec un blocus total. Mais ces deux risques de conflit – qui auraient nécessairement un impact haussier sur les prix du pétrole – ne doivent pas occulter le fait que la chute des mollahs signifierait aussi la poursuite du verrouillage des sources d'approvisionnement énergétique par Washington. Pour Pékin, cela pourrait constituer un casus belli.

(1) John Simpson, « J'ai couvert 40 guerres, mais je n'ai jamais vu une année aussi inquiétante que 2025 », 1^{er} janvier 2026, www.bbc.com

(2) Natalie Caloca, Molly Carrough et Abi McGowan, « Five takeaways from CFR's 2026 conflict risk assessment », Council on Foreign Relations, New York, 18 décembre 2025, www.cfr.org

(3) Sipri Arms Transfers Database, www.sipri.org

(4) Pierre Lellouche, *Engrenages. La guerre d'Ukraine et le basculement du monde*, Odile Jacob, Paris, 2024.

(5) « Annual report to Congress : Military and security developments involving the People's Republic of China – 2025 », décembre 2025, <https://media.defense.gov>

L’Iran dans la tourmente

Une répression brutale s’abat sur les Iraniens depuis le 8 janvier. La licence donnée aux forces de l’ordre suggère que les autorités sont aux abois, conscientes de jouer leur survie. Après l’épuisement de l’appareil idéologique islamiste, le ciment nationaliste s’effrite. La croissance des inégalités et le déni des aspirations de la population favorisent les ingérences étrangères, lourdes de menaces pour l’unité du pays et la stabilité de la région.

PAR MARMAR KABIR *

PARTI du grand bazar de Téhéran le 28 décembre, le soulèvement iranien se radicalise vite. «C’est l’année du sang!», «Mort au dictateur!» La volonté d’en finir avec le pouvoir en place prime. Incongrus il y a peu, des drapeaux de l’ancien régime resurgissent, avec des consignes de rassemblement données de l’étranger par M. Reza Pahlavi, le fils du dernier chah.

«Ne sortez pas!», «Faites attention à vos enfants!» : les autorités avertissent les familles par texto. Au dixième jour, le 8 janvier, la violence envahit la rue. Il devient alors impossible d’évaluer sa dimension réellement insurrectionnelle, le rôle éventuel d’acteurs extérieurs, la part des provocations policières ou la volonté du gouvernement d’éteindre toute contestation au prix d’un massacre. La coupure d’Internet quelques heures avant que ne déboulent dans les rues des escadrons armés en dit long, comme le refus d’accorder des visas aux journalistes étrangers.

L’interruption des communications puis leur contrôle empêchent de cerner tous les ressorts internes de la situation et de tirer un bilan précis de la répression. Certaines organisations basées à l’étranger recensent près de trois mille cinq cents morts dès la mi-janvier(1). Dans un discours télévisé le 17 janvier, le Guide suprême Ali Khamenei admet le décès de «plusieurs milliers» de personnes, parfois «de manière inhumaine et sauvage», en imputant la responsabilité des massacres aux «agents étrangers». Les blessés et les détenus se comptent par milliers. Beaucoup attendent une sentence qui peut aller jusqu’à la pendaison. Le 21 janvier, le bilan officiel est de 3 117 morts.

Ce nouveau chapitre d’affrontements violents, avec sa part d’intrigues réelles ou supposées, s’inscrit dans une longue histoire de luttes pour le pouvoir. En 1921, Reza Chah s’impose par un coup d’État, avant d’installer la dynastie Pahlavi quatre ans plus tard. En 1953, pour renverser le premier ministre iranien Mohammad Mossadegh, qui avait nationalisé le pétrole, Britanniques et Américains fomentent des manifestations et s’appuient sur son fils, le chah Mohammad Reza Pahlavi(2). Avant la révolution de février 1979, une répression féroce jalonne les derniers mois de la monarchie, rythmés par des manifestations géantes.

Dès 1981, les forces politiques républicaines et de gauche sont progressivement éliminées dans le sang par un régime qui ne tolère aucune voix dissidente. De grands conflits sociaux suivis de répression ponctuent les mois de mai 1982, 1983 ou 1984. Durant l’été 1988, alors que s’achève la guerre avec l’Irak, l’élimination de milliers de prisonniers politiques marque l’acmé d’une terreur qui implique plusieurs décideurs actuels, parmi lesquels M. Khamenei, qui a succédé à Rouhollah Khomeiny en 1989. Depuis, les mouvements de contestation se terminent toujours par des arrestations et des éliminations : protestations étudiantes de 1999; mouvement «Où est mon vote?» après l’élection présidentielle de 2009; révolte contre la hausse du prix de l’essence en 2017; mouvement «Femme, vie, liberté» après la mort de Mahsa Amini en septembre 2022(3).

Toujours sous-jacentes lors des soulèvements précédents, les questions économiques et sociales prédominent dans la genèse de la révolte en cours. Comme le souligne l’historien Ervand Abrahamian : «C’est la crise la plus sérieuse que la République islamique ait connue. Pour la première fois depuis 1978, le bazar est à l’avant-garde de l’opposition(4).» Les commerçants, notamment les vendeurs de matériel électronique importé, subissent de plein fouet la dévaluation du rial, qui a perdu plus de la moitié de sa valeur par rapport au dollar en un an.

Dans un contexte d’inflation croissante (9% en 2005, autour de 45% en 2025), de sous-emploi et de pouvoir d’achat en baisse, les mesures mises en place pour contourner les sanctions accentuent la dégringolade de la monnaie. Le gouvernement a encouragé un système financier s’appuyant sur des banques privées et des fondés de pouvoir liés aux décideurs politiques, qui peuvent spéculer sur les échanges de marchandises et de devises.

* Journaliste, traductrice de l’édition en farsi du *Monde diplomatique*. Avec la contribution de Philippe Descamps et Shervin Ahmadi.

Une vingtaine d’entreprises bénéficient ainsi d’un accès privilégié au cours officiel de la monnaie, cinq fois plus élevé que le taux du marché. Le groupe Modallal, par exemple, a pu accroître son emprise dans l’agroalimentaire grâce aux devises subventionnées.

Depuis la «guerre des douze jours» de juin dernier(5), les pénuries se multiplient, et pas seulement pour les produits sous sanction, comme les médicaments récents. Les coupures d’eau et d’électricité sont devenues courantes, alors qu’une sécheresse sévère a touché le pays cet automne. La dimension de plus en plus oligarchique du système se traduit par une précarisation de l’emploi, les contrats à durée déterminée devenant la norme, et par la dégradation des services publics (crèches, écoles, hôpitaux) au profit du privé.

Le sociologue Youssef Abazari fustige le rôle des experts néolibéraux auprès des gouvernements iraniens depuis la présidence de Hachémi Rafsandsjani (1989-1997) et les «chirurgies économiques sans fin» inspirées par l’école de Chicago, avec la «cupidité» pour seul principe moral et l’austérité comme horizon : «L’objectif de cette économie est de réduire la main gauche de l’État, c’est-à-dire les droits des travailleurs, des employés, des agriculteurs, des étudiants, des enseignants, des infirmiers, en somme du peuple, et de renforcer la main droite, c’est-à-dire d’enrichir les riches et les oligarques, tout en consolidant l’appareil répressif. Le résultat concret de cette politique est l’apparition d’inégalités socio-économiques profondes»(6). Environ un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté, tandis que le magazine *Forbes* dénombrait en 2021 plus de 250 000 millionnaires en dollars.

TOUTE ATTAQUE CONTRE LE GUIDE SUPRÊME «CONSIDÉRÉE COMME UNE GUERRE TOTALE CONTRE LA NATION»

Début janvier, le président de la République islamique, M. Masoud Pezeshkian, a tenté de répondre à la colère en dotant davantage le Kalabarg, un système de coupons alimentaires qui permet d’obtenir des produits de première nécessité. Il a également limité le bénéfice du taux de change préférentiel à l’achat de blé et de médicaments. Le pouvoir cherche à distinguer les protestations légitimes des «éléments destructeurs» en affirmant, contre l’évidence, que la majorité de la population soutient l’État. Après la répression, le président a pris des accents plus martiaux en affirmant que toute attaque contre le Guide suprême serait «considérée comme une guerre totale contre la nation iranienne».

Comme en témoigne l’élimination de hauts dirigeants par Israël en juin dernier, les ingérences étrangères sont manifestes. Non seulement les services de renseignement israéliens ne contestent pas agir sur place, mais ils le revendiquent. Ainsi le Mossad a-t-il publié sur le réseau X, le 29 décembre, un appel explicite : «Sortez ensemble dans la rue. Le moment est venu. Nous sommes avec vous. Pas seulement à distance et par la parole. Nous sommes aussi avec vous sur le terrain.» Le fils du dernier chah, M. Pahlavi, travaille ouvertement avec Tel-Aviv. «Je suis ici pour explorer la façon dont nous pouvons coopérer en vue d’aider le peuple iranien dans sa campagne pour la liberté», affirmait-il par exemple en avril 2023, lors d’une visite en Israël. L’enjeu est pour lui de laisser penser que le système politique issu de la révolution s’effondre.

Pour beaucoup de spécialistes, la base sociale du régime, même gagnée par la contestation, tient toujours, comme veut l’illustrer le pouvoir avec les défilés de soutien organisés le 12 janvier et les appels à l’unité nationale venant d’opposants réformateurs comme l’ancien président Mohammad Khatami. Si les manifestations d’opposition se sont rapidement répandues dans tout le pays, elles n’ont guère touché les centres industriels et les quartiers ouvriers. La forte médiatisation de M. Pahlavi, perçu comme une baudruche, a suscité l’ire du syndicat des chauffeurs d’autobus de Téhéran : «La voie vers la libération des travailleurs ne passe ni par un leader imposé par les instances supérieures, ni par le recours à des puissances étrangères, ni par des factions au sein du gouvernement.» Depuis, les bazars ont rouvert, et on n’enregistre pas de grandes grèves comme en 1979. Les moyens de paiement électronique n’ont jamais été interrompus. La vie ordinaire a repris, avec un contrôle étroit des communications permis par la généralisation d’applications nationales se substituant à Google (Zarehbin) ou WhatsApp (Eitaa, Soroush Plus, Rubika, Gap, etc.).

Le pouvoir iranien peut compter sur le soutien indirect de ses voisins, qui redoutent un scénario à l’irakienne en cas d’intervention étrangère, et un risque de désintégration ethnique en cas de retour de la monarchie ou d’effondrement des structures étatiques. L’Arabie saoudite, le Qatar et Oman ont œuvré pour dissuader le président Donald Trump de frapper l’Iran, en mettant en garde «contre de graves répercussions pour la région». La Russie a proposé une médiation avec Israël, tandis que la Turquie appelait au «dialogue» pour résoudre la crise.

De contestations en soulèvements, la récurrence des mobilisations révèle une société dynamique, mais avec de forts clivages sociaux ou générationnels, accentués par l’influence des médias basés à l’étranger. La perte de légitimité du système politique nourrit l’illusion qu’un homme fort issu de ses rangs ou un sauveur adoubé par Washington et Tel-Aviv peut jouer sa carte. Mais pourra-t-il répondre aux revendications sociales sans une véritable alternative démocratique, enracinée dans les aspirations populaires? L’obsession de M. Benyamin Netanyahu à l’encontre de Téhéran laisse craindre qu’Israël fasse tout pour empêcher la nation iranienne de choisir son propre destin, au risque de favoriser la destruction d’un pays voisin et rival, comme on l’a vu en Syrie.

(1) «At least 3,428 protesters killed in Iran. Serious risk of protester executions», Iran Human Rights, 14 janvier 2026, <https://iranhr.net>

(2) Lire Mark Gasiorowski, «Quand la CIA complotait en Iran», *Le Monde diplomatique*, octobre 2000.

(3) Lire Mitra Keyvan, «Les Iraniennes allument un brasier social», *Le Monde diplomatique*, novembre 2022.

(4) «Where is Iran’s national uprising headed?», 14 janvier 2026, www.civilnet.am

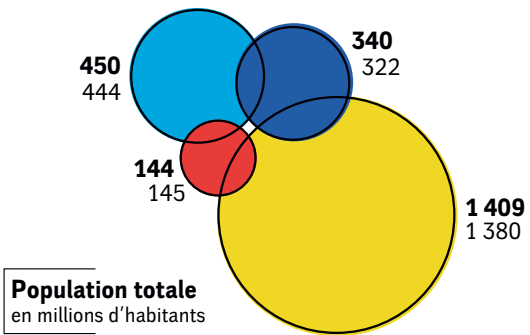
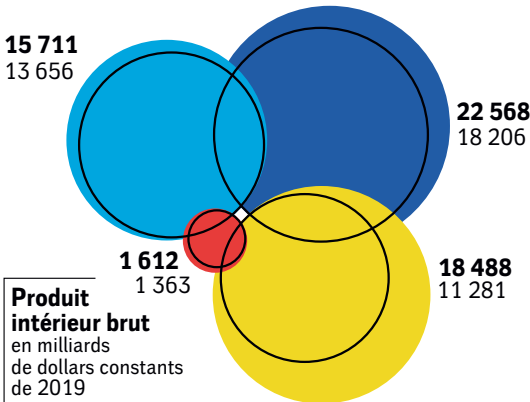
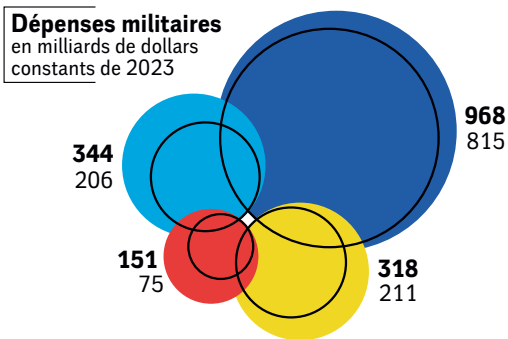
(5) Lire Shervin Ahmadi et Marmar Kabir, «Un défi à la nation iranienne», *Le Monde diplomatique*, juillet 2025.

(6) Youssef Abazari, «L’économie de l’ignorance» (en farsi), *Shargh*, Téhéran, 18 janvier 2026.



HÉLÈNE DUCLOS. – «Changement de paradigme #3», 2019

Poids comparé de quatre puissances



Sources : Stockholm International Peace Research Institute (Sipri), Military Expenditure Database, 2025 ; base de données de la Banque mondiale, <https://databank.worldbank.org>



HÉLÈNE DUCLOS. – «Déroger à la règle #2», 2022

Changer le régime ou le vassaliser

Que les États-Unis renversent un gouvernement étranger n'est pas chose nouvelle. Mais tous les coups de force américains n'obéissent pas au même modèle. Le « regime change » néoconservateur, pratiqué dans les années Bush, ne semble pas avoir les faveurs de l'actuel locataire de la Maison Blanche.

PAR GILBERT ACHCAR *

IL faut avoir une mémoire très sélective pour voir dans l'enlèvement du président du Venezuela, M. Nicolás Maduro, et de son épouse, le 3 janvier dernier, le « retour » de Washington à une politique « impérialiste » qui n'aurait plus eu cours depuis 1945, sinon depuis 1918.

L'attribution soudaine de cette épithète aux États-Unis dans des organes de presse qui la réservaient jusque-là à la Russie a quelque chose de faussement ingénu. Car – pour se limiter à l'après-guerre froide – le retour de Washington à la pratique des opérations militaires de grande envergure sous la présidence de George H. W. Bush, après de longues années de « syndrome vietnamien », fut inauguré en 1989 par ce qui avait déjà été présenté comme une opération de police antidrogue : l'invasion du Panamá et l'enlèvement du dictateur Manuel Noriega, en violation flagrante du droit international.

La voie était ainsi ouverte à un nouveau cycle d'interventions américaines, qui atteindra son apogée avec l'invasion de l'Irak en 2003 sous la présidence d'un autre Bush, fils du premier. Les occupations jumelles de l'Irak et de l'Afghanistan, consécutives aux attentats du 11 septembre 2001, tournèrent vite en borborygmes, dont les États-Unis ne parvinrent à se dépatouiller qu'à grand-peine : en 2011 pour l'Irak, et dix ans plus tard pour l'Afghanistan.

Ces deux fiascos majeurs – l'échec irakien en particulier, vu l'importance bien plus grande des enjeux et les moyens bien plus considérables déployés par les États-Unis – renouvelèrent le « syndrome vietnamien ». Les leçons tirées de l'expérience sud-est-asiatique – éviter toute occupation prolongée, s'assigner des objectifs limités, frapper massivement d'emblée et sur une courte durée, préférer les bombardements aux troupes au sol – s'en trouvèrent revigorées, après avoir été délibérément ignorées par l'administration de M. George W. Bush. Le successeur de ce dernier, M. Barack Obama, qui se targuait de s'être opposé à l'invasion de l'Irak, battit les records en matière de frappes à distance, notamment au moyen de drones ; M. Donald Trump se garda bien d'agir autrement lors de son premier mandat ; et M. Joseph Biden continua la tradition instaurée par l'homme qu'il avait servi comme vice-président (1).

« ÉLIMINER LA HAUTE SPHÈRE, LAISSER LE RESTE INTACT »

Qu'y a-t-il donc de nouveau dans l'acte de piraterie internationale de M. Trump au Venezuela ? On y a vu un retour à la politique du *regime change* (« renversement de régime »), abandonnée depuis le fiasco irakien. C'est se méprendre à la fois sur le sens de l'expression et sur la politique du président américain. L'expression se réfère surtout à l'occupation de l'Irak. Elle fit florès durant le premier mandat de M. George W. Bush, lorsque son administration était truffée de néoconservateurs, installés principalement au département de la défense. Ils appelaient à rompre avec une longue tradition de politique « réaliste » s'accommodant de dictatures, qui pouvaient même être meurtrières pourvu qu'elles servent les intérêts des États-Unis.

Maintenant que la guerre froide était finie, Washington devait joindre les actes à la parole en promouvant le changement démocratique à l'échelle planétaire. Le *regime change* en Irak devait s'accompagner de *nation building* : la construction d'un nouvel État sous la tutelle des États-Unis, puissance occupante, à l'instar de ce qui se fit en Allemagne fédérale et au Japon après 1945. L'Irak devait devenir la vitrine d'un changement démocratique au Proche-Orient. La force de l'exemple, combinée avec la pression des États-Unis, pousserait les autres États de la région à imiter ce modèle vertueux. Washington allait enfin pouvoir créer un monde à son image.

Il va de soi que cette perspective n'était pas du goût des régimes autocratiques du Proche-Orient, à commencer par les États vassaux de Washington, longtemps bénéficiaires de l'accommodement « réaliste » du suzerain américain avec leur despotisme. Ils engagèrent une bataille contre les néoconservateurs au sein même de l'administration Bush. S'appuyant sur le département d'État et l'Agence centrale de renseignement

(CIA), les dirigeants saoudiens, en particulier, tentèrent de convaincre le président américain de renoncer à l'ambition de refonder radicalement le régime de Bagdad. Avec l'homme irakien de la CIA, M. Iyad Allaoui, ils suggérèrent à M. Bush de collaborer avec les chefs de l'armée, afin de les aider à renverser Saddam Hussein et réorienter l'Irak dans un sens conforme aux intérêts régionaux des États-Unis (2). « Notre idée était d'éliminer la haute sphère et de laisser le reste du régime intact », avait résumé M. Allaoui (3).

Ayant eu vent de l'affaire, les alliés irakiens des néoconservateurs, dirigés par Ahmed Chalabi, tirèrent la sonnette d'alarme dans les médias, accusant une coterie arabo-américaine de vouloir perpétuer le « saddamisme sans Saddam ». Soutenus par le premier ministre britannique Anthony Blair, les néoconservateurs obtinrent gain de cause. Leur plan allait s'avérer catastrophique pour les États-Unis : le démantèlement de l'État irakien au nom de la « débaasification », inspirée de la dénazification de l'Allemagne, laissa place à un chaos qui permit, d'une part, la domination par l'Iran de la majorité chiite du pays, et d'autre part, le développement d'une guérilla antiaméricaine et anti-chiite dans les régions arabes sunnites, dont Al-Qaïda devint la force principale. Dès 2004, Chalabi fut répudié par Washington, qui l'accusa de travailler pour Téhéran ; les néoconservateurs furent éjectés de l'administration l'année suivante ; et, en 2006, le Congrès américain formula une *exit strategy* (« plan de sortie ») en jetant les chimères démocratiques aux orties.

Sous l'appellation « leçon de l'Irak », on allait dorénavant entendre que l'erreur fatale avait été le démantèlement de l'appareil d'État irakien, qu'il aurait fallu préserver pour gouverner le pays. Foin des projets de démocratisation imposée manu militari ! M. Obama s'essaya à la démocratisation par la base. Il tenta d'accompagner les soulèvements du « printemps arabe » avec l'aide du Qatar, en misant sur leur récupération par les Frères musulmans. L'échec de cette autre politique – notamment la reprise en main du pouvoir égyptien par les militaires en 2013, avec le soutien de Riyad et contre la volonté de Washington – précipita sa fin.

Seule la voie prônée par les dirigeants saoudiens avant l'occupation de l'Irak restait en lice : là où des intérêts majeurs sont en jeu, mieux vaut forcer les régimes en place à se conformer aux desiderata de Washington plutôt que chercher à les renverser en risquant de créer un chaos.

La leçon n'avait pas échappé à M. Trump. Il réagit au fiasco irakien en prônant l'usage de la force dans le but d'acquiescer les ressources pétrolières du pays, suivant la manière qui allait plus tard caractériser sa présidence. En 2011, dernière année de présence des forces d'occupation américaines en Irak, il critiqua vertement M. Obama, qui abandonnait le pays sans avoir mis la main sur ses hydrocarbures. Dans l'ouvrage préluant à sa future campagne présidentielle, paru cette année-là sous le titre *Il est temps de se montrer dur*, M. Trump traite de l'Irak dans un chapitre intitulé « Prenez le pétrole » et une section titrée « Au vainqueur le butin » (4). Il faut que les États-Unis s'adjugent le pétrole irakien, tout en en laissant un pourcentage à l'Irak, afin d'empêcher l'Iran de s'en emparer, expliquait-il. C'est un argument identique que M. Trump a récemment utilisé pour justifier ses visées sur le Venezuela et le Groenland, tous deux menacés de mainmise chinoise et russe selon lui.

Devenu très critique du *regime change* à prétention démocratique, M. Trump allait en tirer les conclusions. C'est lui qui, durant son premier mandat, négocia avec les talibans le départ des États-Unis d'Afghanistan, achevé sous la présidence de M. Biden de la façon désastreuse que l'on sait. S'inspirant de la leçon irakienne, son administration tissa des liens en 2018 avec des militaires vénézuéliens qui préparaient un coup d'État à Caracas (5) – ces derniers figuraient pourtant sur une liste de figures accusées par Washington de crimes et de participation au narcotrafic. Cette première tentative fut étouffée dans l'œuf. Une deuxième avorta en avril 2019, n'ayant réussi à entraîner ni l'armée ni la population.

Une figure-clé de la sédition était M. Manuel Ricardo Cristopher Figuera, directeur général du Service bolivarien national de renseignement (Sebin), qui avait été placé sous sanctions par Washington en février 2019, accusé de « torture de masse, violations massives des droits humains et persécutions de masse contre ceux qui veulent un changement démocratique au Venezuela (6) ». Après le coup d'État avorté, M. Cristopher Figuera trouva refuge aux États-Unis, où les mesures à son encontre furent bien sûr levées. L'échec fut toutefois cuisant pour M. Trump, qui avait été poussé par l'équipe de son premier mandat à reconnaître M. Juan Guaidó, le président de l'Assemblée nationale alors dominée par l'opposition, comme président par intérim du Venezuela au nom de la démocratie. Cette déconvenue renforça sa répugnance à se réclamer de la cause démocratique.

C'est au royaume saoudien que M. Trump a réservé, une nouvelle fois, l'année dernière, la première visite politique à l'étranger de son mandat. Critiquant acerbement l'idée même d'instaurer la démocratie au Proche-Orient, il prétendit en même temps avoir peu de goût pour l'usage de la force. Cette vaine rhétorique, couplée avec ses prétentions de faiseur de paix aspirant au prix Nobel, a pu donner de M. Trump une fausse impression, l'assimilant à l'isolationnisme, une tendance politique associée à un courant traditionnel de l'extrême droite américaine, voire au pacifisme. Or M. Trump s'est toujours targué d'être un « dur » qui, contrairement à M. Obama, n'hésite pas à frapper à l'occasion, comme il l'a fait – en Syrie et en Irak, notamment – durant son premier mandat, et de manière beaucoup plus fréquente depuis son retour à la Maison Blanche. La liste des pays où les États-Unis ont mené des bombardements depuis janvier 2025 est déjà impressionnante : Yémen, Somalie, Irak, Iran, Syrie et Nigeria, outre les frappes en rapport avec le Venezuela.

LA LEÇON IRAKIENNE EST AU CŒUR DE LA DÉMARCHE DE M. TRUMP

Contrairement à la réputation d'imprévisibilité qu'il cultive, la politique impériale de M. Trump ne manque pas de cohérence. Elle est naturellement dictée par sa perception des intérêts matériels et stratégiques des États-Unis, ainsi que les siens propres et ceux de sa famille à l'occasion. La leçon irakienne est au cœur de sa démarche, comme c'est clairement le cas pour le Venezuela : il ne feint même plus d'y promouvoir la démocratie et n'a pas exigé d'élections libres. Il a même – provisoirement – disqualifié M^{me} María Corina Machado, figure de l'opposition vénézuélienne, jusque-là soutenue par les capitales occidentales.

M. Trump se prévaut des contacts que son administration a établis au sein du gouvernement de M. Maduro, y compris avec la vice-présidente, M^{me} Delcy Rodríguez, devenue présidente « en exercice ». Il estime qu'après sa démonstration de force, avec la menace permanente de recourir à la force de nouveau et de porter à son comble l'étranglement économique du pays, le pouvoir vénézuélien n'a d'autre choix que de satisfaire ses exigences – et les intérêts de Chevron, principale compagnie pétrolière américaine établie au Venezuela, et autres alliés de M. Trump (7). Comme l'a bien résumé devant les caméras de télévision M. James Michael Johnson, président républicain de la Chambre des représentants : « *Ce n'est pas du changement de régime, mais du changement de comportement d'un régime* (8). » La même approche commande l'attitude de M. Trump à l'égard de Cuba et de l'Iran, pressés de « conclure un accord » avec lui – sous la menace, il va de soi.

La politique impériale du second mandat de M. Trump combine un cynisme que d'aucuns ont pris pour de l'honnêteté (9) avec une force brute au service d'une vision du monde à laquelle ne manquent ni le suprémacisme (« America First ») ni le *Lebensraum* – la « doctrine Donroe » (10), nouvelle version de la doctrine Monroe faisant des Amériques la chasse gardée des États-Unis. Et, si M. Trump ne pose pas hypocritement en champion de la démocratie comme ses prédécesseurs, ce n'est pas par souci de ne pas s'ingérer dans les affaires des autres pays. Il ne manque pas, ainsi que les membres de son administration menés par M. James David Vance, de soutenir très ouvertement ses semblables en tous lieux, à commencer par l'Amérique latine, comme il l'a récemment montré en Argentine et au Brésil.

- (1) Lire « Moins de troupes, plus de drones », *Le Monde diplomatique*, novembre 2021.
- (2) Ces conciliabules furent révélés par une enquête du *New York Times* cinq mois après l'invasion de l'Irak : Douglas Jehl avec Dexter Filkins, « After the war : Covert operations. US moved to undermine Iraqi military before war », *The New York Times*, 10 août 2003.
- (3) Cité dans le même article.
- (4) Donald J. Trump, *Time to Get Tough : Making America #1 Again*, Regnery Publishing, Washington, DC, 2011, réédité en 2016 pour la campagne présidentielle avec la modification du sous-titre en *Making America Great Again*, puis en 2024 avec une préface du publiciste d'extrême droite Stephen Bannon.
- (5) Ernesto Londoño et Nicholas Casey, « Trump administration discussed coup plans with rebel venezuelan officers », *The New York Times*, 8 septembre 2018.
- (6) US Department of the Treasury, « Treasury sanctions officials aligned with former president Nicolas Maduro and involved in repression and corruption », 15 février 2019.
- (7) Malcolm Moore et Jamie Smyth, « Donald Trump's first Venezuela oil sale deal goes to megadonor's company », *Financial Times*, 16 janvier 2026.
- (8) « This is not regime change but change of behavior of a regime », commentaire fait le 3 janvier en réponse à une question sur l'enlèvement de M. Nicolás Maduro.
- (9) « The radical honesty of Donald Trump », *The Economist*, Londres, 7 janvier 2026.
- (10) « Donroe » est la contraction de « Donald » (Trump) et de (James) « Monroe ».

* Professeur émérite à l'École des études orientales et africaines (SOAS), université de Londres. Auteur de *Gaza, génocide annoncé. Un tournant dans l'histoire mondiale*, La Dispute, Paris, 2025.



HÉLÈNE DUCLOS. – « Mémoire sélective », 2019

L'Amérique sans fard, l'Europe sans vie

(Suite de la première page.)

Publiée en décembre dernier, la « Stratégie de sécurité nationale » reprend elle aussi l'idée d'« aires d'influence » : plutôt que de prétendre garantir un ordre international universel, les États-Unis devraient se concentrer désormais sur des zones jugées vitales, au premier rang desquelles le continent américain, « notre hémisphère ».

Notre hémisphère ? M. Trump s'est érigé en faiseur de paix à Gaza, qu'il ambitionne d'administrer à distance. Il s'ingère dans les affaires iraniennes, en menaçant d'intervenir militairement pour provoquer la chute du pouvoir en place. Il a récemment ordonné des bombardements contre des groupes djihadistes au Nigeria et en Syrie, tout en approuvant une vente d'armement record – 11 milliards de dollars – à Taïwan. Et il réclame une augmentation du budget militaire américain de 50 %, pour le porter à 1 500 milliards de dollars, une somme que les seuls enjeux du continent américain ne justifient pas.

Certains analystes imputent les actions de M. Trump à sa personnalité. Narcissique, instable et volontiers irascible, le président américain agirait au coup par coup, au gré de ses humeurs, de ses relations personnelles et de ses susceptibilités. Ses décisions, imprévisibles et fondées sur une logique de « deal » à court terme, ne répondraient à aucun projet stratégique cohérent – si ce n'est de détourner l'attention de la scène intérieure et de donner des gages aux différentes fractions du camp républicain (1). D'autres observateurs inscrivent au contraire les initiatives du président américain dans une logique d'ensemble parfaitement assumée. Selon le diplomate A. Wess Mitchell, M. Trump poursuivrait une politique dite de « consolidation » : une stratégie fréquemment utilisée au cours de l'histoire par des grandes puissances cherchant à « renforcer de manière pro-active leur position afin d'accroître leur pouvoir au fil du temps ». « La consolidation échange le risque à court terme contre un gain à long terme (2) », explique le chercheur. Pour le politiste John Mearsheimer, M. Trump chercherait plutôt à en finir avec l'ordre international né de la seconde guerre mondiale, qu'il estime désormais nuisible pour son pays (3). Il entendrait donc revenir au colonialisme du XIX^e siècle, quand les grandes puissances s'arrogeaient et s'échangeaient des territoires sans se soucier de la souveraineté et des populations locales.

M. TRUMP VEUT DU PÉTROLE, DES MINÉRAIS OU DE L'ARGENT ? IL LES PREND !

Les partisans de M. Trump, eux, voient dans cette politique étrangère le signe de la puissance retrouvée des États-Unis, après l'affaiblissement qu'auraient causé les présidences de MM. Barack Obama et Joseph Biden. « *L'Amérique est de nouveau la seule superpuissance* », s'enthousiasme l'historien des relations internationales Arthur Herman dans les colonnes du *Wall Street Journal* (14 janvier 2026). Selon la chercheuse Meaghan Mobbs, l'interventionnisme de M. Trump rappelle que seuls les États-Unis « *conservent la volonté et la capacité de définir les dénouements* », c'est-à-dire de faire la pluie et le beau temps sur la planète (4). À l'opposé, des analystes voient dans l'activisme de M. Trump « *un aveu de faiblesse* » ou le « *chant du cygne d'un pays au bord de l'implosion* » (5). Voyant le monde lui échapper, M. Trump multiplierait les coups d'éclat pour tenter d'éviter le déclassement de son pays.

Le déclin américain ? Il n'a pas fallu quatre ans après la seconde guerre mondiale pour que cette rengaine apparaisse. Du premier essai nucléaire soviétique (1949) à la fin de la convertibilité du dollar en or (1971) en pas-

sant par le lancement de Spoutnik (1957) et le boubrier vietnamien (1968), d'éminents chercheurs annoncent sans discontinuer la « fin de l'hégémonie américaine ». À l'orée des années 1990, tandis que Sony rachète Columbia Pictures et CBS Record, et que le Rockefeller Center de New York passe aux mains de Mitsubishi, le « péril jaune » fait écrire à l'essayiste Jacques Attali : « *Les États-Unis risquent de se retrouver transformés en une sorte d'hinterland pour un nouveau cœur localisé à Tokyo. L'Amérique deviendrait le grenier à blé du Japon, comme la Pologne était celui des Flandres au XVIII^e siècle* (6). » Un exemple de clairvoyance : le Japon entre alors dans une crise telle que le pays désignera les années 1990 comme la « décennie perdue », et les États-Unis voient s'ouvrir une ère de domination sans partage.

Nation déclinante un jour, hégémonique le lendemain : le balancement fait partie intégrante de la mythologie américaine, celle d'un pays qui résiste aux soubresauts de l'histoire, toujours capable de se relever. Un nouvel épisode a commencé avec la crise financière de 2008. Alors que les institutions financières occidentales s'effondrent, des pays émergents contestent cet ordre mondial organisé par une seule puissance, un seul bloc. Les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) tiennent leurs premiers sommets, et les affaires du monde semblent échapper à Washington, qui assiste passivement à la chute de dictatures amies lors des « printemps arabes » de 2011.

Bien des choses ont changé, assurément : entre 1999 et 2024, la part du produit intérieur brut (PIB) chinois dans le PIB mondial est passée de 3 % à 17 %. D'après un institut australien, Pékin domine actuellement la recherche scientifique mondiale dans cinquante-sept technologies sur les soixante-quatre identifiées comme « critiques » (cité par Le Grand Continent, 2 septembre 2024). La Chine est également devenue le premier partenaire de nombreux pays émergents, souvent à la place des États-Unis. Sur le plan géopolitique, Washington se trouve de plus en plus isolé à l'Organisation des Nations unies. Entre 1991 et 2020, sur 1 513 résolutions où les États-Unis ont été en désaccord avec la Chine et la Russie, les autres États ont choisi de s'aligner sur Pékin et Moscou dans 86 % des cas, une tendance qui n'a cessé de s'amplifier (7). Même des pays traditionnellement amis ou voisins contestent désormais la voix américaine.

Mais, malgré la montée en puissance de l'Asie, le monde continue à tourner autour du même axe. Les États-Unis dictent l'agenda mondial en promouvant des gouvernements amis, en faisant tomber des adversaires, en s'emparant des ressources d'autres pays, par l'intimidation, le chantage ou la force. Comme ils l'ont toujours fait. Les États-Unis ont été impliqués dans 392 interventions militaires à l'étranger entre 1776 et 2019, dont plus de 200 depuis 1945, 114 depuis la fin de la guerre froide et 72 depuis l'an 2000 (8). Quant aux interventions américaines dans les processus électoraux d'autres pays, qu'on appelle ailleurs « ingérences », elles sont tout aussi fréquentes : 81 entre 1946 et 2000 (9).

L'impérialisme américain n'est pas né avec M. Trump, mais il se montre désormais sans fard. Le président ne prend pas soin de cacher ses ingérences, il les annonce sur les réseaux sociaux. Il ne les drape pas dans un discours moral universaliste comme ses prédécesseurs. La doctrine Monroe prétendait protéger l'Amérique latine contre le colonialisme européen ; celle de l'endiguement, pendant la guerre froide, visait officiellement à protéger le « monde libre » contre la propagation du totalitarisme ; les opérations de changement de régime des années 2000 étaient justifiées par le souci d'exporter la démocratie (*lire l'article page 13*). M. Trump veut quelque chose – du pétrole, des minerais, de l'argent ? –, il le prend.

Pourquoi se priverait-il ? Le locataire de la Maison Blanche sait que son pays jouit d'une impunité totale. Son pouvoir économique et militaire peut



© ADAGR. PARIS, 2025 - HÉLÈNE DUCLOS FR. - GALERIE CLAIRE CORCIA, PARIS

HÉLÈNE DUCLOS. – « Imbrication #3 », 2021

faire plier tout récalcitrant. Chaque fois que les États-Unis piétinent le droit international, chacun regarde ailleurs, pour ne pas se mettre à dos Washington. La Russie ne veut pas voir les États-Unis revenir dans le jeu ukrainien ; l'Union européenne craint qu'ils ne s'en retirent. L'Inde et le Brésil redoutent des sanctions douanières. Quant à la Chine, elle ne se mêle pas des affaires d'autrui tant que ses intérêts ne sont pas menacés. Elle n'a pour l'heure ni la volonté ni les moyens militaires de jouer au gendarme du monde.

Ainsi, l'hégémonie américaine fonctionne sans corde de rappel. Tout au long du XX^e siècle, les organisations ouvrières internationales, les partis socialistes et communistes, les mouvements de libération nationale, les non-alignés et même le mouvement altermondialiste avaient su produire des solidarités, des mobilisations, des contre-discours unifiés et cohérents face à l'impérialisme américain. Mais la gauche se trouve désormais à la peine sur tous les continents. Quant aux Brics, leurs intérêts divergents, leur adhésion au jeu économique mondial et leur attention intermittente au bonheur des populations les empêchent d'articuler une proposition de rechange. Aucun front commun international n'apparaît capable de transformer l'indignation morale en force politique. M. Trump n'a pas besoin de convaincre, il impose sa loi, et l'absence de réactions fait jurisprudence.

Cette impunité encourage M. Trump à taper toujours plus fort, surtout sur ses « alliés » du Vieux Continent. Il a pris la mesure de leur servilité. Washington peut mettre sur écoute des fonctionnaires et des dirigeants européens (M. Barack Obama), négocier dans leur dos pour leur voler des contrats d'armement (M. Joseph Biden) ou imposer aux entreprises européennes de respecter ses sanctions contre certains pays, sous peine d'amendes colossales (tous les présidents depuis trente ans). Dépendants des États-Unis sur les plans militaire, économique, énergétique, numérique, les Européens ne peuvent qu'avalier toutes les couleuvres.

Les braises asiatiques

dommages et souffrances causés aux populations de nombreux pays, notamment asiatiques » au cours de « sa domination coloniale » (2) –, la première ministre est une habituée du sanctuaire Yasukuni. Celui-ci abrite les dépouilles de quatorze criminels de guerre de « classe A » responsables des agressions japonaises des années 1930 et 1940. Il a reçu la visite de M^{me} Takaichi en 2025, année du quatre-vingtième anniversaire de la capitulation. La dirigeante exècre par ailleurs l'article 9 de la Constitution japonaise, à travers lequel le pays « renonce à jamais à la guerre », et vient de faire voter le plus important budget militaire de son histoire depuis le second conflit mondial.

UN PLAN VISANT A TRANSFORMER L'OCÉAN PACIFIQUE EN « LAC AMÉRICAIN »

C'était néanmoins la première fois qu'un premier ministre japonais s'aventurerait à évoquer la possibilité d'une intervention militaire contre la Chine. Pour Pékin, l'épisode démontre la résurgence d'une extrême droite militariste, nostalgique du Japon impérial : l'une des « *forces sauvages et brutales* » contre lesquelles les Alliés s'étaient dits « *engagés dans une lutte commune* » (3). Si cette force renaît aujourd'hui de ses cendres, c'est que les États-Unis se sont autorisé quelques libertés avec l'ordre international qu'ils avaient pourtant contribué à promouvoir. Et ce dès la fin de la guerre.

Le 26 juillet 1945, la déclaration de Potsdam, rédigée par les États-Unis, le Royaume-Uni et la Chine, dicte au Japon les termes de sa capitulation, qui advient moins d'un mois plus tard. Estimant qu'un « *nouvel ordre de paix, de sécurité et de justice* » demeurera « *impossible tant que le militarisme irresponsable [n'aura] pas été chassé hors du monde* », le document interdit au Japon de conserver toute industrie lui donnant la « *capacité de se réarmer pour la guerre* ». Il prévoit par ailleurs la « *mise en œuvre* » de la déclaration du Caire de 1943 – c'est-à-dire la restitution à la Chine de tous les territoires dont Tokyo l'avait privée, à commencer par Taïwan – et l'occupation du Japon par les Alliés.

Moscou et Londres insistent pour que celle-ci relève des quatre vainqueurs du conflit ; Washington a d'autres projets. À l'époque, « *le contrôle unilatéral du Japon s'inscrit dans un schéma plus vaste d'expansion de la puissance américaine* », écrit l'historien John Dower (4). Un rapport américain établit la liste des territoires que les États-Unis « *doivent* » contrôler pour des raisons de sécurité : l'ensemble de la Micronésie, les îles japonaises, les « *principales bases insulaires situées sur les territoires d'autres puissances alliées* »... Un plan visant à « *transformer l'océan Pacifique en un lac américain* », résume alors la presse américaine. Joseph Staline laisse faire, dans l'espoir que Washington lui laisse la main à l'est de l'Elbe.

Le projet initial d'« occupation temporaire » par les Alliés prend une forme singulière. Un seul homme, le général Arthur MacArthur, décide de tout : un dispositif qu'il faut la pudeur d'un historien de plateau télévisé pour ne pas qualifier de dictature militaire. Celle-ci modèle l'Archipel au gré des préférences géopolitiques américaines. La principale s'impose vite : l'anticommunisme, qui réconcilie Washington avec les anciens dignitaires du Japon impérial (5). Pour ces derniers, l'occupation offre le moyen de « *regagner rapidement des forces et de l'influence sur le continent asiatique* (...) *dans l'attente d'un conflit mondial qui permettra à l'empire du Soleil-Levant de retrouver sinon les territoires qu'il a perdus en 1945, tout au moins les sources de matières premières* (...) *qui lui font aujourd'hui si cruellement défaut* », écrit *La Revue des deux mondes* en décembre 1951 (6). L'auteur de cet article, Paul Guérin, semble alors

PAR RENAUD LAMBERT

APRÈS le Venezuela, Taïwan ? Pour une partie de la presse occidentale, le coup de force américain dans la Caraïbe aurait ouvert la voie à une opération similaire de Pékin contre Taipei. La preuve ? Les 29 et 30 décembre derniers, l'armée chinoise a encerclé l'île au cours d'un exercice que de nombreux observateurs ont présenté comme le préalable à une invasion. Aucun doute selon eux, les présidents américain et chinois brûleraient d'un même désir : en finir avec les « *simagrées* » de l'ordre international issu de l'après-guerre pour en promouvoir un autre « *gouverné par la puissance, la force, le pouvoir* », comme l'explique le conseiller à la guerre américain Stephen Miller (1).

Si l'Asie bruisse bien d'une menace de conflit impliquant la Chine, celle-ci concerne toutefois moins Taïwan que le Japon, auquel était destinée la manœuvre à grand spectacle au large de Taipei. Déclarations au vitriol, vols de patrouilles stratégiques, menaces de sanctions économiques... Les relations entre les deux géants est-asiatiques connaissent une convulsion d'une rare sévérité. Mais une convulsion dont on trouve l'origine de l'autre côté du monde et qui suggère que, malgré les discours sur la « rupture Trump », la désinvolture américaine à l'égard de l'ordre international n'est pas neuve.

Le 7 novembre dernier, la première ministre japonaise Sanae Takaichi déclare qu'une intervention de Pékin à Taïwan, ou contre des forces américaines tentant de briser un blocus chinois autour de l'île, constituerait « *une menace existentielle pour le Japon* » : le type même de situation qui, depuis 2015 et la réforme du droit japonais voulue par le mentor de M^{me} Takaichi, Shinzo Abe, autorise les forces d'autodéfense du pays à intervenir à l'étranger. Une déclaration assez peu surprenante étant donné le pedigree de la première ministre.

Critique de la déclaration de Kono (1993) – qui reconnaît la pratique de l'esclavage sexuel par l'armée japonaise – et de celle de Murayama (1995) – qui présente les excuses officielles du Japon pour les « *immenses*

(1) Cité par Nick Miroff, Ashley Parker et Michael Scherer, « The wrath of Stephen Miller », *The Atlantic*, Washington, DC, 7 janvier 2026.

(2) « Statement by Prime Minister Tomiichi Murayama “On the occasion of the 50th anniversary of the war's end” », ministère des affaires étrangères japonais, 15 août 1995, www.mofa.go.jp (3) Déclaration des Nations unies, 1942.

(4) John Dower, « Japan occupation and the American lake, 1945-1950 », dans Edward Friedman et Mark Selden (sous la dir. de), *America's Asia : Dissenting Essays on Asian-American Relations*, Vintage, New York, 1971. Sauf indication contraire, les citations qui suivent sont tirées de cet article.

(5) Lire « Libre, sans être libre », *Manière de voir*, n° 200, « Japon, Extrême-Orient ou Extrême-Occident ? », avril-mai 2025.

(6) Paul Guérin, « Le traité avec le Japon et les pactes de sécurité du Pacifique », *La Revue des deux mondes*, Paris, décembre 1951.



Jamais ils ne menacent de renvoyer le personnel diplomatique américain, de hausser les droits de douane, de bannir des entreprises, de fermer des installations militaires, de sanctionner des espions, de boycotter des compétitions sportives...

L'Union européenne est une proie d'autant plus facile pour M. Trump que son poids sur la scène internationale a diminué. Elle est tenue à l'écart de la plupart des dossiers majeurs, de Gaza au Venezuela, et même des négociations de paix en Ukraine, où elle joue le rôle de mouche du coche (*lire l'article page 17*). Sa part dans le PIB mondial, qui culminait à 31 % en 2004, n'atteint plus que 17 % vingt ans plus tard. Preuve de l'asymétrie des relations transatlantiques, le décrochage est frappant. En 2008, le PIB européen représentait 110 % de celui des États-Unis (en dollars courants) ; aujourd'hui, le chiffre est tombé à 67 %. Un écart de croissance considérable, qui place le Vieux Continent parmi les cancre de la planète.

L'impérialisme sans fard de M. Trump révèle la faiblesse des Européens, qui défèrent à toutes les sommations du président américain. Depuis un an, ils ont ainsi considérablement augmenté leurs dépenses militaires, réduit leurs achats de gaz russe au profit du gaz américain. Ils ont accepté un accord commercial qui taxe les produits européens entrant aux États-Unis mais exempte les produits américains faisant le chemin inverse, et promis par la même occasion d'investir des centaines de milliards de dollars outre-Atlantique. Un « *bon accord qui apportera de la stabilité* », s'est félicitée la présidente de la Commission européenne, M^{me} Ursula von der Leyen. « *L'Europe s'incline devant les États-Unis à chaque occasion, même au détriment de ses propres intérêts, mais elle n'obtient ni le respect ni la réciprocité des États-Unis, seulement un mépris et une exploitation accrus* », raille le quotidien chinois *Global Times* (19 janvier 2026).

de 1945

ignorer que Tokyo avait précisément justifié son expansion coloniale des années 1930 et 1940 par le besoin d'accéder à des ressources stratégiques.

Le 12 mai 1949, les États-Unis annoncent leur décision unilatérale de mettre un terme aux paiements de réparation japonais et d'autoriser Tokyo à développer ses « *industries pacifiques* », un terme qui, soudain, inclut tout ce que Potsdam avait identifié comme potentiel industriel de guerre : sidérurgie, métaux légers, construction navale... Dans le même temps, les conglomérats que les vainqueurs avaient souhaité dissoudre, les fameux *zaibatsu*, sont autorisés à se reformer dans un souci d'« efficacité » économique. La défaite ressemble de plus en plus à une victoire pour les partisans du Japon impérial. Le constat alarme jusqu'aux alliés de Washington dans la région, anciennes victimes de Tokyo.

Deux ans plus tard, Washington met un terme à son « occupation » ainsi qu'à la seconde guerre mondiale à travers le traité de paix de San Francisco. En froid avec les États-Unis depuis la victoire des communistes en 1949, Pékin n'est pas convié aux négociations. Par ailleurs, le document n'honore pas les accords de Yalta, qui avaient acté la souveraineté soviétique sur les îles Kouriles. Ni la Chine ni l'URSS ne signent le texte, que la première considère toujours comme « *nul et non avenue* » puisqu'il contrevient à l'article 2 de la déclaration des Nations unies de 1942 : « *Chaque Gouvernement s'engage (...) à ne pas contracter un armistice séparé ou une paix séparée avec les ennemis*. » Le traité « *ne comporte aucune clause relative à la culpabilité de guerre et n'impose aucune restriction au développement militaire et économique* », souligne l'historienne Jennifer M. Miller (7). Il s'accompagne d'un traité bilatéral de sécurité entre Washington et Tokyo qui permet aux États-Unis de continuer à stationner des forces au Japon, notamment à Okinawa.

Dans le même temps, le texte donne naissance à des conflits territoriaux qui déchirent toujours la région. Au sujet des îles Kouriles, on l'a vu, mais également de Taïwan, dont le sort avait pourtant été tranché par les déclarations du Caire et de Potsdam. Si le traité de San Francisco établit que Tokyo « *renonce* » à l'île, il ne précise pas à qui elle doit revenir. Washington façonne ainsi « *une ambiguïté juridique* » qui lui permet d'« *utiliser Taïwan comme levier stratégique contre la Chine* », estime

Comme à leur habitude, les thuriféraires de l'Union européenne en appellent à davantage d'Europe, à une Union plus forte, unie, capable de résister aux appétits de M. Trump. Il faut construire « *l'Europe de la défense, l'Europe de l'énergie, de l'union des marchés, des capitaux et de la santé, l'Europe de la santé et de la souveraineté alimentaire, l'Europe du numérique et de la reconquête des technologies-clés* », s'exalte M. Breton (Le Grand Continent, 21 janvier 2026). Mais c'est oublier que l'Union a été historiquement conçue pour servir les intérêts des États-Unis, qui se sont toujours employés à bloquer l'émergence d'une force autonome. En 1963, ils ont vidé de sa substance le traité de l'Élysée, imaginé par le général Charles de Gaulle comme l'instrument d'un rapprochement franco-allemand pouvant servir de noyau à une Europe indépendante. Sous pression américaine, le Bundestag a adjoint au texte un préambule atlantiste, qui réaffirme l'attachement indéfectible de la République fédérale d'Allemagne à l'OTAN et à l'alliance avec les États-Unis.

QUAND LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN RÉVÈLE LES TEXTOS SERVILES DE SON HOMOLOGUE FRANÇAIS

Washington a également soutenu les élargissements successifs, sachant bien qu'une Union élargie serait plus faible, incapable de parler d'une seule voix, ralentie par des processus décisionnels lourds. Après la vague d'adhésions de 2004, la secrétaire d'État adjointe aux affaires européennes, M^{me} A. Elizabeth Jones, se réjouit de la concrétisation d'un « *objectif politique américain de longue date* ». M. Nicholas Burns, ancien sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, insiste : « *L'Union européenne devrait être ouverte à un nouvel élargissement, car cela correspond à nos intérêts. Nous regardons la Bosnie et la Serbie. Nous regardons l'Albanie, la Macédoine et la Croatie. Nous regardons l'Ukraine et la Géorgie, et nous affirmons que tous ces pays devraient avoir un lien avec l'Union* » (10). Cette stratégie a merveilleusement fonctionné.

L'orage du Groenland semble passé ? Un autre lui succédera. Les dirigeants qui ont organisé la soumission de l'Europe aux États-Unis ne seront pas les artisans de sa résistance. Inhabituellement sourcilleux lorsqu'il s'agit de défendre le Danemark et le Groenland, M. Emmanuel Macron conserve toute sa docilité quand les pressions menacent d'autres peuples. Dans un message rendu public par M. Trump le 20 janvier, le président français écrivait : « *Nous sommes totalement d'accord avec vous sur la Syrie. Nous pouvons faire de grandes choses sur l'Iran. [Mais] je ne comprends pas ce que vous faites au Groenland.* » Autrement dit, tout est permis, les guerres, les ingérences, les déstabilisations, à condition que la nuée ne menace pas le Vieux Continent.

BENOÎT BRÉVILLE.

(1) Cf. par exemple « The National Security Strategy is less a strategy than a mood board », *The Washington Post*, 5 décembre 2025.

(2) A. Wess Mitchell, « The Grand Strategy behind Trump's foreign policy », *Foreign Policy*, 14 janvier 2026.

(3) Entretien avec John Mearsheimer dans *South China Morning Post*, Hongkong, 19 janvier 2026.

(4) Meaghan Mobbs, « The U.S. is the sole superpower », 19 janvier 2026, www.realcleardefense.com

(5) Respectivement l'économiste et historien Arnaud Orain dans *Le Monde*, 15 janvier 2026, et le journaliste Guillaume Duval, conseiller auprès de l'Institut Jacques-Delors, 2 janvier 2026, www.legrandcontinent.eu

(6) Cité dans Emmanuel Lozerand, « Le Japon de Jacques Attali », *Écrire l'histoire*, n° 7, CNRS Éditions, Paris, printemps, 2011.

(7) Dmitriy Nurullayev et Mihaela Papa, « Bloc politics at the UN : How other states behave when the United States and China-Russia disagree », *Global Studies Quarterly*, vol. 3, n° 3, Oxford, juillet 2023.

(8) Monica Duffy Toft et Sidita Kushi, *Dying by the Sword : The Militarization of US Foreign Policy*, Oxford University Press, 2023.

(9) Dov Levin, *Meddling in the Ballot Box : The Causes and Effects of Partisan Electoral Interventions*, Oxford University Press, 2020.

(10) Cités dans Youri Devuyt, « American Attitudes on European Political Integration – The Nixon-Kissinger Legacy », *Institute for European Studies, IES Working Papers*, n° 2, Bruxelles, 2007.

le chercheur Peter Yang, soufflant le froid lorsqu'il s'agit de « contenir » Pékin, le chaud lorsqu'un rapprochement permet d'aliéner Moscou (8).

M^{me} Takaichi se prévaut aujourd'hui de cette même ambiguïté. Alors que les autorités chinoises la somment de retirer ses propos de novembre 2025, sa réponse prend la forme d'un pied de nez : « *Ayant renoncé à tous ses droits et revendications en vertu du traité de San Francisco, le Japon n'est pas en mesure de reconnaître le statut juridique de Taïwan* (9). » Le « renoncement » japonais était pourtant moins évident lorsqu'il s'agissait d'envisager l'envoi de troupes pour « défendre » Taïpei.

Le paradoxe du courant de pensée qu'incarne M^{me} Takaichi tient à ce que, s'il grandit à l'ombre de la tutelle américaine, il aspire à s'en émanciper. En choisissant de tendre la relation avec Pékin pour des raisons intérieures, la première ministre a pris l'initiative, s'attendant sans doute à recevoir le soutien de Washington. Il n'est pas venu. Or le contexte n'est plus celui de 1951...

Au moment même où une grande partie de la planète dénonce les violations américaines du droit international au Venezuela, le Japon vient d'offrir à la Chine une occasion en or : celle de se prévaloir de ce même cadre pour remettre en cause le « désordre » imposé à la région par les États-Unis après 1945. « *Le militarisme japonais d'après-guerre n'a pas été complètement éradiqué* », déclarait ainsi la porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois le 10 janvier. Quelques mois plus tôt, l'ambassade de Chine au Japon déterrait les « *clauses sur les États ennemis* » de la Charte des Nations unies, autorisant les puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale à déclencher un conflit contre l'un de leurs anciens ennemis sans autorisation préalable du Conseil de sécurité (X, 21 novembre). Le pari de M^{me} Takaichi pourrait s'avérer coûteux.

RENAUD LAMBERT.

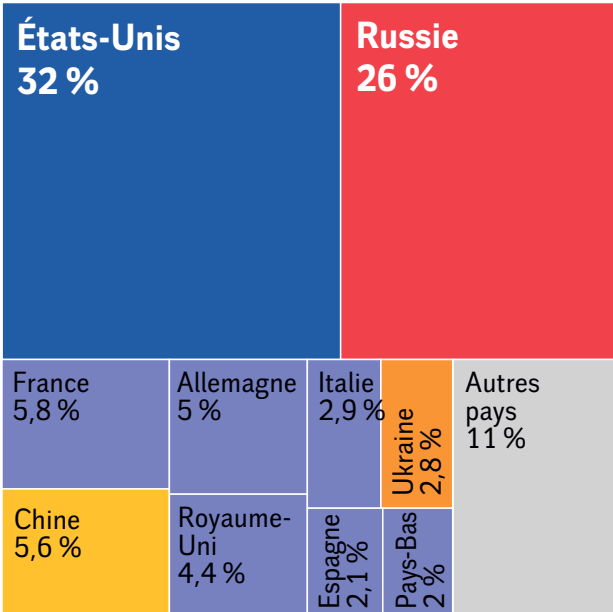
(7) Jennifer M. Miller, *Cold War Democracy: The United States and Japan*, Harvard University Press, Cambridge (États-Unis), 2019.

(8) Peter Yang, « Hypocrisy at its finest : The US's post-war treaty with Japan », 12 décembre 2025, <https://thechinaacademy.org>

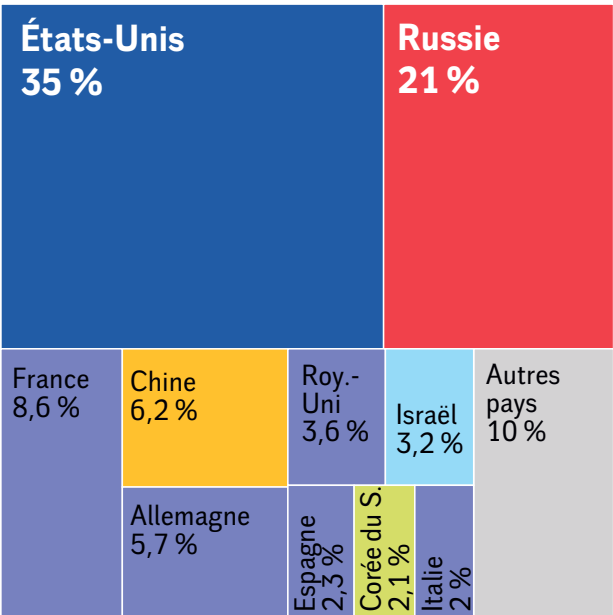
(9) Meredith Chen, « Why Beijing thinks Japan PM Takaichi's Taiwan remarks challenge the post-war order », *South China Morning Post*, Hongkong, 5 décembre 2025.

Grands vendeurs d'armes... Part des exportations mondiales d'armes

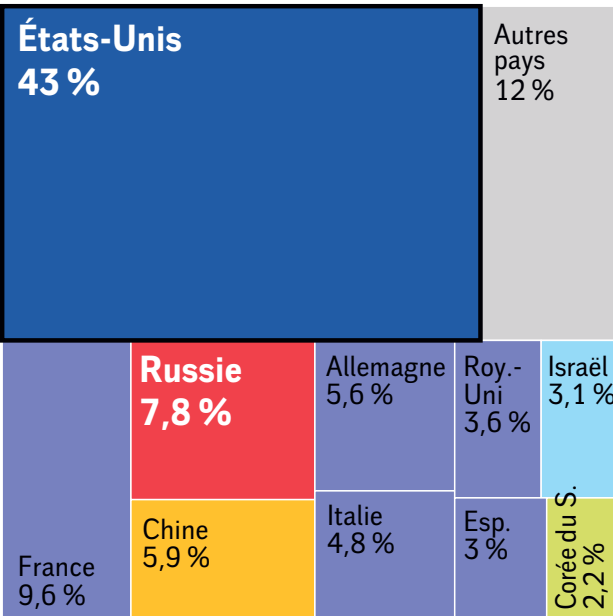
2010-2014



2015-2019

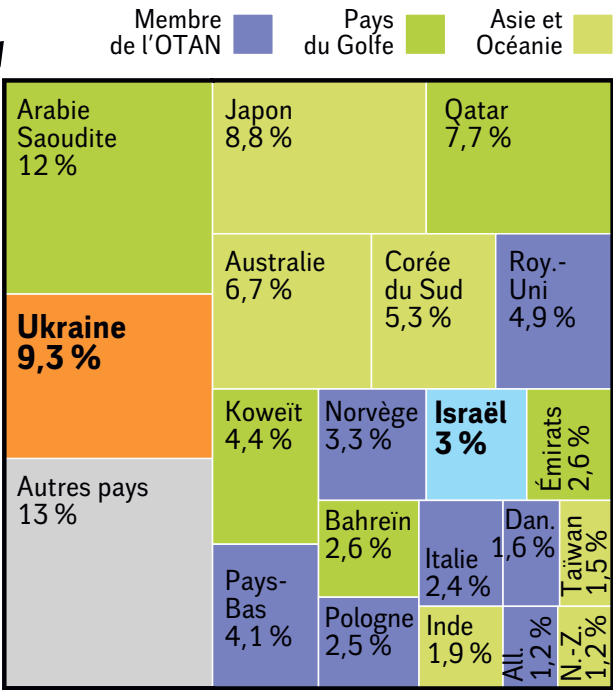


2020-2024



... et principaux acheteurs

Principaux clients des États-Unis en 2020-2024, en part du total exporté



CÉCILE MARIN

Source : Stockholm International Peace Research Institute (Sipri), Arms Transfers Database, 2025.

Pourquoi le Groenland ?

Pour la première fois depuis la signature du traité de l’Atlantique nord en 1949, des troupes ont été déployées pour dissuader un membre de l’Alliance d’accaparer le territoire d’un autre membre. Le caprice impérialiste de M. Donald Trump pour le Groenland met ses « alliés » européens à l’épreuve.

PAR PHILIPPE DESCAMPS

La surexposition géopolitique du Groenland doit probablement beaucoup à la carte du monde dessinée par Gerard Mercator en 1569. Pour représenter à plat le globe terrestre, le mode de projection cylindrique choisi par le géographe et mathématicien flamand défigure les régions polaires. Sur la plupart des planisphères publiés encore aujourd’hui, ce territoire autonome du Danemark apparaît de la taille de l’Afrique... alors qu’il est quatorze fois plus petit. Une même distorsion affecte les imaginaires au sujet des enjeux maritimes, militaires, ou mercantiles de cette île de 57 000 habitants, recouverte à plus de 80 % par une calotte glaciaire.

Ainsi, la mythologie multiséculaire du passage du Nord-Ouest reliant océans Atlantique et Pacifique renaît avec le réchauffement climatique. Pourtant, depuis l’exploit de Roald Amundsen en 1906, seulement 317 navires (dont 48 américains) ont franchi l’un des itinéraires alambiqués et hasardeux qui cheminent entre le Groenland et les îles du nord du Canada (1). En 2025, 34 bateaux de taille modeste ont réussi ce qui reste une expédition contre les éléments : vents, courants, banquises, icebergs, hauts-fonds incertains, côtes dangereuses. Franchissable seulement quelques semaines par an, le passage du Nord-Ouest est plus court que la route de Panamá si on compte en kilomètres, mais pas en temps de trajet. Il ne deviendra probablement jamais une route maritime commerciale, en tout cas pas avant plusieurs décennies, voire plusieurs siècles. L’avenir du passage reste abusivement confondu avec les perspectives que la déglaciation ouvre à la route maritime du nord de la Russie, elle-même encore délicate et très onéreuse en logistique (2).

LES BRISE-GLACES RUSSES DOMINENT LES MERS FROIDES

M. Donald Trump voit des bateaux russes ou chinois partout, alors qu’ils se concentrent le long de la côte arctique russe, bien loin du Groenland, et à destination de l’Europe autant que de l’Asie. Si les brise-glaces russes – à propulsion nucléaire pour les plus lourds – dominent les mers froides, c’est qu’ils répondent à un besoin particulier. Faute d’intérêt réel jusqu’à ce jour, les États-Unis et le Canada n’ont jamais tenu leurs vieilles promesses, régulièrement renouvelées, de construire les navires susceptibles de briser les banquises épaisses pour affirmer leur souveraineté maritime dans la région. Les onze brise-glaces annoncés par M. Trump, et dont les quatre premiers exemplaires doivent être construits en Finlande, ne seront que de taille moyenne – s’ils voient le jour. Hormis les sous-marins, les bâtiments militaires demeurent impropres à la navigation dans la région.

En matière de défense, les Américains tirent parti depuis bien longtemps déjà des atouts géographiques de l’île. À mi-chemin entre New York et Moscou, leur base de Pituffik (ex-Thulé) joue un rôle-clé pour

le positionnement des bombardiers stratégiques ou les radars du réseau aérospatial d’Amérique du Nord. L’accord passé avec le Danemark en 1951 leur permet de faire quasiment ce qu’ils veulent dans les zones définies conjointement « sur la base des plans de défense de l’Organisation du traité de l’Atlantique nord [OTAN] (3) ». En dépit de la remilitarisation des dernières années, les bases russes ou américaines de l’Arctique restent bien plus modestes que durant la guerre froide. Les États-Unis ont même abandonné toutes leurs autres installations groenlandaises remontant à la seconde guerre mondiale.

Enfin, sur le plan des ressources minérales et énergétiques, le potentiel des régions arctiques reste largement surestimé. Les projections médiatiques ignorent le plus souvent la difficulté des conditions d’exploitation et d’acheminement qui ont jusqu’à présent contraint tous les projets. Ainsi, les terres dites « rares » sont surtout disséminées. Leur extraction, leur traitement et leur séparation s’avèrent très coûteux et très polluants, produisant notamment des déchets radioactifs.

« CE N’EST PAS DIFFÉRENT D’UNE TRANSACTION IMMOBILIÈRE »

Alors, pourquoi une telle obsession ? « Parce que c’est ce qui me semble psychologiquement nécessaire à la réussite », a répondu M. Trump (*The New York Times*, 8 janvier 2026). « Je pense que la propriété vous apporte quelque chose qu’on ne peut obtenir avec un simple bail ou un traité », a-t-il précisé. « J’adore les cartes, avait-il confié à des journalistes en 2021. Regardez la taille de cette île, elle est immense et elle devrait faire partie des États-Unis. Ce n’est pas différent d’une transaction immobilière. C’est juste un peu plus grand, pour le dire gentiment (4). » Dès les premières heures de son second mandat, cet impérialisme décomplexé et méprisant envers les populations autochtones de la région se manifestait par une annonce : le point culminant de l’Amérique du Nord, situé en Alaska, ne serait plus appelé mont Denali, comme depuis des siècles en langue athapascanne, mais mont McKinley, en référence au président républicain (1897-1901) qui annexa Porto Rico, Guam, Hawaï, les Philippines et les Samoa.

Piétinant la souveraineté du Danemark – pourtant champion de l’atlantisme et fidèle client de l’industrie militaire américaine –, M. Trump renoue aussi avec la « destinée manifeste », cette idéologie messianique qui justifia l’accaparement du Texas en 1845 et l’expansion vers l’ouest. Malgré le désaveu de l’opinion américaine sur cette question et les réticences du Congrès, y compris chez les républicains, il s’assoit ainsi sur de nombreux engagements juridiques internationaux de son pays, comme la reconnaissance de la souveraineté danoise en 1917, en échange de l’achat des îles Vierges. Il bouscule surtout le traité de l’Atlantique nord, censé promouvoir coopération pacifique et défense commune entre les signataires, et efface tous les autres pays européens ayant des territoires ultramarins dans ce qu’il appelle l’« hémisphère occidental » (en Amérique ou aux abords du continent) : France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Islande et Norvège.

Présidente du Conseil circumpolaire inuit, M^{me} Sara Olsvig a répondu sereinement à cette doctrine Trump qui n’accorde qu’une souveraineté limitée à ses voisins : « Les temps ont changé depuis l’époque où les terres inuites étaient des marchandises que l’on pouvait vendre et acheter (5). » En marche (lente) vers l’indépendance (6), les cinq partis représentés au Parlement groenlandais ont publié une réponse commune : « Ce travail sur l’avenir du Groenland se fait en concertation avec le peuple groenlandais, en s’appuyant sur le droit international et la loi sur l’autonomie. Aucun autre pays ne peut s’immiscer dans ce processus. Nous devons décider nous-mêmes de l’avenir de notre pays, sans pression pour une décision rapide, sans attermoiements ni ingérences étrangères. » Pour ceux qui n’auraient pas compris, le premier ministre groenlandais Jens-Frederik Nielsen a précisé : « Si nous devons choisir entre les États-Unis et le Danemark, nous choisissons le Danemark. »

Reçu à la Maison Blanche le 15 janvier, le ministre des affaires étrangères du Danemark, M. Lars Løkke Rasmussen, actait un « désaccord fondamental » avec son homologue américain Marco Rubio. Le même jour, la solidarité jusqu’alors verbale des Européens prenait corps avec l’envoi, très symbolique, d’une quarantaine d’officiers sur place, afin de préparer une éventuelle opération plus importante. La première ministre du Danemark, M^{me} Mette Frederiksen, a rompu avec la langue de bois dès le 5 janvier, dans un entretien sur la chaîne publique DR : « Si les États-Unis décident d’attaquer un autre pays de l’OTAN, tout sera terminé. C’est une pression inacceptable, une attaque déraisonnable contre la communauté mondiale. » M. Trump a calmé le jeu le 21 janvier à Davos. Dans un discours décousu, le président américain a annoncé qu’il n’utiliserait pas la force. Dans la soirée, il renonçait aux rétorsions commerciales envisagées et annonçait un retentissant « accord » sur la base d’un vague projet de renforcement de la sécurité collective dans l’Arctique, discuté avec le secrétaire général de l’OTAN. Gain espéré de toute cette séquence pour lui : faire accepter son projet de « dôme d’or », un système de défense contre les missiles hypersoniques ou de longue portée, qui bousculerait les équilibres stratégiques actuels.

(1) Robert Headland, « Northwest Passage transits to end of the 2025 navigation season », 1^{er} novembre 2025, www.spri.cam.ac.uk
(2) Lire Sandrine Baccaro et Philippe Descamps, « Géopolitique du brise-glace », *Le Monde diplomatique*, avril 2020.
(3) « Forsvarsaftalen af 1951 », www.ft.dk
(4) « Why Donald Trump wants Greenland », *The New Yorker*, 8 janvier 2026.
(5) Sara Olsvig, « A peaceful Arctic through mutually respectful cooperation », 27 janvier 2025, www.inuitcircumpolar.com
(6) Lire « Au Groenland, l’indépendance à petits pas », *Le Monde diplomatique*, février 2023.



HÉLÈNE DUCLOS. – « Changement de paradigme #1 », 2019

Embarras

« Le peuple vénézuélien est aujourd’hui débarrassé de la dictature de Nicolás Maduro et ne peut que s’en réjouir. (...) Nous souhaitons que le président Edmundo González Urrutia, élu en 2024, puisse assurer au plus vite cette transition. »

M. Emmanuel Macron (président français), 3 janvier 2026.

« La qualification juridique de l’intervention américaine est complexe. Nous prenons le temps de l’examiner. »

M. Friedrich Merz (chancelier allemand), 3 janvier 2026.

« Le gouvernement [italien] estime que les interventions militaires extérieures ne constituent pas le moyen de mettre fin aux régimes totalitaires, mais considère parallèlement que les interventions défensives contre les attaques hybrides visant sa sécurité sont légitimes, comme dans le cas des entités étatiques qui alimentent et encouragent le trafic de drogue. »

M^{me} Giorgia Meloni (présidente du conseil des ministres italien), 3 janvier 2026.

« [L’opération américaine inaugure] un nouveau langage, et c’est le langage que le monde parlera à l’avenir. Avec le Venezuela, les États-Unis sont désormais capables de contrôler 40 à 50 % des réserves mondiales de pétrole. Je vois une sérieuse possibilité qu’à la suite de la mise sous contrôle du Venezuela une situation énergétique mondiale plus favorable pour la Hongrie émerge, et c’est une bonne nouvelle. »

M. Viktor Orbán (premier ministre hongrois), *Le Figaro*, 5 janvier 2026.

« L’Espagne n’a pas reconnu le régime de Maduro. Mais elle ne reconnaîtra pas non plus une intervention qui viole le droit international et projette la région vers un horizon d’incertitudes et de bellicisme. »

M. Pedro Sánchez (chef du gouvernement espagnol), 3 janvier 2026.

« Tout en affirmant clairement que le président Maduro n’a aucune légitimité démocratique, nous avons toujours appelé à une transition pacifique et négociée au Venezuela et soutenu tous les efforts internationaux déployés à cette fin. »

Ministère des affaires étrangères irlandais, 3 janvier 2026.



HÉLÈNE DUCLOS. – « Manifestation #1 », 2020

Face à Moscou, l’Europe dans l’impasse

Célébrée comme un symbole d’unité et de vigueur, la politique européenne de soutien à l’Ukraine présente une contradiction majeure : en prolongeant une guerre qui ne peut être menée sans les Américains, les Européens se sont placés dans la main des États-Unis. À quel prix ?

PAR HÉLÈNE RICHARD

Il n’y aura pas de paix en Ukraine avant la date anniversaire des quatre ans du conflit. Le nouveau cycle de négociations lancé fin novembre s’est enlisé. D’un côté, le Kremlin considère le Donbass, déjà occupé aux trois quarts, comme une prise de guerre minimale, et entend s’assurer qu’une forme de reconnaissance internationale et diverses restrictions priveront Kiev des moyens de le récupérer militairement (1). De l’autre, les Européens s’opposent à tout changement de frontière par la force, qui constituerait un précédent, encourageant selon eux Moscou à poursuivre son expansion. Ils se disent donc toujours prêts à « soutenir l’Ukraine sur la durée, tout en renforçant la pression sur la Russie en vue d’une paix juste et durable (2) ». Mais, faute des moyens nécessaires, cette fermeté les oblige à se placer dans une dépendance toujours accrue à l’égard de Washington, principal fournisseur d’armes et pilier des garanties de sécurité dans le cadre d’un éventuel accord de paix. Cela au moment même où l’administration de M. Donald Trump inscrit son hostilité à l’Union européenne dans sa stratégie de sécurité nationale 2025.

D’où ce paradoxe : s’ils ne cessent de brandir l’hypothèse d’une attaque russe, les Européens tendent à relativiser les menaces – bien réelles – d’annexion du Groenland par les États-Unis (*lire l’article page 16*). Ils y envoient une poignée de soldats, mais prétendent aussitôt que c’est pour protéger l’île d’imaginaires incursions russes et chinoises. Le chancelier allemand a même rappelé ses troupes, pour « éviter autant que possible toute escalade », et incité Paris à baisser d’un ton, l’objectif restant de garder « une Europe unie » et une Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN) « forte ». Ce déni de l’hostilité américaine à l’égard des pays du Vieux Continent achève de convaincre Moscou que les Européens ne sont que des vassaux des États-Unis. Aussi les Russes poursuivent-ils les combats en attendant que M. Trump se désintéresse de l’Ukraine – ce qui selon eux entraînerait les Européens à en faire autant. Sauf que l’investissement de ces derniers (190 milliards de dollars, depuis février 2022, soit aujourd’hui davantage que les États-Unis) ne les incite pas à solder les comptes.

C’est pourquoi, le 20 novembre, la révélation par Axios et le *Financial Times* d’un plan de paix russo-américain a semé la panique dans les chancelleries européennes. Le document en vingt-huit points, préparé en secret par l’envoyé spécial américain Steve Witkoff et l’émissaire russe Kirill Dmitriev, satisfait les deux principales revendications de Moscou : la non-adhésion de l’Ukraine à l’OTAN et le retrait des troupes ukrainiennes de la partie des deux régions de Donetsk et de Lougansk qu’elles tiennent encore, qui deviendrait une zone tampon démilitarisée. Ces deux régions, ainsi que la Crimée, seraient reconnues comme des territoires « de facto appartenant à la Russie, y compris par les États-Unis ».

TENTATIVES INFRUCTUEUSES D’AMENER WASHINGTON SUR LEUR LIGNE DURE

Même s’il réunit les conditions d’une victoire russe, ce plan ne correspond pas à une demande de « capitulation » dénoncée par le ministre des affaires étrangères Jean-Noël Barrot devant l’Assemblée nationale, le 3 décembre. Car, au lieu de la démilitarisation exigée par Moscou au moment de l’invasion, il fixe à l’armée ukrainienne un plafond relativement élevé de 600 000 hommes. La demande russe du gel du front dans les régions de Zaporijia et de Kherson impliquerait par ailleurs la reconnaissance par Moscou de ses revers, et l’abandon de ses ambitions sur la rive droite du Dniepr. Comme lors des premières négociations menées à Istanbul en 2022, l’Ukraine est censée rejoindre l’Union européenne, mais, cette fois, il n’est plus question de droits linguistiques pour les russophones ni de « dénazification » de la politique mémorielle. En outre, la moitié des réserves de la Banque centrale russe sous sanction, actuellement gelées, serait affectées à la reconstruction de l’Ukraine – Washington s’arrogeant 50 % des bénéfices sur les futurs investissements – tandis que, jusqu’alors, Moscou voulait récupérer l’ensemble de ces avoirs. L’autre moitié, toujours selon ce plan, serait consacrée à des projets russo-américains, notamment énergétiques (*lire l’article pages 8 et 9*).

À Genève, où ils se réunissent en urgence le 23 novembre, l’Allemagne, la France et le Royaume-Uni (E3) signifient leur opposition à ce plan. Ils présentent alors un contre-projet, dont ils savent que la plupart des points ne peuvent qu’être refusés par Moscou. Le plus déterminant est sans doute le refus de bloquer formellement une adhésion de l’Ukraine à l’OTAN. Quant aux éventuels « échanges de territoires », ils devront commencer à partir de la ligne de front (Reuters, 23 novembre 2023). Lorsqu’on retrouve ces points dans le plan américain « révisé » que M. Volodymyr Zelensky présente à la presse, le 23 décembre, on peut croire que ses alliés européens sont parvenus à convaincre Washington de se rallier à leur position. Mais le sommet de Paris du 6 janvier révèle l’ampleur du malentendu : les Américains ne signent pas la déclaration de clôture. Pour ménager la partie américaine, les Européens s’étaient pourtant abstenus de condamner l’agression américaine du Venezuela et l’enlèvement de son président, intervenus trois jours plus tôt...

Outre leurs tentatives, infructueuses, d’amener Washington à adopter leur ligne dure, les Européens cherchent aussi à trouver le financement qui permettra à l’Ukraine de poursuivre les combats « aussi longtemps que nécessaire ». La Commission envisage d’utiliser les 210 milliards d’euros d’avoirs russes gelés sur le territoire européen (dont 185 milliards sur les comptes d’Euroclear, une société belge qui sécurise les transac-



HÉLÈNE DUCLOS. – « La Traversée des miroirs », 2022

tions de grands acteurs financiers mondiaux). Un tabou absolu en droit international : le principe d’immunité souveraine interdit la confiscation des biens d’un État, sauf dans certains cas très spécifiques de belligérance. L’opération serait d’autant plus acrobatique qu’elle consisterait à s’emparer des avoirs d’un pays avec lequel aucune guerre n’a été officiellement déclarée, pour les transférer à un autre ne faisant pas partie de l’Union.

La Belgique, le pays le plus exposé à d’éventuels recours et représailles russes, s’oppose à cette saisie, tout comme l’Italie, tandis que la France se montre embarrassée. Le projet est temporairement abandonné. C’est finalement un prêt gratuit de 90 milliards d’euros (60 milliards pour le soutien militaire, 30 milliards pour le budget de l’État), remboursable sur d’hypothétiques réparations de guerre, qu’a adopté le Conseil. Un don, en somme, dont le financement passe par un endettement commun des États membres, à la manière du plan de relance élaboré après la pandémie de Covid-19 mais, cette fois, au nom d’un objectif géopolitique. La Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque n’entendent toutefois pas participer à cette démarche.

La Commission n’a pas pour autant renoncé à son projet. Pour obtenir le gel permanent des avoirs russes, première étape vers une possible saisie, elle a proposé l’activation de l’article 122 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne. Cette clause stipule, en cas de crise économique, l’adoption de mesures urgentes temporaires sans l’aval du Parlement. En faisant passer le soutien militaire à un pays tiers pour une mesure de sauvegarde économique commune, le déclenchement de cet article 122 a permis, pour la première fois, un vote à la majorité qualifiée sur une question de politique extérieure, habituellement soumise à l’unanimité : ainsi, la crise ukrainienne se révèle un accélérateur de la fédéralisation rampante de l’Union européenne. En s’appuyant sur cette tendance, la stratégie de Kiev pourrait bien consister à gagner du temps pour garantir son siège au sein de l’Union, avant de procéder à des concessions territoriales jugées de plus en plus inévitables. « 2027 ou 2028, par exemple », lançait M. Zelensky, le 23 décembre.

La Commission prépare donc une refonte du processus d’adhésion, taillée sur mesure. Selon le *Financial Times*, « le plan en discussion permettrait à l’Ukraine d’adhérer au bloc, mais avec un pouvoir décisionnel bien moindre. (...) L’Ukraine ne disposerait pas, dans un premier temps, de droits de vote normaux lors des sommets des dirigeants et des réunions ministérielles [et] obtiendrait un accès progressif à certaines parties du marché unique du bloc, à ses subventions agricoles et à ses fonds structurels après avoir franchi certaines étapes postérieures à l’adhésion (3) ».

Cette admission accélérée irait à l’encontre du processus d’adhésion dit « au mérite », qui obligeait les candidats à patienter de nombreuses années en menant les réformes exigées par la Commission. Joli passe-droit, pour un pays récemment éclaboussé par un scandale de corruption au sommet de l’État (4)... Quoi qu’il en soit, en cas d’adhésion, les États membres seraient liés à Kiev par un accord de sécurité collective, risquant de les entraîner dans un conflit direct avec la Russie.

Dans ce sombre tableau, il y a peut-être une bonne nouvelle. La guerre en Ukraine plonge en partie ses racines dans l’expansion de l’OTAN à l’Est. Or la crise que traverse l’Alliance atlantique pourrait régler au moins partiellement le problème. Si les Européens décidaient d’acter son dépérissement et ouvraient une réelle discussion sur une nouvelle architecture de sécurité européenne, qu’offrirait Moscou en échange ? Aucun dirigeant n’a encore posé la question.

(1) Lire Anatol Lieven, « Verdun-en-Donbass », *Le Monde diplomatique*, janvier 2026.
(2) Formule standard de la communication de la Commission comme de la plupart des États membres.
(3) “EU “membership-lite” plan for Ukraine spooks European capitals”, *Financial Times*, Londres, 16 janvier 2026.
(4) Lire Sébastien Gobert, « La “république oligarchique d’Ukraine” », *Le Monde diplomatique*, janvier 2026.

Du pétrole, et plus

Le Venezuela possède 17 % des réserves mondiales prouvées de pétrole (plus de 300 milliards de barils) et les plus importantes, en Amérique latine, de gaz naturel (au moins 5 600 milliards de mètres cubes, soit 60 % du total régional). À titre de comparaison, la capacité annuelle des deux gazoducs Nord Stream était de 110 milliards de mètres cubes.

Le sous-sol du pays caribéen dispose également des plus importantes ressources en or dans cette région (2 343 tonnes selon le Center for Strategic and International Studies [CSIS] de Washington). Selon Caracas, l’arc minier de l’Orénoque, qui s’étend sur une surface correspondant à 12 % du territoire national, en contiendrait même 8 000 tonnes, ainsi que 12 000 tonnes de nickel, 35 000 tonnes de coltan, un million de carats de diamants (200 tonnes). Cette zone regorge également d’aluminium, de fer, de cuivre, de bauxite, de quartz, de terres rares, etc.

La dette extérieure vénézuélienne, incluant celle de Petróleos de Venezuela (PDVSA), est estimée à 170 milliards de dollars. Elle aiguise les appétits des investisseurs et des fonds spéculatifs.

Sources : Le Monde, El País, Reuters, Americas Quarterly, ministère du pouvoir populaire du développement minier écologique vénézuélien.

Quoi qu’il en coûte

Le coût du déploiement militaire américain dans le cadre de l’opération « Lance du Sud » (Operation Southern Spear), lancée en novembre 2025, s’élèverait à environ 600 millions de dollars. À cette somme s’ajouteraient des dépenses opérationnelles quotidiennes estimées à 6,5 millions de dollars. Les estimations les plus élevées font état d’un montant supérieur au milliard de dollars.

Sources : The National Interest, Foxbusiness.

Caisse de résonance

L’enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro enchante les défenseurs autoproclamés de la justice, de l’ordre et du droit à Buenos Aires et à Santiago.

« C’est un dictateur qui tombe (...). Il s’agissait d’un narcoterroriste qui entretient des liens profonds avec, par exemple, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), avec Podemos. (...) Il a des alliances avec des ONG woke pour favoriser la gauche radicale dans le monde entier. »

M. Javier Milei (président argentin), LN+ (La Nación TV), 3 janvier 2026.

« La détention de Nicolás Maduro est une grande nouvelle pour la région. »

M. José Antonio Kast (président élu du Chili), X, 3 janvier 2026.

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL CONFISQUÉE

Pas de billets pour les gueux

Le Mondial masculin, qui aura lieu en Amérique du Nord du 11 juin au 19 juillet, s’annonçait plus ouvert, avec l’augmentation du nombre de pays participants. En réalité, le coût des billets, des hébergements ou des déplacements, ainsi que les restrictions dans l’attribution de visas éloignent plus que jamais l’événement du sport populaire.

PAR FLORIAN LEFÈVRE *

Pour la première fois, les équipes nationales du Cap-Vert, de la Jordanie, d’Ouzbékistan ou de Curaçao vont participer au Mondial masculin de football, qui réunira quarante-huit pays contre trente-deux lors des éditions précédentes. L’élargissement du format profitera à tous les continents. Ainsi, neuf ou dix sélections africaines seront au rendez-vous selon les résultats des barrages. Elles n’étaient que trois sur vingt-quatre lors de l’édition 1994, la première organisée aux États-Unis. Afin d’accueillir toutes ces équipes, deux stades canadiens et trois mexicains s’ajouteront cette année aux onze stades américains retenus.

À Guadalajara, l’une des trois villes hôtes mexicaines, MM. Raúl Alvarez et Julio Medrano jouent au foot tous les samedis matin. Ils habitent et travaillent à quelques encablures du stade en forme de volcan qui accueillera quatre matchs de la compétition. Cette enceinte moderne, entourée de parkings, a été construite derrière le périphérique, loin du vieux stade Jalisco, situé au cœur de la ville. Ce dernier fut le théâtre des prouesses de Pelé, Tostão, Gérson et Jairzinho lors du *Mundial* 1970, puis de la Seleção de Sócrates et des Bleus de Michel Platini en 1986.

« J’hésite à vendre un rein »

ORGANISATRICE de l’événement, la Fédération internationale de football association (FIFA) a abandonné l’ancien système réservant un quota de billets à prix avantageux aux résidents. L’instance n’a pas donné de grille tarifaire officielle, mais a rusé en communiquant sur les places disponibles « à partir de 60 dollars ». Or ces prix correspondent à ceux de la catégorie 4, soit une infime fraction des sièges, que l’on peine à localiser sur les plans des stades.

Les fédérations des pays qualifiés disposent chacune de 8 % de la capacité des stades dans lesquels jouent leurs équipes. Ces billets destinés aux supporters garantissent l’ambiance et donc valorisent le « produit » télévisuel. Mais les fans se voient également imposer des

Trop jeunes pour avoir gravé ces souvenirs dans leur mémoire, les quadragénaires – techniciens dans une agence fédérale de conservation des forêts – avaient coché dans leur agenda la date d’ouverture de la billetterie, en septembre 2025. « *Tous les Mexicains à qui vous poserez la question vous répondront qu’ils avaient l’intention d’assister au moins à un match* », témoigne M. Medrano. Mais il a fallu se rendre à l’évidence. « *Géographiquement, on est très près, mais matériellement on est très loin* », regrette M. Alvarez. En s’appuyant sur des captures d’écran transmises par des personnes tirées au sort lors de la première phase de vente, le site The Athletic a recensé cet automne l’ensemble des tarifs. Pour les catégories 1 et 2, qui représentent la grande majorité des places, les prix s’étalent de 260 à 805 dollars au premier tour (de 223 à 691 euros) et grimpent ensuite jusqu’à 6370 dollars (5470 euros), quand le salaire mensuel moyen au Mexique est d’environ 350 euros. Il faudra déboursier au minimum 2 790 dollars (2 397 euros) par personne pour voir la finale en catégorie 3, c’est-à-dire tout en haut du stade de New York, voire beaucoup plus en passant par la plate-forme officielle d’échange et revente (1).

tarifs exorbitants. Un réseau européen a fait le calcul : « *Si un supporter souhaite suivre son équipe du premier match à la finale, cela lui coûtera au minimum 6 900 dollars [5 929 euros], soit près de cinq fois plus que lors de la Coupe du monde au Qatar (2)* ». Inconcevable pour une famille des classes populaires.

Président des Irrésistibles Français, la principale association de supporters des Bleus, M. Hervé Mougin ne manque aucun rendez-vous international depuis quinze ans. Il n’a pas abandonné l’idée d’aller aux États-Unis. « *Mais, confie-t-il, ironique, j’hésite à vendre un rein.* » Si l’équipe de France parvient encore en finale, M. Mougin prévoit un coût total du voyage entre 20 000 et 25 000 euros. Ce serait plus du double de ce qu’il a déboursé au Qatar en 2022. Les hôtels

des villes hôtes gonflent leurs prix de plus de 300 % en moyenne au moment de la compétition. À ces frais s’ajoutent encore les transports. En 2022, les stades étaient regroupés dans une ville. En 2026, ils seront disséminés sur un continent.

Pour beaucoup, le coût global du déplacement apparaît donc comme un obstacle rédhibitoire. Pour d’autres, la question ne se pose même pas. « *En général, suivre un match dans un stade est un luxe en Afrique, sauf quand le gouvernement affrète les avions* », rappelle M. Pascal Mulegwa, journaliste en République démocratique du Congo (RDC). Dans ce pays où trois habitants sur quatre vivent avec moins de 2 dollars par jour – malgré d’immenses ressources naturelles –, on rêve quand même d’une qualification des Lépards lors du mini-tournoi de repêchage en mars.

Restent les diasporas nord-américaines pour donner un semblant de diversité. En 2022, le Maroc avait été soutenu par des dizaines de milliers d’expatriés durant son formidable parcours jusqu’en demi-finale. « *À Doha, j’en avais rencontré qui venaient de San Francisco, Sydney, Djakarta...* », énumère M. Amine El Amri, rédacteur en chef du site Le360. Selon lui, des « fêrus » seront encore au rendez-vous. Il en tient pour preuve la Coupe du monde des clubs 2025. Le contingent de supporters du Wydad – l’un des deux clubs-phares de Casablanca – avait coloré de rouge les tribunes américaines.

Avoir des moyens économiques importants et de la chance au tirage au sort est une condition nécessaire mais pas suffisante. Reste à obtenir un visa dans l’Amérique de M. Donald Trump, qui vient d’étendre les interdictions de séjour aux ressortissants de dix-sept pays à partir du 1^{er} janvier et les restrictions de visa à vingt-deux autres. En novembre, la FIFA a annoncé que « *les détenteurs de billets [bénéficieront] d’entretiens prioritaires pour l’obtention d’un visa d’entrée aux États-Unis* »... Mais sans garantie d’obtenir le sésame ! « *Cette logique-là fonctionnera pour des citoyens de pays riches, anticipe M. Jean-Baptiste Guégan, enseignant en géopolitique du sport. Mais pour la majorité des ressortissants des pays africains et latino-américains, cela risque d’être compliqué, sauf à présenter de solides garanties bancaires.* » D’autant que la nouvelle administration annonce désormais conditionner les autorisations de voyage (ESTA) des touristes exemptés de visa à une inspection de l’historique de leurs comptes sur les réseaux sociaux (3).



EVA ROBERTS. – Sans titre « Sphère », 2010

Sara (elle a requis l’anonymat) est militante d’Open Stadiums, une association de femmes iraniennes qui lutte contre les discriminations. Elle était présente au Qatar en tant qu’observatrice quand une partie des spectateurs iraniens avaient saisi l’occasion de la Coupe du monde pour dénoncer la répression dans leur pays, dans le sillage du soulèvement « Femme, vie, liberté ». Sara ne viendra pas, à regret, aux États-Unis. Elle n’a ni le compte en banque requis ni le passeport exigé. Car les citoyens iraniens sont interdits d’entrée sur le sol américain depuis un décret signé par M. Trump en juin 2025. Ironie de la situation pour Sara : « *Les femmes ont dû militer pendant près de vingt ans avant de pouvoir accéder aux stades en Iran, et aujourd’hui un autre État nous en empêche.* »

Parmi les pays concernés par les dernières interdictions d’entrée aux États-Unis figurent le Sénégal et la Côte d’Ivoire, tous deux qualifiés, tout comme Haïti. Si la Maison Blanche prévoit des exceptions pour les membres des délégations sportives, l’administration « *n’accordera aucune dérogation spéciale aux supporters de football haïtiens qui souhaitent se rendre aux États-Unis* », confirme le département d’État (4).

Exilé depuis huit ans à Montréal, M. Paul-Addly Dorizan était seul dans son appartement, les yeux rivés sur sa télévision, le souffle court devant le match Haïti-Nicaragua, le 18 novembre 2025. « *À la fin, j’ai pleuré presque toutes les larmes de mon corps* », raconte-t-il. Ce soir-là, la victoire annonçait le retour d’une sélection haïtienne en Coupe du monde, plus de cinquante ans après la dernière. N’ayant pas la nationalité canadienne, M. Dorizan n’a pas le droit d’entrer aux États-Unis. Son souhait le plus cher était que les Grenadiers – le surnom de l’équipe nationale – viennent jouer un match à Toronto. Il n’a pas été exaucé. Haïti disputera ses trois matchs du premier tour à Boston, Philadelphie et Atlanta.

Comme une bouteille à la mer, le Grenadiers Fan Club a envoyé une lettre ouverte à la FIFA, non appuyée par la fédération haïtienne. La missive demandait une intervention auprès du gouvernement américain pour lui « *rappeler les principes fondamentaux du football, dont l’universalité et le rassemblement des peuples* ». Mais ces principes ont-ils déjà existé au-delà des discours ?

« *L’accessibilité de la Coupe du monde n’est qu’un mythe : elle est devenue un produit mondialisé destiné à une élite mobile* », tranche M. Abderrahim Bourkia, sociologue marocain ayant étudié les ultras, ces supporters de clubs particuliè-

rement engagés. « *Le public des sélections nationales a généralement plus d’argent que celui des clubs* », note M. Paul Dietschy, historien du football, qui a particulièrement étudié l’édition 1934 de la Coupe du monde, organisée dans l’Italie fasciste. « *Dans les tribunes populaires du stade de Turin, les places coûtaient 10 livres, deux fois plus que pour un match de championnat à l’époque* », rappelle-t-il.

« *Je suis là pour vendre un produit appelé football* », avait prévenu João Havelange lors de son élection à la tête de la FIFA en 1974. Si, en 1986, la Coupe du monde était encore accessible aux classes moyennes locales – les billets étaient vendus à partir de 3 dollars, et jusqu’à 50 dollars maximum (5) –, les prix grimpent en flèche depuis. En euros constants, le prix moyen pour aller voir un match du premier tour a été au minimum multiplié par trois depuis la dernière édition aux États-Unis, en 1994 (6). Sur la même période, celui des billets les plus onéreux de la finale a été multiplié par six. Ainsi, le football haut de gamme n’a jamais coûté aussi cher.

Devancés en 2010 par le Qatar pour l’organisation de l’édition 2022 (7) – sur fond de corruption –, les États-Unis se sont alliés avec le Mexique et le Canada pour être candidats à l’organisation de la suivante, tout en gardant pour eux l’ensemble des quarts, des demies et la finale du tournoi. Déjà président de la FIFA, M. Gianni Infantino avait sorti de son chapeau une commission d’évaluation pour choisir entre cette candidature et celle du Maroc en 2018. Son verdict concernant les infrastructures ? D’un côté, une colonne en vert, de l’autre, en rouge ou orange. M. Trump s’était chargé de rappeler le message, quelques semaines avant le vote : « *Il serait dommage que les pays que nous soutenons toujours s’opposent à la candidature américaine. Pourquoi devrions-nous soutenir ces pays alors qu’ils ne nous soutiennent pas (y compris aux Nations unies) ?* »

Le 5 décembre 2025, à Washington, M. Infantino n’a pas seulement décerné un « prix de la paix » à M. Trump à l’occasion du tirage au sort des matchs. Ce soir-là, le polyglotte suisse a aussi entonné son refrain préféré, qui tournait déjà en 2018 et en 2022 : « *Ce sera la plus grande Coupe du monde de tous les temps.* » Pour les finances de la FIFA, cela ne fait aucun doute. Les tarifs excluant les classes populaires n’ont pas empêché les organisateurs de battre « *tous les records de vente de billets* », comme s’en est vanté le président américain en marge du tirage. Pour le cycle 2023-2026, l’organisation anticipe des revenus – hors Coupe du monde des clubs – de 11 milliards de dollars (9,4 milliards d’euros). Elle souligne néanmoins dans un communiqué que « *90 %* » de ses recettes iront vers les 211 fédérations nationales (8). D’après les formulaires fiscaux de la FIFA (9), la rémunération de M. Infantino s’élevait, en 2024, à 5,27 millions d’euros.

(1) Henry Bushnell, « Every 2026 World Cup ticket price, if you’re lucky enough to get chosen to buy », The Athletic, 1^{er} octobre 2025, www.nytimes.com

(2) « Statement : Historically high World Cup ticket prices – FSE calls for immediate halt to ticket sales », Football Supporters Europe, 11 décembre 2025, www.fanseurope.org

(3) « L’administration Trump veut que les touristes exemptés de visas, dont les Français, fournissent l’historique de leurs réseaux sociaux », Le Monde avec l’Agence France-Presse, 10 décembre 2025.

(4) Myah Ward et Sophia Cai, « Haiti qualified for the World Cup. But the Trump administration says its fans aren’t welcome », Politico, Arlington, 21 novembre 2025, www.politico.com

(5) Francisco Javier González, *El 86. El año en que México cambió al mundo*, Planeta, Mexico, 2022.

(6) Cf. Julie Cart, « Ticket plan is announced for the World Cup », Los Angeles Times, 4 février 1993 ; cf. aussi « How much are World Cup tickets ? Historical prices since 1994 », The World Cup Guide, non daté.

(7) Lire David Garcia, « Corruption et ballon rond », Le Monde diplomatique, juillet 2015.

(8) La FIFA n’a pas donné suite à nos demandes d’entretien.

(9) Rémi Dupré, « Comment Gianni Infantino a vu ses rémunérations s’envoler en dix ans de règne à la FIFA », Le Monde, 15 janvier 2026.

NOUVEAU HORS-SÉRIE

En un an à la Maison-Blanche,
Donald Trump a sapé les fondements
de la démocratie américaine.

**Courrier
international**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

**Courrier
international**
Hors-série

GOODBYE AMERICA

En un an à la Maison-Blanche, Donald Trump a sapé les fondements de la démocratie américaine. Une dérive autoritaire accompagnée d’une révolution culturelle qui bouleverse les États-Unis.

DIX MILLE POINTS DE VENTE DISPARUS EN VINGT ANS

Le combat des marchands de journaux

Avant de se matérialiser par d'immenses fermes de serveurs, la diffusion de l'information reposait sur une constellation de marchands de journaux. Malgré des conditions de travail souvent éreintantes et le déclin des publications imprimées, les kiosquiers, libraires, maisons de la presse, livreurs et déposants s'évertuent à faire vivre ces lieux.

PAR ROXANE VOLCLAIR *

IL est cinq heures et, comme tous les matins, M. Jean-Paul Guth ouvre les portes de son kiosque à journaux, avenue de Toulon à Marseille. Après avoir réceptionné les cartons tout juste arrivés du dépôt de presse, il récupère quelques exemplaires qu'il livre aux boulangeries et aux particuliers. À sept heures, le voilà derrière son comptoir, où il restera toute la journée, à l'exception de sa pause-déjeuner. Cela fait vingt-cinq ans que M. Guth répète cette routine, tous les jours. Il ne s'octroie de repos que les samedis et dimanches après-midi. Quant aux vacances, le quinquagénaire n'y songe même pas : « *Je n'ai jamais pris de congés, à part le 1^{er}-Mai* », explique-t-il. Les revenus dégagés par son commerce ne le lui permettent pas.

Yeux bleus assortis à la couleur de son pull, caché derrière la vitre de son kiosque, M. Moussa confirme ces difficultés. Arrivé du Liban en 2014, ce marchand parisien répartit sa journée de travail sur deux points de vente, l'un situé dans le 15^e arrondissement et le second dans le 20^e, à l'autre bout de la capitale. « *En 2018, je vendais tous les jours vingt-cinq exemplaires du Parisien et une vingtaine d'exemplaires du Monde. Aujourd'hui, j'atteins à peine la moitié* », constate-t-il, amer. L'activité des marchands de journaux dépend logiquement de la vitalité du secteur de la presse. Or, depuis une vingtaine d'années, celui-ci enchaîne les crises.

Confrontés à la concurrence des publications gratuites, aux mutations de l'accès à l'information engendrées par Internet, et maintenant à celles des réseaux sociaux, les journaux imprimés voient leurs ventes chuter. Entre 2000 et 2022, les ventes au numéro de la presse quotidienne nationale (PQN), de la presse quotidienne régionale (PQR) et des magazines ont baissé, respectivement, de 86 %, 78 % et 79 % (1). Une diminution

qui s'est encore accentuée ces dernières années et que M^{me} Nelly Todde, vice-présidente du Syndicats des kiosquiers, attribue notamment aux offres d'abonnement numérique à prix bradés.

Pour les marchands de journaux, qui touchent une commission sur chaque numéro écoulé (environ 25 % du prix), le manque à gagner est considérable, et beaucoup n'y survivent pas. En 2004, avant l'invasion des écrans, la France comptait 32 000 points de vente, soit 15 % des commerces de détail (2). Aujourd'hui, elle n'en recense plus que 18 400. Lors de la même période, le nombre de marchands de journaux en Allemagne a diminué d'un tiers ; deux tiers des kiosques italiens ont baissé le rideau ; il n'y en a plus à Bruxelles depuis fin 2023 ; et, en 2025, quelque 250 magasins de la chaîne britannique WH Smith devaient fermer (3).

L'hécatombe alimente un cercle vicieux où la diminution du nombre d'acheteurs conduit à la disparition des points de vente, ce qui raréfie en retour les occasions de se retrouver face à une publication, d'en observer la couverture, le sommaire... et de pouvoir l'acheter. « *C'est le chat qui se mord la queue* », résume M. François Parinet. Avec sa compagne Céline Quillévéré, il tient la fameuse « quincail' », sur la place du marché de Luz-Saint-Sauveur (Hautes-Pyrénées). Ces marchands de couleurs à l'ancienne vendent des clous et de la peinture, des convecteurs et des fournitures scolaires, du tabac et de la presse. Enfin, toujours moins de journaux et de cigarettes. Au point que même la coopérative de distribution dont ils dépendent les incite à la diversification. M^{me} Quillévéré s'en amuse : « *Il n'y a pas longtemps, les messageries nous ont envoyé une offre de formation "Comment optimiser mon espace de vente hors presse ?" Ça veut tout dire...* »

Souvenirs, sodas et confiseries

SON espace, le couple le conçoit surtout comme « *un lieu de rencontre, pour des personnes seules qui peuvent venir jusqu'à trois fois dans la journée. On discute, ils discutent entre eux* ». L'écrivain Jean Rouaud raconte un peu la même expérience, quand il tenait un kiosque parisien dans les années 1980 : « *De jour en jour, l'actualité, bonne fille, nous fournissait nos sujets de conversation, abreuvaient nos échanges, auxquels nous mêlions les nouvelles du quartier, de sorte que nous vivions dans un accommodement permanent entre le proche et le lointain* (4). » « *Les jeunes ont moins cette sensibilité* », constate M. Parinet. D'après une mission conduite par l'inspection générale des affaires culturelles (IGAC) et l'inspection générale des finances (IGF), fin 2023, « *entre 1997 et 2018, l'âge moyen de lecteurs s'informant chaque jour ou presque avec de la presse*

quotidienne papier a connu une augmentation de +14 ans, à 65 ans, lorsque l'âge moyen de la population française a augmenté de +3,5 ans, à 41,5 ans (5) ».

Dans les petites communes comme Luz-Saint-Sauveur, il n'est pas rare de coupler la vente de presse avec le commerce de produits de papeterie, de librairie, d'épicerie, ainsi que de tabac ou de jeux de hasard. La presse proprement dite ne représenterait aujourd'hui que le quatrième poste de revenus pour les diffuseurs de presse, selon la mission d'inspection. À Paris, les kiosquiers proposent également des cartes postales, des souvenirs, des sodas, des confiseries ; en vertu d'un partenariat avec La Poste, les volontaires peuvent vendre des timbres ou s'occuper de recommandés. Et de plus en plus de points presse se font points de livraison, une activité faiblement rémunérée (à peine 40 centimes par colis) mais chronophage et encombrante. « *Même quand je ne le faisais pas, les gens*

se faisaient livrer chez moi. Alors je me suis dit : tant qu'à faire, autant gagner un peu plus », explique M. Guth. Toute la journée, il faut donc alterner plusieurs activités, multiplier les prestataires, maîtriser divers circuits de distribution.

Celui de la presse est particulièrement méandreux. Après l'impression, les journaux et magazines sont confiés par les éditeurs à des coopératives de distribution – comme France Messagerie ou les Messageries lyonnaises de presse (MLP) –, qui organisent leur acheminement à l'échelle nationale. Les exemplaires transitent par des dépôts régionaux, chargés de les livrer aux marchands de journaux, qui les mettent en vente et retournent les invendus. Ces dépositaires tendent eux aussi à connaître une situation de « *fragilité structurelle* », estiment l'IGAC et l'IGF. Beaucoup ont fermé leurs portes ces dernières années, comme à Olems (Aveyron), Joigny (Yonne) ou Mignaloux-Beauvoir (Vienne). M. Parinet et M^{me} Quillévéré en sont à leur troisième dépôt, à Toulouse, après Tarbes et Pau. « *C'est toujours plus loin, toujours plus impersonnel*, déplorent-ils. *Avant, si un client demandait Pêche Mouche ou Le Fana de l'aviation, on passait un coup de fil pour récupérer le titre. Désormais, ça prend trois cent sept ans, il faut envoyer un mail, ils ne répondent pas...* »

Chaque intermédiaire prélève bien sûr sa commission. Hérité de la loi Bichet de 1947, ce système coûteux visait à garantir le pluralisme de la presse ainsi qu'à atteindre une certaine égalité territoriale : tout éditeur avait le droit de faire distribuer ses journaux et magazines partout en France, quels que soient leur taille, leurs moyens et leur orientation politique. La loi du 18 octobre 2019 relative à la modernisation de la distribution

de la presse est venue modifier cet édifice. Tout en maintenant une protection forte pour la presse d'information politique et générale, ce texte permet aux marchands de choisir les magazines (loisirs, culture, sports...) qu'ils souhaitent vendre, de refuser certains titres, d'ajuster les quantités. Au magasin Relay de la gare de Sète, la caissière voit ça comme un soulagement : « *L'été, on nous bombardait de revues, de hors-séries... La boutique était trop petite, c'était galère de tout caser. Et après, le soir ou tôt le matin, il fallait se débrouiller des invendus.* »

« *À ce niveau c'est même de la survie !* », s'exclame M. Guth. « *Sur l'ensemble des commerçants dont je m'occupe, les kiosquiers sont vraiment les plus précaires* », confirme M. Nicolas Bonnet-Oulaldj, maire adjoint chargé du commerce à Paris. « *On se rend compte que certains ne font pas le chiffre d'affaires qui leur permettrait de cotiser assez pour la retraite* », renchérit M^{me} Todde. Depuis peu, les marchands de la capitale bénéficient de kiosques flambant neufs, qui les protègent du froid. Mais, à Marseille ou à Lyon, ils demeurent exposés aux vents.

Une rémunération rachitique, des tâches harassantes, des horaires à rallonge : c'est peu dire que le métier ne fait pas rêver. A plus forte raison quand le rapport des deux corps d'inspection envisage une baisse de la vente au numéro PQN de 62 % en 2030 par rapport à 2022. Mais, d'ores et déjà, dans le *Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (Bodacc)*, les avis de radiation de magasins de presse paraissent quotidiennement. En dix jours, entre le 1^{er} et le 11 janvier 2026, la sentence est tombée pour des boutiques situées à Fos-sur-Mer,

Pour soixante à soixante-dix heures de travail par semaine, rares sont les marchands qui parviennent à s'octroyer le salaire minimum. Même en combinant plusieurs activités, en jonglant entre les bidons de lessive et les magazines people, il reste difficile de joindre les deux bouts. « *La part des couples parmi les exploitants a progressé ces dernières années, illustrant la difficulté de concilier cette activité avec une vie de famille*, relèvent encore l'IGAC et l'IGF. *On note également que la profession connaît un vieillissement.* »

Avis de radiation

La Chapelle-Thouarault, Saint-Jacques-de-la-Lande, Donnemarie-Dontilly, Le Ban-Saint-Martin, Le Coteau, Domérat, Asnières-sur-Nouère, Drancy, Brest, Issoire, Saint-Saens, Beaune ou encore Normanville. Les petites villes et les villages sont ainsi particulièrement touchés. Partout, la presse locale raconte la même histoire : après plusieurs décennies de service, un gérant envisage de prendre sa retraite. Il se met en quête d'un reprenneur, pendant des mois, souvent des années ; faute d'en trouver, il finit par se résoudre à liquider son commerce, au grand dam des habitants, qui voient disparaître un nouveau commerce dans le centre-ville. Désormais, pour trouver le journal, il faudra se rendre, en voiture, à l'hypermarché.

(1) « La distribution de la presse imprimée », inspection générale des finances et inspection générale des affaires culturelles, Paris, novembre 2023.

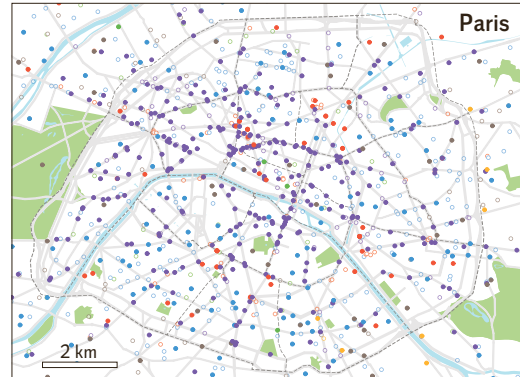
(2) Jian Zhuo, « Le réseau de points de vente de la presse en France », *Flux*, vol. 2, n° 56-57, Champs-sur-Marne, 2004.

(3) *La Libre Belgique*, Bruxelles, 4 décembre 2023 ; www.reuters.com ; 14 mars 2024 ; Jens Schröder, « Ehastra : Pressehandel sinkt auf 74.359 Verkaufsstellen », 27 novembre 2025, https://meedia.de ; *The Guardian*, Londres, 28 mars 2025.

(4) Jean Rouaud, *Kiosque*, Grasset, Paris, 2019.

(5) « La distribution de la presse imprimée », *op. cit.*

Points de vente de la presse



Points de vente existants fin 2025

- Point de vente traditionnel¹
- Relay
- Enseigne spécialisée²
- Kiosque
- Supermarché et hypermarché
- Autre³

31 678 points de vente en 2000

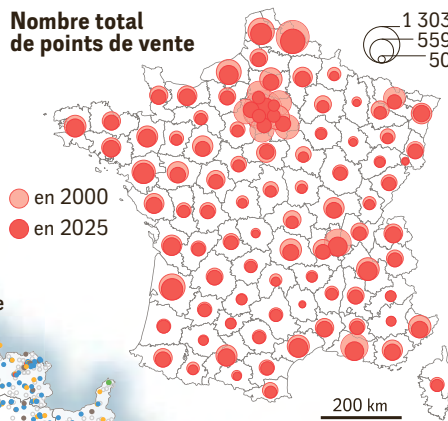
4 625
1 375
733
2 864
816
21 265

18 468 en 2025

2 332
2 201
466
995
565

11 909

1. Bar, tabac, presse-librairie-papeterie, presse et connexe.
2. Maison de la Presse, Cultura, etc.
3. Station-service, boulangerie, supérette, vendeur de rue, hôpital, camping, hôtel et autre environnement spécifique.



Source : France Messageries, décembre 2025.

Une résistance d'avenir

LE Monde diplomatique compte au nombre des rares publications qui tablent sur l'avenir du papier. Connaîtra-t-il le sort du disque vinyle, dont la renaissance symbolise la quête de qualité face à la compression numérique ? Pliable, annotable, recyclable, notre journal imprimé est aussi un objet artisanal, façonné par des humains pour des humains, qu'on aime toucher, regarder, manipuler. Cette résistance à l'air du temps implique un certain engagement de la part de nos lectrices et lecteurs les plus fidèles : s'abonner et inciter ses proches à se rendre chez les marchands de journaux pour le découvrir. Leur combat est aussi le nôtre.

* Journaliste.

LES RUPTURES CONVENTIONNELLES DANS LE VISEUR DU GOUVERNEMENT

Moins de prud’hommes, moins d’indemnités

La négociation interprofessionnelle sur l’assurance-chômage doit permettre de réaliser 400 millions d’euros d’économies, selon l’objectif fixé par le ministre du travail. Le patronat voudrait y discuter du durcissement des conditions d’indemnisation après une rupture conventionnelle. Un dispositif qu’il a pourtant revendiqué à l’origine.

PAR HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD *

À EN croire M^{me} Laurence Parisot, alors présidente du Mouvement des entreprises de France (Medef), ça devait être comme «un divorce par consentement mutuel» (Les Échos, 12 avril 2006). Depuis que le gouvernement de M. François Fillon a fait droit à la revendication patronale en 2008, employeur et salarié peuvent conclure une rupture conventionnelle : sans motif de séparation, elle ouvre droit à une indemnité conventionnelle, donc, d’un montant égal ou supérieur à celle applicable en cas de licenciement, puis à l’assurance-chômage. Un formulaire permet à l’administration de prendre acte du libre consentement des parties. Dès 2012, un million de ruptures avaient été paraphées depuis l’ouverture du dispositif. Un succès jamais démenti : pour la seule année 2024, le ministère du travail en a recensé 515 000. Les trois quarts des salariés qui les signent demandent à bénéficier ensuite de l’assurance-chômage. Au cours du même exercice, cela a représenté un coût total de 9,2 milliards, soit 25 % des allocations versées par l’Unedic (1).

Dans un rapport rendu fin octobre – qui n’a pas été publié –, cet organisme paritaire chargé de l’indemni-

sation des demandeurs d’emploi s’inquiète de l’augmentation du nombre de ruptures (17 % depuis 2019) et esquisse des pistes d’économies (2). L’une d’entre elles consisterait à rallonger le délai de carence au terme duquel les signataires d’une convention de rupture perçoivent le chômage (une durée qui est fonction du montant des indemnités supralégales). Le dispositif fait en effet désormais l’objet de critiques au sein de la classe dirigeante. En 2023, le gouvernement avait augmenté le prélèvement social sur les chèques de départ de 20 % à 30 %. La loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) pour 2025 rehausse la contribution patronale applicable à ces indemnités de 30 % à 40 %. Et, depuis quelques mois, le président du Medef Patrick Martin et le ministre du travail Jean-Pierre Farandou dénoncent de concert des abus. Au Sénat, le 28 octobre, le second a estimé qu’il existerait «une sorte de “droit de tirage” du chômage» dont profiteraient «plus de cadres supérieurs que d’ouvriers ou d’employés» (3).

«C’est son choix»

P OURQUOI ces velléités de serrer la vis ? Les employeurs et les salariés paraissent avoir adopté ce dispositif. Enfin, davantage les premiers que les seconds : d’abord, parce qu’il prévient le risque d’un contentieux aux prud’hommes pour licenciement sans

motif valable ; ensuite, parce qu’après la conclusion d’une convention de rupture, prouver le vice de consentement devant le juge se révèle difficile (4)... Si M^{me} Astrid Panosyan-Bouvet, la prédécesseuse de M. Farandou, avait soutenu que «quelqu’un qui est en rupture convention-

nelle, c’est son choix» (TF1, 16 juillet 2025), une étude publiée en 2012 établissait que le recours à cette forme de séparation ne relevait du choix de l’employé que dans un quart des cas (5). Consentir à une telle rupture ne signifie pas nécessairement la vouloir : le salarié a pu s’y résigner après que tout – le management intrusif, le planning intenable, les horaires impossibles, la discrimination... – lui eut indiqué la porte. Selon les chiffres du ministère du travail, plus de 40 % des ruptures interviennent dans des très petites entreprises (TPE, soit dix salariés et moins), qui forment une sorte de désert syndical.

Une note récente de l’Institut des politiques publiques (IPP) constate la substitution des ruptures conventionnelles aux démissions, qui ont diminué de près de 20 % après l’entrée en vigueur de la réforme en 2008 (6). Mais ce constat doit être tempéré : non seulement parce que les ruptures interviennent, dans un certain nombre de cas, à la place de démissions qui étaient en pratique «encouragées» par l’employeur, mais aussi parce

que les entreprises y trouvent souvent leur compte. Les auteurs de la note de l’IPP relèvent ainsi qu’«une partie des [ruptures conventionnelles] remplace effectivement des démissions, parce que le salarié est en mesure de négocier l’obtention de la [rupture] en échange de faciliter la transition. Il s’agit plus souvent de salariés occupant une position plus stratégique dans l’entreprise, et donc mieux placés pour négocier ce type d’accord. Par exemple, chez les cadres, 19 % des séparations prennent la forme d’une rupture conventionnelle, contre 11 % chez les ouvriers et employés».

Selon la même note, 25 % des licenciements pour motif personnel donnent encore lieu à un contentieux, contre 0,2 % des ruptures conventionnelles. Néanmoins, le nombre total de recours devant les prud’hommes a baissé de plus de 30 % depuis 2015, et le succès de la rupture conventionnelle n’en est pas la seule raison (7). D’une part, avec l’instauration d’un barème en 2017, les montants maximaux prévus en cas de licenciement ne permettent plus de réparer

le préjudice subi, a fortiori pour les travailleurs à l’ancienneté réduite ou pour ceux de petites entreprises. D’autre part, depuis 2016, les salariés ne peuvent plus se contenter de saisir les prud’hommes par une déclaration orale. «L’obligation de formuler leurs demandes de façon plus précise et détaillée et de les justifier dès la saisine (...) avec les pièces correspondantes a un effet dissuasif pour de nombreux salariés, expliquant en 2019 la juge Karine Laubie. Beaucoup renoncent à faire valoir leurs droits pour des sommes minimes, d’autant qu’ils en sont également dissuadés par d’éventuels frais d’avocat et la durée excessive de la procédure» (8) .

Bref, les abus supposés comme la nécessité de réaliser des économies ne sont que des prétextes. La réforme de 2008 aura marqué une étape dans la déconflictualisation des rapports employeurs-employés. Il fallait importer en France le modèle scandinave de la flexisécurité, en finir avec la rigidité du dualisme du marché du travail entre contrats à durée déterminée (CDD) ou indéterminée (CDI). Mais aujourd’hui le démantèlement des prud’hommes et de leurs pouvoirs rend la rupture conventionnelle inutile. Voire presque gênante pour le patronat qui l’avait promue comme «un divorce».

(1) «Les ruptures conventionnelles», direction de l’animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) du ministère du travail, 9 octobre 2025, <https://dares.travail-emploi.gouv.fr> ; cf. aussi «Rapport financier» de l’Unedic 2024, 10 juillet 2025, www.unedic.org

(2) Aurélie Lebel, «Les ruptures conventionnelles ciblées», *Le Parisien*, 10 novembre 2025.

(3) Cité par Thibaud Métais, «Les ruptures conventionnelles, un coût pour l’État», *Le Monde*, 5 novembre 2025.

(4) Lire Céline Mouzon, «Rupture conventionnelle, virer sans licenciement ?», note IPP n° 117, Paris, novembre 2025.

(5) Raphaël Dalmasso, Bernard Gomel, Dominique Méda et Évelyne Serverin, «Des ruptures conventionnelles vues par les salariés : à la recherche des raisons de rompre», *La Revue de l’IRES*, n° 74, Institut de recherches économiques et sociales (IRES), Noisy-le-Grand, 2012.

(6) Pauline Carry, Adrien Mangold et Benjamin Schoefer, «Rupture conventionnelle et licenciement : conflit ou coopération ?», note IPP n° 117, Paris, novembre 2025.

(7) «Références statistiques justice 2024», service de la statistique des études et de la recherche (SSER) du ministère de la justice, 19 décembre 2024, www.justice.gouv.fr

(8) Karine Laubie, «La saisine du conseil de prud’hommes. De l’oral à l’écrit, une justice du travail à deux vitesses», *Le Droit ouvrier*, n° 856, Montreuil, novembre 2019.



ENZO MIANES. – «Action vs théorie», 2012

© ENZO MIANES

LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

«CAFÉ-DIPLO» ÉTUDIANT

Le 11 février, à 18h15, Université catholique de Lille : «Le traitement médiatique de l’actualité internationale», avec Benoît Bréville. Inscription obligatoire sur le site de l’association. (amri.lacatholille@gmail.com)

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

ANNECY. Le 9 février, à 19 heures, espace coworking de l’hôtel Moxy : «café-Diplo» autour de l’article de Laurent Bonelli «La mythologie sécuritaire» (janvier). (cafedi-plo74@gmail.com)

GRENOBLE. Le 31 janvier, à 15 heures, à la Maison du tourisme : «Le respect du droit à l’autodétermination des peuples, une issue pour le Proche-Orient ?», avec Akram Belkaid, en partenariat avec le Collectif 17 octobre 1961 – Isère. Le 3 février, à 18h30, à la bibliothèque Centre-Ville : «L’histoire comme arme de guerre», avec Benoît Bréville. (amd38gre@gmail.com)

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

DIJON. Le 5 février, à 18 heures, amphithéâtre Drouot : «Les relations politico-économiques mondiales depuis l’arrivée au pouvoir de Donald Trump», avec Christophe Ventura. (clement.lac52@gmail.com)

BRETAGNE

BREST. Le 3 février, à 18h30, au bar Le Grabuge : «café-Diplo» autour de deux articles, «M. Trump, pirate des Caraïbes» de Christophe Ventura et «Psychés débridées pour capitalisme déchainé» de Frédéric Lordon et Sandra Lucbert (janvier). (amd.brest@proton.me)

QUIMPER. Le 10 février, à 18h30, à la médiathèque d’Ergué-Armel : «café-Diplo» sur le monde judiciaire autour de trois articles, «Juger est un acte politique» de Matthieu Bonduelle (septembre 2014), «Une justice au bord de l’implosion» de Jean-Michel Dumay (mars 2021) et «Cette jeunesse qu’on enferme» de Sophie Bourlet (mai 2025).

RENNES. Le 6 février, à 18h30, au 360 : «Retour en force de la doctrine Monroe dans les Caraïbes», avec Maurice Lemoine. Le 17 février, à 17 heures, au 360 : rencontre avec Pierre Conesa pour son article «Un cinéma post-traumatique» (janvier 2025) et son livre *Hollywar. Hollywood, arme de propagande massive* (Robert Laffont). Le 24 février, à 18h45, au bar Le Désordre : «café-Diplo» autour de l’article «Éloge du papier à l’heure du déluge numérique» de Benoît Bréville et Pierre Rimbert (janvier). (amd.rennes@gmail.com)

CENTRE-VAL DE LOIRE

TOURS. Le 13 février, à 20h30, à l’association Jeunesse et Habitat : réunion des Amis et lecteurs de la région sur le thème «De Nicolás Maduro à Nicole Good, le monde selon Trump». (pjc.arnaud@orange.fr)

GRAND-EST

METZ. Le 12 février, à 18h30, petite salle des Coquelicots : «café-Diplo» autour de l’ar-

ticle de Christophe Ventura «M. Trump, pirate des Caraïbes» (janvier), «Le hold-up contre le Venezuela, retour à l’impérialisme colonial ou signe de l’affaiblissement géopolitique des États-Unis ?». (pollmann5@univ-lorraine.fr)

HAUTS-DE-FRANCE

LILLE. Le 3 février à 18 heures, au Kino Ciné (université de Lille, campus Pont-de-bois), à Villeneuve-d’Ascq : projection du documentaire d’Olivier Azam et Daniel Mermet *Howard Zinn. Une histoire populaire américaine 2*, suivie d’un débat avec Olivier Azam. Le 12 février, à 18h30, au Café citoyen : réunion des Amis de la région pour définir les thèmes à aborder en 2026. (amd nord@yahoo.fr)

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 5 février, à 17 heures, au Musée du Quai Branly-Jacques Chirac, salon de lecture Jacques-Kerchache : «Plateaux diplomatiques», lecture de l’article de Quentin Müller «À Marib, les tribus yéménites font front commun contre les houthistes» (juin 2023) suivie d’un débat animé par Thierry Blanc en présence de l’auteur. Le 14 février, à 16 heures, à l’Académie du climat : rencontre avec Emmanuel Venet pour son article «Chez les fous, derechef» (novembre) et son livre *Retour chez les fous* (Verdier). (amis.diplo.75@gmail.com)

VERSAILLES. Le 14 février, à 14 heures, à l’hôtel de ville (salle Montgolfier) : rencontre avec Anne Alombert pour son livre *De la bêtise artificielle* (Allia). (eveleveque@wanadoo.fr)

NORMANDIE

BERNAY. Le 6 février, à 19 heures, à la librairie Le Rouge et le Noir : «café-Diplo» autour de trois articles, «En Hongrie, l’élection se gagne au village» d’Ambre Bruneteau et Corentin Léotard, «Sujets de non-droit» de Vincent Sizaire et «Éloge du papier à l’heure du déluge numérique» de Benoît Bréville et Pierre Rimbert (janvier). (lesamd27@gmail.com)

HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR. Le 5 février, à 19 heures, au Café du ciné (cinéma Café des

images) : «café-Diplo» autour de deux articles, «M. Trump, pirate des Caraïbes» de Christophe Ventura et «Éloge du papier à l’heure du déluge numérique» de Benoît Bréville et Pierre Rimbert (janvier). (amd.caen@gmail.com)

NOUVELLE-AQUITAINE

LIBOURNE. Le 23 février, à 20 heures, à la Maison des associations : «café-Diplo». (amis.diplo libournais@gmail.com)

POITIERS. Le 5 février, à 20 heures, au café L’Envers du bocal : «café-Diplo». Le 27 février, à 18 heures, au Local : table ronde des AMD86 dans le cadre du festival Filmer le travail 2026 sur le thème «Le travail collectif», avec Anne-Cécile Robert et des représentants de sociétés coopératives. (dominique.leblanc@wanadoo.fr)

SAINT-JUNIEN. Le 19 février, à 20 heures, au Ciné-Bourse : projection du documentaire de Pierre Carles *Dans les oubliettes de la République*. Georges Abdallah, en présence du réalisateur. (danimaginaire@yahoo.fr)

OCCITANIE

CARCASSONNE. Le 23 février, à 18 heures, au café associatif L’Accolade : «café-Diplo». (contact@amisdiplo11.org)

PERPIGNAN. Les AMD66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois, à 19h15, au Casal de Perpinyà, pour discuter du dernier numéro du *Monde diplomatique*. (amisdiplo66@gmail.com)

TOULOUSE. Le 3 février, à 20 heures, à l’Utopia Borderouge : projection du documentaire de Pierre Carles *Dans les oubliettes de la République*. Georges Abdallah, suivie d’un débat avec le réalisateur. Le 11 février, à 20 heures, salle du Sénéchal : «Mobilisation paysanne et Mercosur», avec Hélène Delmas et des éleveurs. (amdtoul@gmail.com)

PAYS DE LA LOIRE

LAVAL. Le 10 février, à 19h30, au café L’After Work : «Histoire et actualité de la gauche en Espagne» autour de *Manière de*

voir, n° 204, «Les paradoxes de l’Espagne» (décembre 2025 - janvier 2026). (fjpm diplo@laposte.net)

NANTES. Le 12 février, à 19 heures, au café Le Flesselles, «café-Diplo» autour de trois articles, «M. Trump, pirate des Caraïbes» de Christophe Ventura, «La mythologie sécuritaire» de Laurent Bonelli et «Sujets de non-droit» de Vincent Sizaire. (claudie.desfosses@orange.fr)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D’AZUR

BARJOLS. Le 21 février, à 16 heures, au cinéma L’Odéon : projection du documentaire Youri Cayron et Romain Rivalan *Demande aux oiseaux*, en présence de Romain Rivalan, suivie d’un débat autour de *Manière de voir*, n° 205, «Gaza : témoigner, comprendre, résister» (février-mars 2026). (pierre.arnoult@lilo.org)

MARSEILLE. Le 17 février, à 18h30, au Grand Bar du Chapitre : «café-Diplo» autour de l’article «Éloge du papier à l’heure du déluge numérique» de Benoît Bréville et Pierre Rimbert (janvier). (gerald.ollivier1@gmail.com)

NICE. Le 5 février, à 19 heures, aux Petits Farcis : «café-Diplo» autour du numéro de février du *Monde diplomatique* et de l’article «Le Soudan, “épicerie mondiale de la souffrance humaine”» d’Arnaud Julien-Thomas (janvier). (diplo@geller-conseil.eu)

HORS DE FRANCE

MONTREAL. Le 21 février, à 14 heures, au Resto Vêgo Saint-Denis : discussion autour de deux articles, «M. Trump, pirate des Caraïbes» de Christophe Ventura (janvier 2026) et «Un pays miné par les homicides policiers» de Richard Keiser (juillet 2020). (amisdiplo.quebec@gmail.com)

TOKYO. Le 15 février, à 15 heures, au centre civique Hongo Kaikan (salle A), Bunkyo-ku : «café-Diplo» sur le thème «Le Venezuela et la nouvelle doctrine Monroe», avec Makoto Katsumata. (diplojapon@gmail.com)

UNE INEXTINGUIBLE SOIF DE CHIFFRES

Sondages et bricolage

Entre les élections municipales de mars, une dissolution à nouveau possible de l'Assemblée nationale et le prochain scrutin présidentiel, les entreprises de sondage ne vont pas chômer en France. Mais l'actuelle confusion politique ne plaide pas en faveur de leurs pronostics : que vaut une réponse lorsqu'on ne connaît ni les candidats ni les alliances, et que la date de l'élection est incertaine ?

PAR ALAIN GARRIGOU *

« Si l'élection avait lieu dimanche prochain, pour quel candidat voteriez-vous ? » Telle est la question posée par les sondages avant une présidentielle, des législatives ou des municipales. Quand bien même chacun sait que le scrutin n'aura, sauf exception, pas lieu dimanche prochain. Plusieurs mois à l'avance, voire davantage, l'opération a quelque chose d'incongru. Et pourtant, aussi problématiques qu'incertains, les sondages prospèrent. Selon le décompte de la commission des sondages, il y en eut en France 409 avant l'élection présidentielle de 2012, 560 avant celle de 2017 – en comptant les enquêtes relatives aux deux primaires, de gauche et de droite – et 467 avant celle de 2022 (1). Les enquêtes d'opinion représentent une part très faible du chiffre d'affaires des instituts – celles sur les intentions de vote, encore moins –, mais elles occupent le devant de la scène.

Si l'histoire des sondages débute avec l'élaboration des techniques statistiques qui rendent possible, dès la fin du XIX^e siècle, la construction d'échantillons représentatifs, ce sont les élections qui vont faire leur succès. Elles permettent une sorte de mise à l'épreuve, en confrontant les estimations aux résultats réels. Créé dans

les années 1930, Gallup fait figure de pionnier aux États-Unis, suivi par d'autres comme la Sofres en 1965 en France – avec des approximations et des échecs patents. En 1936, l'enquête fondatrice de la nouvelle industrie menée par George Gallup sous-estime le score de Franklin Roosevelt de cinq points. En 1948, le même sondeur annonce à tort la défaite de Harry Truman. On oublia ces bévues.

Il faut attendre la fin du XX^e siècle pour qu'on s'interroge sur la boîte noire d'où sortent d'impeccables pourcentages. Les taux d'indécision se révèlent très élevés – quand par exemple moins de 350 personnes répondent qu'elles iront voter sur un échantillon de 1 000 sondés. Les panels sont de moins en moins représentatifs : plus de dix coups de fil sont nécessaires pour obtenir un « enquête », les échantillons ne comptent presque pas d'électeurs parmi les plus jeunes, les plus modestes ou les moins diplômés. Surtout, les sondeurs corrigent les données dites « brutes » sur la base de critères tout à fait opaques (2). Ainsi, au tournant des années 2000, certains instituts doublent les intentions de vote en faveur du Front national (FN), d'autres les triplent, tant ses électeurs sous-déclarent ce choix.

Intentions de vote, vraiment ?

À L'ISSUE d'une longue bataille, le législateur impose en 2016 la publication des critères de « redressement » des résultats bruts. Mais les instituts s'autorisent d'autres corrections, à la discrétion des directeurs des départements « opinion » : un tour de main ou une intuition fondée sur l'humeur du moment. En pratique, la méthode ou l'absence de méthode restent confidentielles – donc « *pas suffisamment auditable* », comme l'a constaté récemment une commission d'enquête parlementaire (3).

À quel titre les sondeurs se risquent-ils désormais à faire des sondages pré-électoraux si longtemps à l'avance, sur une situation d'autant plus fictive que l'échéance est distante ? Le questionnement restant le même et la technique

de correction aussi, on parle toujours d'« intentions de vote ». Cependant, si l'on peut concevoir des intentions formées peu de temps avant un scrutin, quelle réalité cela a-t-il longtemps auparavant, alors que les sondés ignorent qui seront les candidats ? Du reste, moins les électeurs votent pour des « marques » politiques stables – comme ils tendaient à le faire quand, pour résumer, la compétition électorale opposait les communistes et les socialistes aux libéraux et aux gaullistes –, plus il est difficile de proposer des choix.

Qu'à cela ne tienne : si l'on ne connaît pas encore le nom des candidats, on propose aux sondés des hypothèses alternatives – souvent cinq ou six. La récente enquête Odoxa pour Public Sénat et la presse régionale qui suggérait une inexorable victoire de M. Jordan Bardella à la prochaine présidentielle le testait ainsi dans deux configurations au premier tour puis dans quatre autres au second, contre MM. Gabriel Attal, Raphaël Glucksmann, Édouard Philippe et Jean-Luc Mélenchon (4). Comment les personnes interrogées peuvent-elles répondre en quelques secondes à autant de questions que de scénarios opposant des personnages différents ? Il faut croire à l'idée d'une opinion spontanée, chacun étant censé avoir un point de vue sur tout. Il faut ensuite trouver des « sondables » pour se prêter à cet artifice.

Après les questionnaires en face-à-face, puis par téléphone, de moins en moins productifs, on recourt aujourd'hui aux sondages en ligne. La promesse d'une gratification modeste achève de convaincre les esprits politisés, oisifs et parfois naïfs qui voulaient à tout prix s'exprimer, à moins qu'ils n'imaginent peser sur la politique ou l'histoire (5). Satisfont-ils autant qu'avant aux critères de représentativité ? Certainement pour les variables sociodémographiques dites « lourdes » ;



Affiche pour un spectacle de magie, États-Unis, 1899

pour les options politiques, impossible à dire, puisqu'on ne peut connaître l'opinion de ceux qui refusent de se prêter aux enquêtes d'opinion.

Les sondages d'intentions de vote suscitent quelques moqueries quand ils confrontent des adversaires improbables, parfois fantaisistes, a fortiori quand on les compare aux résultats de l'élection, qui évaluent d'autres noms et d'autres chiffres. Des scores prometteurs ont été affichés pour des candidats qui ne se sont pas présentés ou pour d'autres, comme M. Eric Zemmour, dont le score réel (7 %) contrasta avec des intentions de vote beaucoup plus favorables (17 %). Il arrive aussi que les sondages prédisent la déroute d'un candidat finalement victorieux. Lors de la campagne pour l'élection de 2012, l'éditorialiste de télévision Jean-Michel Apathie s'étonnait avec un aplomb moqueur que M. François Hollande ne renonce pas à sa candidature alors qu'il était crédité d'intentions de vote dérisoires. Une « erreur de jugement » qu'avait déjà commise en 1995 la journaliste Arlette Chabot face à Jacques Chirac. Plus récemment, le nouveau maire de New York, M. Zohran Mamdani, a commencé sa campagne avec moins de 1 % des intentions de vote. La liste de ces déboires pourrait être démesurément allongée.

Les sondeurs n'ont guère à redouter leurs erreurs, car elles n'en sont pas tout à fait. La supercherie réside plus dans le label « intentions de vote » que dans les chiffres eux-mêmes. Effectués longtemps à l'avance, les sondages électoraux renvoient à une préférence, une notoriété, et rarement à une ferme intention. Personne n'est dupe, mais nul n'empêche ces opérations de prospérer, car elles servent à la sélection des candidatures. Il est devenu banal pour des candidats putatifs de commander et de payer afin d'évaluer leurs chances – ou de les maximiser. Une bonne partie des sondages effectués sont réalisés à l'initiative de candidats à la candidature, qui se testent avant de se lancer dans la course. Mais, de leur côté, beaucoup d'électeurs comprennent qu'ils ne livrent pas une véritable intention de vote, qu'ils n'ont pas encore (ou seulement confusément), mais qu'ils participent plutôt à la sélection des candidats. Beaucoup oublieront vite leur préférence.

La persistance des sondages offre un cas remarquable pour les sciences de la connaissance, et constitue une cruelle désillusion pour les scientifiques. Ceux-ci ont tendance à croire que des idées l'emportent par leur force propre, parce qu'elles sont exactes. Croyance aimable, nécessaire sans doute, mais naïve aussi. Car les idées ne pèsent que leur poids social, celui des forces sociales qui les portent. Dès lors, il faut se demander quels intérêts promeut la réalisation de sondages dont l'imperfection est aussi patente.

« Ça peut toujours servir »

SELON une vision rationaliste de la politique, les échecs de la prévision électorale auraient dû nuire au crédit des sondages. On n'observe rien de tel. Leur oppose-t-on les défauts de représentativité, les biais et autres travers, l'objection est toute trouvée : « on n'a pas mieux » ou « on n'a rien d'autre ». C'est à peu près la formule de Claude Lévi-Strauss pour caractériser le bricolage intellectuel : « *ça peut toujours servir* » (6). Loin d'être cantonnée à la pensée mythique ou à la pensée sauvage, cette approche est banale dans les sociétés contemporaines, qui ne semblent pouvoir être gouvernées seulement par les démarches rationnelles ou scientifiques. Faire avec les instruments disponibles pour organiser une vision, une explication ou une action à laquelle on n'a pas eu le temps ou les moyens de penser, voilà une des réactions courantes de la vie sociale. Une vérité scientifique serait parfois trop contraignante. Le bricolage intervient en particulier dans ces lieux aux frontières floues où l'on peut disputer à l'infini des tracés.

La pensée rationnelle n'a pas provoqué la disparition du bricolage. Tout au plus s'est-elle imposée comme référence ou étalon de vérité, conduisant les multiples produits de bricolage à s'abriter derrière des bouts de science. Dans ces conditions, la friction est assurée entre une semi-science et ses détracteurs. Pour ces derniers, il est difficile de se départir d'une vision positiviste qui condamne les erreurs, demi-vérités et approximations.

Les derniers sondages avant l'élection présidentielle seront-ils « exacts », c'est-

Les chiffres valent ce qu'ils permettent : des commentaires, des calculs, des stratégies. Que seraient les commentaires médiatiques s'ils n'étaient ponctués de chiffres de sondage ? Certes, la presse du XIX^e siècle se risquait à l'exercice, au nom de la compétence de l'auteur ou d'une opinion publique supposée. Certes, les journalistes d'aujourd'hui entourent leurs commentaires de quelques précautions d'usage, les agrémentant de conditionnels et de réserves, mais on n'attend pas d'eux une critique méthodologique sur la taille de l'échantillon ou sur le libellé de certaines questions. Cela enlèverait toute magie aux graphiques – souvent colorés, parfois contre-faits, sans qu'on sache s'il faut mettre l'erreur sur le compte de l'urgence médiatique, de l'incompréhension statistique ou de toute autre cause – qui accompagnent et rehaussent les doctes commentaires.

La supériorité des sondages s'impose d'autant plus que les anciennes méthodes de persuasion – porte-à-porte, tractage, meetings, journaux – reculent, en même temps que la proximité physique avec les électeurs. Les sondages sont ainsi devenus un outil politique plus qu'un instrument de connaissance. Ils ont acquis un statut quasi institutionnel en opérant une sélection des candidats, comme le font, ou le faisaient, des conventions de militants ou des primaires.

La connaissance n'étant pas une composante neutre dans les rapports humains, les sondages jouent un rôle performatif, c'est-à-dire contribuent à établir les rapports de forces. Du moins les professionnels de la politique le croient-ils. On ne reviendra pas sur le débat canonique relatif aux effets des sondages – l'un, baptisé *bandwagon* (ralliement), associant promesse de bons résultats et succès électoraux, l'autre, dénommé *chicken game* (dissuasion), liant mauvais résultats et démobilisation dans les urnes. Mais on constatera que les candidats affichent leur croyance dans l'efficacité des sondages, puisque pour eux le « bon sondage » est celui qui annonce un résultat favorable, et qu'ils s'empressent de citer, alors que dans le cas contraire ils affectent de mépriser les enquêtes en général.

à-dire proches des résultats de l'élection, ou bien erronés ? Cela n'a guère d'importance. Les réactions de satisfaction ou les excuses, les compliments ou les quolibets ne changeront rien. À cet égard, les sondeurs n'ont pas grand-chose à craindre, et les critiques, très peu à espérer. Les mêmes travers perdurent ; les échantillons douteux (surtout concernant les élections locales), les questions biaisées et les corrections opaques restent fréquents.

Peut-être faut-il moins incriminer les fabricants que les commanditaires. Il arrive, à vrai dire, que les deux s'associent et se confondent, autour de projets idéologico-politiques à court ou long terme. Ainsi l'institut CSA, mis en sommeil quelques années avant son rachat par le groupe Bolloré, en 2008, multiplie-t-il depuis cette date les sondages publiés par la presse du même groupe (Europe 1, *Journal du dimanche*, CNews), avec un thème récurrent : l'immigration.

(1) Rapports annuels de la commission des sondages, www.commission-des-sondages.fr

(2) Patrick Lehingue, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2007.

(3) Thomas Cazenave, Antoine Léaument et al., rapport de la commission d'enquête concernant l'organisation des élections en France, Assemblée nationale, Paris, 28 mai 2025.

(4) Odoxa, « Baromètre politique », novembre 2025, www.odoxa.fr

(5) « Combien sont payés les sondés ? », Régime d'opinion, 5 juillet 2011, blog.mondediplo.net

(6) Claude Lévi-Strauss, *La Pensée sauvage*, Plon, Paris, 1962.

* Professeur émérite de science politique, auteur d'*Anatomie d'une affaire. Les sondages de l'Élysée*, Lefebvre Dalloz, Courbevoie, 2025.

PRODUIRE L'OPINION. Une enquête sur le travail des sondeurs. – Hugo Touzet

Éditions de l'EHESS, Paris, 2025, 312 pages, 17 euros.

Ils sont une centaine, répartis dans onze instituts. Ils travaillent dans les départements « opinion » et façonnent l'essentiel des enquêtes qui rythment le débat public en France. En immersion dans l'un de ces services, le sociologue Hugo Touzet analyse les conditions de travail des sondeurs, entre tâches répétitives, contraintes économiques et concurrence accrue. Ces entreprises privées, qui n'ont d'institut que le nom, tirent l'essentiel de leurs ressources d'études marketing. Les directeurs des départements « opinion », au sommet de la grille salariale, en sont pourtant la voix et le visage publics. Majoritaires, les chargés d'études perçoivent un salaire relativement faible et naviguent d'un institut à l'autre à la recherche d'une évolution de carrière. L'injonction médiatique à « présenter des chiffres clairs » dans des délais d'enquête toujours plus courts participe à la dégradation de la qualité des sondages. Un éclairage utile sur leurs conditions de production, qui complète les travaux déjà publiés sur leur fonction politico-médiatique et les intérêts économiques qu'ils servent.

JULIEN GROHAR

CINÉMA ET « GILETS JAUNES »

Misère de la fiction

Avec quelques années de retard, le cinéma français s'est saisi du mouvement des « gilets jaunes ». Que faire d'un soulèvement – politique, populaire, et déjà diffracté en milliers d'images proliférantes – longtemps après qu'il est retombé ? Scénaristes et réalisateurs se sont posé la question. Pris dans les routines de l'œil et de la pensée, ils n'ont, hélas, pas trouvé la réponse. Pas encore.

PAR FRANÇOIS BÉGAUDEAU *

Un événement survient. Il a son nom – mouvement des « gilets jaunes », tôt raccourci en « les gilets jaunes » –, son déclencheur – une taxe –, sa revendication fétiche – le référendum d'initiative citoyenne (RIC) –, ses faits d'armes mémorables, ses pics d'espoir et de drame ; il s'étire sur des mois, fatalement s'épuise, ne sera pas de sitôt oublié. Que peut faire le cinéma d'un pareil segment de l'histoire sociale ? Qu'a fait le cinéma, art dit populaire, de ce mouvement éminemment populaire ?

Le département « documentaire » du septième art a été très vite sur le coup. La pauvreté des moyens ni le plombage est aussi gage de légèreté, de réactivité. Dès décembre 2018, Gilles Perret et François Ruffin sillonnent la France insurgée, montent le film dans la foulée, le sortent au printemps 2019 alors que le feu n'est pas encore éteint. Et *J'veux du soleil !* sera suivi de près par des réalisations assez robustes pour sortir en salles (parfois avec succès, comme *Un pays qui se tient sage*, de David Dufresne, en 2020), mais aussi par une myriade de films bricolés in situ, promenés dans le réseau des festivals – cette ZAD(1) du cinéma –, mis en ligne gratuitement à destination de qui veut.

Lestée par son poids économique, la fiction aura été beaucoup plus lente à l'allumage. Une fiction, il faut l'écrire, puis que cet écrit nommé scénario complaise à un financier nommé producteur, lequel part alors en quête d'associés publics ou privés aux côtés desquels démarcher des chaînes de télé et autres Canal Plus, lesquelles exigeront sans faute des retouches qui généreront maintes versions dont la seizième dûment nommée V16 sera validée, puis tournée des années après la première ligne écrite. C'est ainsi qu'à la fiction française il a fallu au mieux trois ans (*La Fracture*, de Catherine Corsini, en 2021) et plus sûrement sept (*Les Braises*, de Thomas Kruithof, et *Dossier 137*, de Dominik Moll, sortis en novembre dernier) pour assimiler les « gilets jaunes ».

Mais la fiction diesel sait se faire pardonner ce structurel retard. Arrivant à la bourre à un repas d'anniversaire, elle ne vient pas les mains vides. Elle a un cadeau de taille, un gros truc en plus : des acteurs, des actrices. Des comédiens et comédiennes sinon aimés du moins connus, produits d'appel mis en lumière sur l'affiche. C'est d'ailleurs à eux, condition non suffisante mais nécessaire d'une viabilité financière, qu'on doit la longueur du processus de production : ce sont eux qu'il a fallu convaincre de signer à renfort de déjeuners onéreux, c'est pour eux qu'il a fallu reformater la V18 puis reporter le tournage en attendant qu'ils finissent une série. Mais cette patience paye : à la sortie de l'usine audiovisuelle, nous avons l'heur de trouver Valeria Bruni Tedeschi et Pio Marmaï au centre de *La Fracture*, Virginie Efira et Arieh Worthalter au cœur des *Braises*, Léa Drucker à l'œuvre dans *Dossier 137*. Du beau linge. Le peuple apprécie. Le peuple aime qu'on le considère en envoyant jusqu'à lui des stars resplendissantes et bankables.

Le peuple n'apprécie pas forcément, en fait. Voyant arriver *Les Braises*, une partie du peuple est même plutôt perplexe quant à la légitimité d'Efira, actrice riche et mainstream, pour incarner Karine, ouvrière provinciale et révoltée. À supposer que ce préjugé aussi discutable que restrictif – seul un prolo peut jouer un prolo, en gros – ait quelque pertinence, le cinéma riche est voué à s'empêtrer dans un syllogisme en forme de quadrature du cercle : il lui faut des acteurs qui en tant que tels sont bourgeois, or les « gilets jaunes » émanent des classes inférieures, donc une fiction crédible sur le mouvement est impossible.

Le visionnage des *Braises* laisse apparaître que pour cette fois le peuple avait tort de se méfier. Il n'y avait aucunement à craindre qu'Efira échoue à se glisser dans la peau d'une ouvrière « gilet jaune », puisqu'elle n'y incarne pas vraiment une ouvrière – sauf trois brèves pastilles à l'usine, avec combi anti-froid et charlotte sur la tête –, ni vraiment une « gilet jaune » – sauf

chez elle dans le vase clos du cinéma du centre, parfaitement dans ses pantoufles au sein de la maison protégée des secousses de l'époque que la fiction majoritaire a bâtie au fil des décennies.

À la fin, c'est même plutôt les camarades « gilets jaunes » de Karine, incarnés par des comédiens de second rang ou par de purs amateurs, qui paraissent déplacés. Paraissent des pièces rapportées. Des faire-valoir, enfoncerait-on le clou, si l'on était aussi cruel que le sort à eux réservé par Kruithof, précédemment réalisateur d'un long-métrage avec Isabelle Huppert (*Les Promesses*, 2022). Le couple central est déstabilisé par un mouvement social comme il l'est, dans d'autres récits standards, par une liaison adultère, un attentat en plein Paris, une maladie incurable, un père toxique. N'importe quoi fait l'affaire.

À l'orée des *Braises*, un montage-séquence raconte en accéléré la plongée de Karine dans le bain insurrectionnel : le premier rassemblement dans la petite ville où elle habite et travaille, la formation de la communauté du rond-point, les automobilistes qui klaxonnent leur soutien, les prises de parole au mégaphone, etc. Ce passage en revue augural a la même fonction que les plans larges de montagne qui ouvrent un marivaudage bourgeois à Courchevel, où une scène de séduction devant un vin chaud précèdera un baiser sur télésiège. Il s'agit de planter le décor.

Le mouvement des « gilets jaunes » est alors une toile de fond. Une variation atmosphérique sur une trame inviolable. Un cachet ? Car il y a un cachet « gilets jaunes », métonymique d'un

sont claires : le récit fictionnel ne fleurit qu'une fois le mouvement figé pour l'éternité dans les clichés de sa geste.

Mais c'est une difficulté encore supérieure que Moll semble tout aussi conscient de devoir résoudre. Avant même que le cinéma documentaire ne prolonge leur effort insurrectionnel, les « gilets jaunes », outillés des technologies disponibles, ont assuré en live leur propre documentation. Et c'est en temps réel aussi que médias en ligne et chaînes d'info ont restitué les grandes journées de manifestation, pressés que d'inexorables affrontements les ponctuent. La fiction arrive non seulement après la bataille, mais fabrique sur le tard des images à destination d'un public déjà assailli d'images, dont certaines indépassables.

On sait que l'ère numérique pose au cinéma une question existentielle : comment rivaliser avec la foison de documents visuels accolés désormais à tout fait d'actualité dans le temps même de sa survenue ? Quelle scène de film peut rivaliser avec celle, offerte au monde par

Un autre récit est possible

Ce bricolage de rattrapage n'est pas seulement artificiel, il est insuffisant. Si habilement couturée soit-elle, la toile de vraies-fausse vidéos amateurs n'aura jamais ni la qualité de présence ni le grain des originales. Les effets de live ne sont pas le live.

La fiction de cinéma a systématiquement échoué à restituer la vibration spécifique d'un événement sportif – *l'Invictus* de Clint Eastwood (2009) occupant une place de choix

un filmeur lambda, de la neutralisation d'un terroriste à Sydney par un héros non moins lambda ?

Comme d'autres, Moll sait que le cinéma, plutôt que de lutter contre cette concurrence déloyale, sera bien avisé de lui emboîter le pas. D'où une première moitié de *Dossier 137* cousue de vidéos authentiques glanées sur les réseaux sociaux, ou de plans tournés par Moll mais singeant le cadrage du smartphone. Depuis le van où ils chantent en chœur du Joe Dassin jusqu'à la rue du 8^e arrondissement où un tir de lanceur de balles de défense (LBD) abat l'un d'eux, en passant par la liesse collective de l'après-midi, la virée parisienne de la famille fictionnelle de « gilets jaunes » partie de Saint-Dizier se raconte en stries postées par l'un ou l'autre de ses membres. Et c'est encore dans le téléphone d'une femme de ménage de l'hôtel Prince de Galles que les scénaristes ont imaginé que l'inspection générale de la police nationale (IGPN) dénicherait l'image permettant d'identifier les fous du Flash-Ball.

aussi l'idiotie de la sidération ; qui semble parler d'elle-même et au fond ne dit rien.

Mais, problème : des dix secondes, l'enquête ne tire que des conclusions attendues, ou un peu courtes. Oui, ce fameux 1^{er} décembre, le pouvoir aux abois a dépêché au cœur du chaos des unités de police absolument pas formées au maintien de l'ordre. Oui, des flics de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) qui n'avaient rien à faire là ont joué aux cow-boys. Oui, le tir de LBD qui a handicapé à vie le jeune homme inoffensif qui traînait au mauvais endroit au mauvais moment est injustifiable. Oui, il est proprement scandaleux que les fautifs démasqués aient été disculpés par leur hiérarchie : il faudrait une IGPN véritablement indépendante ; il faudrait purger la police de ses brebis galeuses ; détester la police est compréhensible mais injuste pour les policiers-qui-font-bien-leur-boulot ; il n'y a pas de violence structurelle, il n'y a que des bavures.

D'un point de vue policier autant que politique, le sympathique centrisme de Moll a vite fait le tour de son dossier. À mi-film, tout est déjà joué. Il ne reste plus qu'à meubler les quarante-cinq minutes restantes avec les bonnes recettes de la fiction à la papa : vie privée de l'enquêtrice – divorce, fils anxieux –, parents de l'enquêtrice, enquêtrice grandie, ô coïncidence, dans la même ville de Haute-Marne que la victime du tir, conflit de loyauté entre la corporation de l'enquêtrice et ses valeurs de justice, visage tiraillé de l'enquêtrice, gros plans sur le visage tiraillé de l'enquêtrice, focus sur la gamme émotionnelle de l'actrice qui incarne l'enquêtrice. Au bout d'un temps, le film n'a plus que Drucker à montrer.

Pourtant, une autre fiction était possible. Un autre récit serait possible. Il pousserait l'enquête jusqu'à l'exploration généalogique. Avancant à reculons comme la fiction sait si bien le faire, l'investigation, remontant le fil beaucoup plus loin que *Dossier 137*, restituerait l'ensemble du processus social, économique, culturel, psychologique, qui produit une tragédie pareille. Forte du temps long où elle est à son meilleur, la fiction mettrait au jour les structures qui fabriquent un flic, fabriquent un flic de la BRI, fabriquent un flic de la BRI avide de casser du manifestant et qui, non content d'en avoir allumé un sans autre raison que sa rage, lui assène un dernier coup de pied avant de le laisser agoniser au milieu d'une rue indifférente. Ce film reste à faire. Avis aux amateurs.

(1) Zone à défendre, terme popularisé par les opposants à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.



BIANCA ARGIMÓN. – « Archéologie moderne », 2020

quelques micro-moments sous la tente plantée au milieu du proverbial rond-point, cigarette roulée au bec et canette à la main. Elle y joue avant tout une mère, comme souvent dans sa filmographie, et avant tout une compagne, comme souvent dans sa filmographie. Karine est moins soufflée par une crise sociale que chahutée par une crise de couple subséquente à son implication chronophage dans le mouvement. L'actrice y remonte, avec la vaillance et le talent qu'on lui connaît, le parcours fléché du drame sentimental à la française : un préambule harmonieux, les premières craquelures dans le tableau bientôt élargies en crevasses résorbées en scènes d'engueulade avec claquement de porte, jusqu'à la séparation – « je vais habiter chez une copine » –, suivie d'une immanquable réconciliation au terme d'un climax où on a craint le pire. Le pire étant non pas une rafle générale de manifestants « jaunes » sous les ordres d'une gouvernance fascisée, mais la rupture définitive entre les deux protagonistes, c'est-à-dire en l'espèce le divorce, puisque la famille demeure l'horizon indépassable de ce cinéma-là.

On ne saurait donc reprocher à l'actrice de n'être pas à sa place dans un tel rôle. Elle est au contraire parfaitement

cachet « France des territoires » très en vogue dans le cinéma français contemporain – ainsi, en 2024, de *La Pampa* d'Antoine Chevrollier, *Vingt Dieux* de Louise Courvoisier ou *Leurs enfants après eux* de Ludovic et Zoran Boukherma –, comme pour sceller à l'écran l'alliance politique en cours entre bourgeoisie citadine de droite et pays profond conservateur.

En somme, les dix premières minutes des *Braises* nous gratifient d'un diaporama des situations emblématiques de la séquence « jaune », l'actrice principale ayant été glissée dans chacune comme on parachuterait un ange au centre d'une friche industrielle. S'opère là une passation de récit comme il y en a de pouvoir : le temps de l'agent collectif de l'histoire est passé, place maintenant à la fiction individuelle, qui arrive toujours après le vif du combat, et c'est ainsi qu'elle semble un ballet de spectres.

Sans doute plus conscient des empêchements intrinsèques de la fiction, Moll radicalise le procédé. Le diaporama qui ouvre *Dossier 137* est littéral : succession de photos vraies prises lors de l'historique manif parisienne du 1^{er} décembre 2018, pendant laquelle survint l'authentique crime policier que le film s'en va disséquer. Les choses

dans la liste de ces ratages.

Le sport ne se vit intensément qu'en direct, et la fiction est en différé. Aussi bien, l'événement politique tire sa force d'écrire l'histoire au présent, quand la fiction ne se conjugue qu'au passé. L'événement politique a lieu, la fiction est l'archive de ce qui a eu lieu (et d'abord sur le tournage). Prétendant capter le premier, la seconde n'arrivera qu'à en servir une version réchauffée. C'est ainsi que les films qui s'obstinent à reconstituer l'ébullition du joli mois de mai 1968 ont tous l'air d'une visite de musée.

La fiction gagne plutôt à assumer sa nature retrospective ; à retourner en force son retard. Il ne s'agit pas de faire revivre le drame, mais de le laisser refroidir pour en saisir la vérité. À défaut de rivaliser avec le pouvoir de fascination des images à chaud de violences policières accessibles en deux clics, Moll s'arrête posément sur les dix secondes fatidiques attrapées par le téléphone anonyme. Renonçant aux braises du présent, son film, c'est écrit dessus, aura la froideur scientifique d'un dossier. Aux côtés de l'enquêtrice de l'IGPN, il se rivaiera longuement aux images du drame pour les faire parler. La fiction reprend la main ; à son tour de combler la lacune fondamentale de l'image brute, qui a la puissance mais

* Écrivain. Auteur de *Désertion*, Verticales, Paris, 2026.

UN ROMANCIER ENTRE DEUX MONDES

Jack London sociologue

C'est en s'inspirant de sa propre vie, celle d'un trimardeur devenu écrivain à succès, que Jack London a composé son roman « Martin Eden » (1909). Trop souvent associé à l'aventure, aux grands espaces et à la vie sauvage, l'écrivain y manifeste un sens aigu du social. Il décrit le phénomène de la migration de classe avec une acuité et une profondeur que les sociologues auraient tort de dédaigner.

PAR GÉRARD MAUGER *

C'EST à bord du *Snark*, le voilier qu'il a fait construire à grands frais, que, de l'été 1907 à février 1908, Jack London (1876-1916), devenu riche et célèbre, écrit *Martin Eden* (1) entre Honolulu et Papeete. Le livre – qui retrace l'ascension sociale improbable d'un jeune marin californien – est généralement perçu comme une autobiographie romancée. En dépit de différences significatives dans leurs trajectoires, London et Martin Eden passent en quelques années de positions économiquement et culturellement dominées dans l'espace social à des positions dominantes : celles d'écrivains riches et consacrés. Francis Lacassin décrit la biographie de London, comme l'« *éclatante réussite d'un fils du peuple* », et Chantal Jaquet voit dans Martin Eden l'« *illustration parfaite* » d'une « *métamorphose* » corporelle et culturelle qui fait d'un individu « *le contraire de ce qu'il était* » (2). Aujourd'hui, Martin Eden et London figurent, en effet, dans le répertoire des figures idéal-typiques de « *transfuges de classe* » : Annie Ernaux, Didier Éribon, Édouard Louis, etc.

Le récit de la migration de classe de Martin Eden, au fil des scènes et des séquences retenues par London, s'apparente, en effet, à celui que pourrait en faire un sociologue : la logique du récit définit l'essentiel et l'accessoire, et l'ordre adopté est presque toujours celui d'une succession de cause à effet qui permet de reconstituer les étapes d'une trajectoire et la conversion des dispositions qu'elles impliquent.

Ainsi, les deux premiers chapitres, qui décrivent minutieusement l'expérience de la collision entre la manière d'être spontanée (soit, en termes sociologiques, l'habitus) d'un jeune homme issu des classes populaires et la maison, les

goûts, les bonnes manières de la famille bourgeoise et cultivée qui l'accueille, les Morse, constituent un véritable document sociologique sur ce genre de situation. Cette expérience de l'inadéquation entre les dispositions d'un individu et la situation sociale dans laquelle il est plongé implique une forme de réflexivité (forcée), et l'objectivation d'un habitus que découvre en cette occasion Martin Eden. Il se rend compte qu'il est gauche, qu'il n'a ni l'œil, ni l'oreille, ni, de façon générale, les goûts, les schèmes de perception et d'appréciation ajustés aux biens symboliques (peinture, poésie, etc.) propres à ce monde. Mais la conscience de sa maladresse et de ses lacunes lui impose plutôt l'effacement que l'exhibition d'un habitus exotique. Martin Eden déjoue ainsi les attentes de ses hôtes, en étant beaucoup moins pittoresque qu'annoncé : « *Il ignorait que son silence donnait un démenti à Arthur Morse, qui la veille leur avait annoncé qu'il allait amener un sauvage à dîner, mais qu'il ne faudrait pas s'en effrayer, parce que ce sauvage les intéresserait sûrement.* » L'attraction (doublée d'intimidation) qu'exerce sur lui le style de vie de la famille Morse, son coup de foudre (très éthéré) pour Ruth, la sœur d'Arthur, qui incarne idéalement « la Culture » à ses yeux, mais aussi l'attirance a priori paradoxale qu'il exerce lui-même sur la jeune femme, sont les ressorts d'un effort méthodique d'acculturation.

La conversion sociale de Martin Eden passe d'abord par la rectification d'un ensemble de pratiques corporelles (cosmétiques et vestimentaires). Ruth le guide également dans une entreprise de correction de son habitus linguistique. La métamorphose se prolonge dans une autodidaxie à marche forcée qui bouleverse ses goûts et ses intérêts.

« Il était devenu un étranger »

AU fil de ce travail méthodique de transformation corporelle et d'accumulation culturelle, les nouvelles dispositions du héros ne se construisent pas ex nihilo, elles s'incorporent à partir des dispositions déjà acquises. La persistance de certaines dispositions réfractaires – ce que Pierre Bourdieu appelle « *effet d'hystérésis* » (3) – explique que l'habitus de Martin Eden comporte des tensions et des contradictions. De l'habitus associé aux conditions de vie d'un marin, il a conservé quelques traits distinctifs : une forme de simplicité qui discrédite toute espèce de prétention ou de suffisance, un matérialisme sceptique, la valorisation de la force physique comme dimension fondamentale de la virilité, la nécessité du travail convertie en vertu, une solidarité pratique qui se manifeste dans sa générosité, un hédonisme réaliste qui s'exprime dans le sens de la réjouissance et de la fête. Toutes caractéristiques propres, selon Bourdieu, au style de vie des classes populaires (4).

L'ambivalente métamorphose de Martin Eden explique le succès foudroyant de sa carrière d'écrivain, dans un état du champ littéraire marqué par l'essor des magazines, l'emprise de l'idéologie du self-made man et la vogue du darwinisme social de Herbert Spencer. Mais elle permet aussi de comprendre sa désillusion à l'égard de Ruth et de la culture bourgeoise ainsi que, en définitive, l'impasse dans

laquelle il se trouve acculé. En dépit de sa conversion, Martin Eden est exaspéré par la « *prétention pompeuse* » qui règne dans le salon des Morse et, intériorisant peu à peu le « sens de la perspective », il en vient à objectiver Ruth et sa classe sociale : « *Les gens supérieurs qu'il rencontrait, loin de continuer à être pour lui des sujets d'admiration, l'ennuyaient. Leur soi-disant supériorité ne l'impressionnait plus.* » Parallèlement, il découvre peu à peu la vision étriquée de son idole, qui, « *conservatrice par nature et par éducation* », tente inlassablement de le persuader d'accepter un emploi dans l'étude de notaire de son père.

Bien qu'à ses yeux la disqualification de la bourgeoisie et la dévaluation de Ruth aient pour corollaire une forme de réhabilitation des classes populaires, Martin Eden découvre également qu'il n'est plus le même et n'appartient plus à son milieu d'origine : la disposition réflexive intériorisée le porte à prendre la mesure de la distance irrévocable qui le sépare désormais des classes populaires. « *Il avait voyagé loin, trop loin pour pouvoir revenir. (...) Tout le désappointait : il était devenu un étranger. De même que la bière lui semblait râpeuse, leur société lui semblait grossière. Il avait trop évolué. Trop de livres ouverts les séparaient. Il avait voyagé si loin au pays de l'intelligence qu'il ne pouvait plus revenir en arrière.* » La perte de toute adhésion spontanée au jeu social (ou *illusio*), qu'il s'agisse d'investissement littéraire ou d'investissement amoureux (« *les choses qui l'enchaînaient jadis, toutes les choses familières tant aimées, le laissaient indifférent* »),



le conduit à chercher un ailleurs, « *ni bourgeois ni prolétaire* », dans les mers du Sud. Mais l'espace social à bord du bateau pour les îles Marquises reproduit en miniature celui qu'il vient de quitter. Martin Eden est « *le grand personnage du bord* », la « *conversation insignifiante des passagers* » – de « *bons bourgeois* » – l'ennuie à mourir, et il ne peut pas davantage retrouver une camaraderie avec les matelots, « *ces brutes aux faces stupides, aux cerveaux de ruminants* ». Ce constat – qu'impose la « *vie consciente* » selon Martin Eden – provoque « *une souffrance, une intolérable souffrance* ». Pour y mettre un terme, le héros choisit le suicide.

La plupart des récits de migration de classe mettent en évidence cette double distance par rapport à la classe d'origine et la classe de destination, et la difficulté structurale qu'il y a à occuper ce genre de position. Force est néanmoins de constater que la sociologie « dans » le roman, qui résulte du travail de London écrivain de fiction, ne se confond pas avec la vision du monde, issue d'un bricolage « *spencero-marxiste* », qu'il revendiquait. Selon Andrew Sinclair, London « *croyait à un socialisme évolutionniste et révolutionnaire à la fois* » (5). Pour autant, comme le note Philippe Jaworski, « *ses théories sont en dissonance [sinon avec la totalité de ses écrits, du moins avec Martin Eden] et ce qui intrigue, déconcerte n'est pas tant son discours (...) que sa capacité à s'éloigner, dans l'écriture, de ce qu'il croit être et penser, au point de paraître souvent comme étranger à lui-même* » (6). Reste alors à expliquer cet écart, et les rapports entre la sociologie dont se réclame l'auteur et celle qu'il met en œuvre dans son travail romanesque.

Tout se passe comme s'il y avait dans *Martin Eden* un point de vue autonome, qui échappe au romancier : une sociologie qu'on peut dire inconsciente, mais qu'on peut mettre en évidence. La forme romanesque décrit divers mondes sociaux dont la confrontation définit la trame du roman et le cours de la biographie de Martin Eden. La description de la mentalité propre à ces milieux est incarnée dans des personnages, donnant ainsi à percevoir, plus directement peut-être que la sociologie, le fonctionnement social qu'il s'agit de dévoiler. La description incarnée de ces mondes et des rapports qui se nouent entre eux au fil des interactions fait appel à l'expérience qu'a pu faire London de ce genre de personnages et de situations ou, plus précisément, à la mémoire qu'il en a conservée et à sa capacité d'en faire un récit. Or ces histoires doivent autant, sinon plus, aux schèmes de

perception et d'appréciation qui organisent sa « *sociologie spontanée* » qu'au « *prêt-à-penser* » de l'idéologie dominante (le darwinisme social de Spencer) ou à la critique socialiste dont l'écrivain s'est emparé à sa manière. Quant au bricolage idéologique que professe explicitement London, il s'affirme dans le roman à thèse (anti-individualiste) qu'il revendique, et dans les diatribes de Martin Eden chez les Morse ou à l'occasion de réunions socialistes. C'est dire que la consécration internationale accordée à *Martin Eden* (le roman) doit sans doute plus à sa sociologie implicite qu'à la philosophie de la vie explicitement professée par London. De sorte que la lecture proposée de cette œuvre invite à s'interroger plus généralement sur la sociologie « dans » la littérature.

En dehors même de toute pratique d'enquête, on peut considérer que, de façon générale, les œuvres littéraires portent la trace des expériences sociales de leurs auteurs, ou plutôt de la mémoire qu'ils en ont conservée, et de leur point de vue sur le monde social (fondateur de ce qu'on appelle, en matière littéraire, l'expression personnelle ou l'originalité). Si éloignée que soit son œuvre du roman réaliste, Claude Simon considérerait ainsi que,

« depuis L'Herbe, tous ses romans étaient à base de son vécu », ancrés dans « *un fonds biographique et familial* » (7). En ce qui concerne London, Philippe Jaworski, dans sa préface aux œuvres parues dans la « Bibliothèque de la Pléiade », cite ce jugement d'Alfred Kazin : « *La meilleure histoire que Jack London ait jamais écrite est l'histoire qu'il a vécue.* »

Reste à savoir si, inversement, les personnages, les situations, les interactions, les destins inventés à des fins littéraires peuvent être utilisés par la sociologie à des fins scientifiques. En fait, ni le texte littéraire ni les propos des enquêtés recueillis par le sociologue ne donnent accès à « la vérité » (même si les uns et les autres cherchent à l'atteindre). De ce point de vue, il n'y a pas de différence de nature entre les documents issus de la (bonne) littérature et ceux que produit l'enquête : l'entretien ou la réponse à un questionnaire ne sont pas plus que le texte littéraire un miroir où se refléterait le réel. L'usage scientifique des uns et des autres passe par l'analyse des conditions de production de ces données. C'est dire que la littérature livre au moins des matériaux (sinon des interprétations) pour l'étude de situations, de personnages, d'expériences, d'histoires, d'intrigues, de problèmes, dont les sciences sociales s'efforcent de rendre compte. D'où la possibilité d'un recours proprement sociologique à la littérature : le sociologue peut y découvrir des matériaux plus ou moins riches pour l'étude qu'il mène (comme celle de la migration de classe), et une sociologie implicite ou explicite plus ou moins pertinente de l'objet étudié. Mais il peut également montrer les lacunes de ces matériaux littéraires au regard des questions posées, ou pointer des erreurs d'interprétation compte tenu des matériaux présentés et des connaissances sociologiques disponibles.

Dans le cas de *Martin Eden*, il ne s'agit pas tant de découvrir la théorie de la migration de classe de London (laquelle s'apparente à l'idéologie du self-made-man) que d'utiliser les matériaux qu'il livre à des fins de compréhension sociologique de ce genre de trajectoires, de leurs ressorts, des effets qu'elles provoquent, des issues qu'elles ouvrent, ménagent ou ferment.

- (1) Jack London, *Martin Eden*, 10/18, Paris, 1983.
- (2) Chantal Jaquet, *Les Transclasses ou la non-reproduction*, PUF, Paris, 2014.
- (3) Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Seuil, Paris, 1997.
- (4) Pierre Bourdieu, *La Distinction*, Éditions de Minuit, Paris, 1979.
- (5) Andrew Sinclair, *Jack London*, Belfond, Paris, 1979.
- (6) Philippe Jaworski, « Préface », dans Jack London, *Romans, récits et nouvelles, I et II*, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », Paris, 2016.
- (7) Alastair B. Duncan, « Introduction », dans Claude Simon, *Œuvres II*, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 2013.

* Sociologue, directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), auteur de *Martin Eden* et *Jack London. Figures de la migration de classe*, à paraître en 2026 aux éditions Le Bord de l'eau.

La géopolitique pour les acteurs et les décideurs de demain

L'école de géopolitique appliquée du think tank

DIPLOMES DE NIVEAU BAC+4 ET BAC+5 EN PRÉSENTIEL ET À DISTANCE
Reconnus par l'État

Titre Analyste en stratégie internationale

- Géopolitique et prospective
- Défense et sécurité
- Risques géoéconomiques et intelligence stratégique
- Géopolitique des mondes agricoles et sécurité alimentaire

Titre Manager de programmes internationaux – Humanitaire et Développement

- Opérations et stratégie
- Plaidoyer et communication d'influence

PORTES OUVERTES SAMEDI 14 MARS

OUVERTURE DES CANDIDATURES LUNDI 16 MARS

SESSION D'INFOS EN LIGNE MARDI 17 MARS

PLUS D'INFOS
iris-sup.org

IRIS SUP, L'ÉCOLE DE L'IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
Établissement d'enseignement technique supérieur privé
enregistré auprès du rectorat de Paris
2 bis, rue Marcœur - 75011 PARIS - FRANCE



AMÉRIQUES	PROCHE-ORIENT	ASIE
GUYANE SPATIALE, CARNAVALE, DÉCOLONIALE. – Nolywé Delannon <i>Mémoire d'encrier, Montréal, 2025, 174 pages, 20 euros.</i> C'est une sorte de retour au pays natal que propose Nolywé Delannon, Guyanaise installée au Québec et issue d'une célèbre famille de militants. Cet essai captivé tant par sa verve poétique et sa forme hybride – à mi-chemin entre l'étude académique et le pamphlet – que par son horizon politique, pour ne pas dire programmatique. Voici, écrit-elle, ce que sa terre ne doit pas devenir : cette Guyane spatiale qui voit des fusées décoller mais ne peut pas compter sur une géolocalisation fiable ou sur des services publics dignes de ce nom. Ce destin particulier, décidé à Paris, a certes valorisé l'image de ce territoire qui fut longtemps synonyme de baigne, mais il demeure « extérieur », comme si la Guyane était condamnée « à n'être définie que par des gens de passage ». Surtout, il tait l'essentiel : la violence coloniale, la militarisation, la dépossession, l'assimilation... Et voici, continue Delannon, ce que la Guyane doit faire pour y échapper : assumer ce qu'elle est, une terre aux identités multiples, une terre « <i>carnavale</i> », adjectif qu'elle précise en évoquant « l'acte d'être ensemble et d'entrer en relation dans un moment ritualisé de liberté ». RÉMI CARAYOL	IRAQ. La mise en pièces d'une nation. – Shathil Nawaf Taqa <i>Arcades Ambo, Nice, 2025, 184 pages, 24 euros.</i> L'invasion américaine de 2003 est parvenue à imposer l'idée selon laquelle l'Irak n'aurait jamais été un « vrai » pays, mais une construction artificielle récente. Dans cet essai incisif, l'auteur, docteur en droit, rappelle son histoire et déplore une société devenue captive de récits importés qui légitiment sa division. Chaque parti religieux ou ethnique se consacre aux seuls intérêts de sa communauté. Les droits fondamentaux sont sacrifiés sur l'autel de cette confessionnalisation. Ce sectarisme s'est traduit par une recomposition violente de l'espace urbain, réparti en fiefs. Même si, en 2019, la jeunesse irakienne s'est révoltée, sans succès, contre le communautarisme et la corruption, l'expérience de <i>nation building</i> fomentée par les néoconservateurs de Washington et Londres, bâtie sur des mensonges (les « armes de destruction massive ») et dont le bilan est évalué à un demi-million de morts, aura eu pour effet non pas de consolider l'idéal démocratique et les droits humains, mais au contraire de nourrir la réaction identitaire du « Sud global » contre les prétentions occidentales. CÉDRIC GOUVERNEUR GAZA, QUEL AVENIR ? – Laetitia Bucaille <i>Stock, Paris, 2025, 312 pages, 20,50 euros.</i> Replaçant les attaques meurtrières menées par le Hamas et d'autres groupes armés le 7 octobre 2023 dans le contexte de la fin brutale de la « <i>fiction d'un statu quo acceptable et maîtrisé en Israël et dans les territoires occupés</i> », la sociologue Laetitia Bucaille interroge les perspectives d'avenir de la bande de Gaza et, plus largement, de la création d'un État palestinien. Elle confronte les modèles de gouvernement possibles à Gaza (du « <i>simple comité technique</i> » à une « <i>direction politique émanant des principaux mouvements palestiniens</i> ») ainsi que les issues politiques au conflit envisagées jusque-là – la solution à deux États, celle à un État et celle consistant en une sorte de confédération – avec la « <i>destruction systématique</i> » menée par l'armée israélienne dans la bande côtière. Elle montre comment la viabilité en est remise en question (contrôle et expulsion des Palestiniens, politique de colonisation, pollution des sols et des nappes phréatiques) par Israël, dont une partie de la population conserve la conviction de mener une « <i>guerre existentielle</i> ». NICOLAS APPELT	LES OCCUPANTS. Les Américains au Japon après la seconde guerre mondiale. – Michael Lucken <i>La Découverte, Paris, 2025, 336 pages, 22 euros.</i> L'occupation américaine du Japon a parfois été présentée comme une réussite, voire un modèle. L'historien Michael Lucken, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), montre les limites de cette assertion. Il dresse un état des lieux très documenté de cette période (1945-1952), qui permet de comprendre les racines de l'influence américaine dans l'archipel. La partie la plus intéressante est certainement celle qui concerne la « démocratisation » des esprits à laquelle prétend œuvrer l'occupant. L'auteur décrit plutôt une entreprise de « réorientation idéologique » du pays, au service de Washington. Ses travaux rejoignent ainsi ceux de l'historien John Dower, qui avaient montré que l'ensemble relevait du néocolonialisme. Lucken souligne également que les politiques mises alors en place ont été poursuivies au-delà de 1952. Toutefois, précise-t-il, après cette date, on observe une forme de désengagement des services fédéraux américains au profit des entreprises et des fondations privées. ÉMILIE GUYONNET CONFUCIANISME, LA VOIE CORÉENNE. – Isabelle Sancho <i>Atelier des Cahiers, Paris, 2025, 250 pages, 22 euros.</i> La pensée confucéenne, rattachée au personnage historique de Kong Qiu (551-479 av. J.-C.), a marqué l'histoire chinoise. Le néoconfucianisme, qui, s'inspirant du taoïsme et du bouddhisme, s'impose au XI^e siècle en Chine, irrigue à son tour la société coréenne sous la très longue dynastie des Yi (1392-1910). C'est cette branche spécifique que présente ici Isabelle Sancho, directrice du Centre de recherches sur la Corée. Le modèle confucéen, fondé sur les rites, l'éducation, les belles-lettres, s'y aggrave au projet d'un royaume en quête constante de légitimité. Il puise également dans les récits mythiques d'ancêtres tels que Kija, qui aurait apporté une « voie coréenne de civilisation ». La lecture de cet essai n'éclaire toutefois pas toujours ce qui relève de la pensée confucéenne et ce qui découle de considérations historiques. Ainsi, par exemple, des modèles d'équité fiscale plébiscités par les grands réformateurs, du XIV^e au XVIII^e siècle : inspirations confucéennes ou innovations coréennes ? Cette synthèse très dense n'en demeure pas moins précieuse pour comprendre un héritage encore prégnant dans les deux Corées. DAVID HECK STRUGGLE, REFORM, BOOM AND BUST. An Economic History of Papua New Guinea Since Independence. – Stephen Howes, Martin Davies, Rohan Fox, Maholopa Laveil, Manoj K. Pandey, Kelly Samof et Dek Joe Sum <i>Australian National University Press, Canberra, 2025, 416 pages, 45 euros, également disponible en libre accès.</i> Cette histoire économique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée depuis son indépendance en 1975 éclaire les causes sous-jacentes du montant décevant des revenus fiscaux collectés par l'État auprès des entreprises du secteur extractif – pétrole, gaz, or, argent, nickel ou cobalt. En cause, tout d'abord, la politique de décentralisation qui répartit ces recettes entre les gouvernements central et provinciaux d'une part et les propriétaires terriens d'autre part, ce qui dilue la capacité d'investissement de l'État et alimente autant le clientélisme que les conflits. Mais joue également un rôle l'allègement de la fiscalité au cours des années 1990, alors même que les exportations en or et en pétrole bondissaient. Aujourd'hui, le pouvoir vise à donner naissance à des « champions nationaux » capables de conduire de nouveaux grands projets d'extraction. Mais le pragmatisme politique, la fragilité des institutions et l'éparpillement des investissements ne semblent pas concourir à appuyer cette stratégie. MARIE BEYER
EUROPE	MUSIQUE	
CONNAISSANCES FRANÇAISES DE LA RUSSIE. – Vincent A. Lépinay et Estelle Lezean <i>Presses de Sciences Po, Paris, 2025, 588 pages, 36 euros.</i> C'est à compter de la défaite française de 1870 que l'Empire russe puis l'URSS sont devenus dans l'Hexagone un sujet d'étude, qui n'a cessé de se transformer et a intéressé, bien au-delà des universitaires, les hommes politiques, les diplomates et les journalistes, ce qui a contribué à en modeler une image diversifiée. Les auteurs, enseignants et chercheurs, décrivent comment cette masse de savoirs s'est développée à partir de disciplines littéraires, linguistiques, artistiques, politiques et diplomatiques pour ensuite s'étendre à l'économie, aux sciences sociales, etc. À l'aide de l'analyse de l'œuvre des plus importants passeurs, ils illustrent la façon dont s'est déroulé l'échange entre les deux pays. Un dialogue qui a été entretenu par des liens politiques ou idéologiques, ou au travers de grands établissements, comme l'École nationale des langues orientales vivantes (Enlöv), la Sorbonne ou l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et son séminaire franco-russe. L'invasion de l'Ukraine est venue perturber cet ensemble. Mais convient-il, comme l'affirment les auteurs, d'en repenser les fondements ? EUGÈNE BERG ISTANBUL À L'HEURE SYRIENNE (2012-2024). – Jean-François Pérouse <i>Presses de l'Inalco, Paris, 2025, 214 pages, 18 euros.</i> L'absence, dans l'étude des migrations, d'une somme sur le quasi-million de Syriens installés à Istanbul depuis le début de la guerre civile en 2011 se trouve comblée par cet ouvrage. Celui-ci vient surtout démentir l'hypothèse d'une « communauté syrienne » cohérente et qui y serait organisée. Il insiste sur le caractère improvisé de la première vague, et postule que l'accroissement du nombre d'arrivants à partir de 2016 les rend encore moins visibles, car dispersés. Dès lors, la seule unité qui resterait aux Syriens viendrait de leur instrumentalisation par les autorités, qui font alternativement d'eux des « <i>frères en islam</i> » et des « <i>autres</i> », objets de méfiance. Ainsi s'éloigne l'idée d'un flux sous contrôle du régime turc, tandis qu'apparaît la nature incantatoire des menaces de M. Recep Tayyip Erdoğan quant à l'envoi vers l'Europe occidentale de « ses réfugiés ». Cette chronique s'achève avec la chute de la dynastie Assad, qui, sans déclencher une vague de retour, positionne la Turquie comme « parrain » du régime naissant. MARIUS HEINISCH	CARTE DE SÉJOUR. Un groupe rock dans la « douce France » des années 1980. – Philippe Hanus <i>Le Mot et le Reste, Marseille, 2025, 312 pages, 24 euros.</i> Créé en 1980 par Mohammed et Mokhtar Amini dans la banlieue lyonnaise, le groupe Carte de séjour a en une période très brève transformé le rock français. L'historien et anthropologue Philippe Hanus ne s'est pas contenté de se plonger dans les archives, il est également allé à la rencontre de deux anciens membres de la formation, reconstituant ainsi ce qui fut une véritable aventure collective, que la personnalité du chanteur Rachid Taha et sa carrière internationale en solo ont quelque peu éclipsée. Si la composition du groupe était métissée, les inspirations musicales et esthétiques l'étaient tout autant, qui donnèrent naissance à l'<i>arab rock</i>, fusion de punk, de funk, de chaabi ou encore de flamenco, qu'accompagnait une langue propre au groupe, la <i>rhorho</i>, issue de la <i>darja</i>, parler populaire du Maghreb et combinée au français, à l'argot lyonnais et à l'anglais. Carte de séjour bénéficia de l'essor des radios libres, des fanzines et des petites salles de concert, et participa aux principales mobilisations politiques et sociales de l'époque, dont la fameuse Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983. CARLOS PARDO	
	CINÉMA	

MAGHREB
MÉDIAS TUNISIENS. Le long chemin de l'émancipation (1956-2023). – Mohamed Larbi Chouikha <i>Nirvana, Tunis, 2024, 318 pages, 35 euros.</i> « <i>Sommes-nous arrivés à la fin de la transition démocratique pour renouer avec les pratiques autoritaires ?</i> », interroge Mohamed Larbi Chouikha, ex-professeur à l'Institut de presse et des sciences de l'information de Tunisie. Fort d'une approche critique et sourcée, il revient tant sur l'étatisation de l'information sous la présidence de Habib Bourguiba que sur la cyberdissidence des années 2000. L'accès à Internet, Facebook en particulier, permet de contourner la censure et favorise, avec la rencontre de plusieurs générations de militants, la chute de Zine El-Abidine Ben Ali. Après 2011, la liberté d'expression a été le principal acquis de la révolution, mais l'absence de réformes en profondeur, la faiblesse des autorités indépendantes, la bipolarisation de la scène publique (« islamistes »/« sécularistes ») ainsi que l'intrusion d'hommes d'affaires dans les médias ont mené à « <i>désenchantement</i> ». Dans le sillage de son « <i>coup de force</i> » de 2021, le président Kais Saïed réprime tous azimuts, avec son décret-loi n° 2022-54 utilisé contre la liberté d'opinion. LÉONARD SOMPRAIRC

LITTÉRATURES

Héritage
cherche héritiers

Bréviaire des anonymes
de Lyonel Trouillot

Actes Sud, Arles, 2026,
192 pages, 19 euros.

Les silencieuses font beaucoup de bruit, ces derniers mois, dans la littérature haïtienne, et c'est tant mieux. À l'automne dernier, dans *Pas-sagères de nuit* (Sabine Wespieser), couronné par l'Académie française, Yanick Lahens donnait la parole à deux femmes nées au XIX^e siècle, toutes deux descendantes d'esclaves : l'une « *silencieuse* », l'autre « *nimbée de secrets et de mystères* ». C'est aujourd'hui Lyonel Trouillot, autre grande figure des lettres haïtiennes, qui donne voix à des ombres. Dans un *Bréviaire des anonymes* qui, comme nombre de ses livres depuis plus de trente ans, est aussi bref que dense, et frappant (1).

On ne le saura qu'à travers quelques menus détails, mais c'est bien à Haïti que l'histoire prend place. Trouillot a suffisamment de puissance d'évocation pour ne pas avoir à le claironner, et de façon tout aussi évidente sa composition vaut pour tous les endroits et tous les damnés de la terre. Le narrateur, orphelin, a été élevé par un oncle qui a gravi les échelons de la réussite politique : député, sénateur, conseiller spécial, ambassadeur plénipotentiaire, secrétaire d'État et enfin ministre. Et il attend (ou prépare) la suite. Dans l'immédiat, il a éloigné son neveu de la capitale, en le faisant embaucher comme « *évaluateur itinérant des biens culturels* » dans un petit village côtier, quasiment abandonné. Sa mission : dresser l'inventaire d'une bibliothèque léguée à l'État par un homme parti on ne sait où. Parmi les ouvrages : *Commentaires sur la guerre des Gaules* par Jules César, *Histoire de ma vie* de Casanova, les écrits de Winston Churchill et autres biographies de « grands hommes » ; il faut répertorier. Le jeune homme écrit à son oncle pour le tenir au courant du contenu de ce legs. Il n'a pour rares pauses que quelques verres au seul bar encore ouvert, tenu par le proluxe Macho. La chaleur qui règne rend fou. Ou à tout le moins songeur. Des ombres semblent visiter l'esprit de celui qui dépoussière les livres des illustres, des voix entrent par effraction dans sa tête. Elles sont le passé du village, du pays, elles ont été sacrifiées, elles resurgissent, désormais inoubliables, comme celle de Manie, la petite fille bossue, maudite par les siens qui voyaient le diable dans sa bosse, et lui donnaient des coups dans le dos à défaut d'avoir les moyens de frapper le pouvoir de face. Tout un monde d'anonymes, de vaincus, de possédés revient, ceux qui iraient tour à tour former une secte, gagner une révolte, souffrir dans leur chair de la répression.

Au fil de ses chapitres, courts et saisissants, le *Bréviaire* devient une caisse de résonance pour des oubliés qui, s'ils ne sont plus de ce monde, ne veulent pas que leurs âmes soient effacées. Avec eux, Trouillot brosse au grattoir le portrait d'une société qui cède aux clans, aux groupes évangéliques, soumise à l'impermanence de l'État et à la permanence de grandes crises. On retrouve sa verve, tantôt magique, tantôt tragique, provocante ou chatoyante, qui fait vivre cette interrogation : « *Quels anges se soulèvent pour laisser la folie entrer dans nos miroirs ?* » Trouillot – qui répondait à qui lui demandait (*Le Monde*, 19 mai 2024) s'il était « *toujours communiste* » : « *Comment ne pas l'être ? Sans adhésion à un parti* » – entend écrire non « *des livres de la défaite* » mais « *des livres de la difficulté* ». Il accomplit ici véritablement, et c'est rare, un acte de littérature politique.

HUBERT ARTUS.

(1) Tous les romans de Lyonel Trouillot à partir de 2000 sont publiés aux éditions Actes Sud. Pour son œuvre poétique, lire notamment *C'est avec mains qu'on fait chansons*, Le Temps des cerises, Montreuil, 2015.

Un irrégulier en liberté

son œuvre, cousine du style de Jacques Tati mais ancrée dans un hédonisme plus franc, moins puritain et plus éthylique. Tout comme Barnett quelques années plus tôt, Iosseliani conditionnait le devenir amical de sa rencontre avec Eisenschitz à une épreuve initiatique, destinée à vérifier s'il savait boire. Celui-ci l'affronta victorieusement, ce que rappelle sa prestation dans *Les Favoris de la lune* (1984).

En France aussi, il détonne. Il ne se soumet pas à ce que l'on attend, ici ou là, du cinéma : « *C'est un truc d'enfants, d'avoir inventé de reconstituer des histoires qui n'existent pas.* » Ses films, narratifs à profusion, laissent parfois perplexes quant à leur fil conducteur, mais ce qui importe, c'est que tout y est à hauteur d'homme. Les conflits devraient se résoudre dans le tintement des verres ; un pessimisme lucide appelle à ne jamais dilapider le trésor de l'instant présent. Dans ce monde règne sans cesse la possibilité heureuse de la rencontre avec les autres. Fraternisation célébrée à chaque fois qu'elle est finalement possible – mais elle ne l'est pas toujours : elle est un moment de fête à l'abri des puis-

sants, qui ont les leurs... La circulation des objets, à travers l'espace et le temps, la coïncidence du passage de l'un des personnages à quelques pas du précédent qu'il ne connaît pas, c'est là ce qui fait le lien entre tous ceux qu'ainsi nous côtoyons dans des fragments de leurs trajectoires. D'où une galerie de portraits, animée par un regard d'une ironie tendrement cruelle, plus attentif aux rapports entre les individus qu'à leur psychologie. Il nous est enfin donné d'aborder cette œuvre aussi discrètement désespérée (« *À côté de ce qui nous attend, les visions d'Orwell sont celles d'un bébé* ») qu'utopiste (voir son film *Et la lumière fut*, 1989) dans une édition intégrale exemplaire et accompagnée d'un livre donnant largement la parole au cinéaste (3).

DAVID FAROULT.

(1) Cf. Bernard Eisenschitz, *Boris Vassilievitch Barnett*, Les Éditions de l'Écil, Montreuil, 2024, 448 pages, 40 euros.
(2) Bernard Eisenschitz, *Un merle chanteur. Amitié avec Otar Iosseliani*, Les Éditions de l'Écil, 2024, 64 pages, 12 euros.
(3) Coffret Intégrale Otar Iosseliani (vingt et un films), Carlotta Films, neuf Blu-ray et un livre de 220 pages, 2024, 100 euros.



DU MONDE

Habitants des ténèbres

Le Loup de la famille
de Souhaib Ayoub

Traduit de l'arabe (Liban) par Stéphanie Dujols,
Sindbad - Actes Sud, Paris-Arles,
2025, 192 pages, 21,80 euros.

ENTRE Liban et Syrie, entre la côte méditerranéenne et l'arrière-pays, des Bédouins et des Gitans nomadisent. Un fleuve, le Nahr Al-Kabir, dessiné par l'auteur sur une carte au début du livre, est censé tracer au nord la frontière, mais elle est bien poreuse. Non loin, Tripoli. Dans son deuxième roman, qui s'étend de 1965 à 2013, mais en une chronologie peu linéaire, Souhaib Ayoub évoque une famille bédouine sur plusieurs générations, brouille toutes sortes de frontières, y compris entre les genres, et livre, par bribes, quelques vérités romanesques sur les dynamiques des guerres internes du Liban et de son histoire contemporaine. On pourrait croire, si on s'en tenait à un résumé de quelques événements saillants, à une chronique de faits divers. Car il y a bien des crimes et des mystères : à Tripoli, des femmes disparaissent. Les locataires d'un immeuble découvrent le cadavre décomposé d'un voisin. Une odeur terrifiante envahit les ruelles de la ville. Hassan Al-Sabe' assassine sa grand-mère, peut-être pour venger l'aïeul qui habite ses rêves. Mais *Le Loup de la famille* est loin d'être réductible à un polar. Le souffle singulier qu'il donne à la langue arabe, magnifiquement rendu par la traduction de Stéphanie Dujols, la puissance de la méditation paradoxale sur la joie et la peur qu'il déploie, naviguant entre pulsion de mort et élan vital, perturbant la séparation entre rêve et réel, lui donnent une beauté qui trouble.

Vies empêchées, vies émancipées : en une grande galerie de portraits, à la première ou à la troisième personne, les personnages se racontent, comme *Dolce Vita*, la femme trans, qui défie les miliciens lors de la guerre civile. Mais c'est Hassan qui domine la narration. « *Les enfants du quartier se moquaient de moi, ils m'appelaient la "canne à sucre". Je détestais mon corps et cette maigreur qui faisait de moi une guenille exposée à toutes les menaces. Cependant, je n'avais peur de rien, même pas*



de leurs coups cuisants. » Trop différent, trop particulier, mis à l'écart par tous, celui qui est considéré comme « *le loup de la famille* » s'éloigne des hauteurs de la ville. « *J'allais vers la mer pour fuir ce relent morbide qui infestait notre immeuble, la dureté des pierres, la puanteur des égouts qui se déversaient dans nos quartiers miséreux.* » Depuis les « *îles du palmier* », il va considérer, avec une ironie ravageuse, le délabrement de son quotidien et, en compagnie de Hamzé, son unique ami, il se promène, il découvre, il parcourt les distances d'un pas léger, erre près du port et tisse des liens avec les pêcheurs aux « *gros doigts entaillés par leurs filets* ». Dans le dépouillement de cette existence, il perçoit, et c'est affolant, les voix des ancêtres qui ont déferlé depuis les steppes, ainsi que les paroles du démon de son aïeul syrien...

Meurtres, noyades. Mais aussi éclats de rire et appétit d'ogre pour la cuisine levantine : malgré tout, on ne perd jamais espoir avec les personnages du *Loup de la famille* – d'ailleurs, il en est qui ressuscitent après une mort atroce. Souhaib Ayoub réussit dans cette évocation hallucinatoire où passent esprits et monstres à faire vivre en clair-obscur la grande histoire de sa ville et sa marginalisation actuelle, en une fantasmagorie absorbante, sans jamais verser dans l'essentialisme ni le misérabilisme.

FARIS LOUNIS.

SOCIÉTÉ

UN TAYLORISME AUGMENTÉ. Critique de l'intelligence artificielle. – Juan Sebastián Carbonell

Éditions Amsterdam, Paris,
2025, 192 pages, 13 euros.

Enfin un livre de critique de l'intelligence artificielle (IA) qui ne parle pas de révolution cognitive ni de chômage technologique de masse... mais de transformation technologique du travail. Sans céder à l'alarmisme ni à la « hype », l'auteur reprend les analyses du sociologue marxiste Harry Braverman (1920-1976) sur le contrôle de l'organisation du travail pour élaborer l'hypothèse d'un « taylorisme augmenté ». L'IA intensifie les dynamiques de parcellisation du travail, privant les métiers de leur part créative, en faveur de tâches déqualifiées et moins coûteuses, y compris dans les professions intellectuelles et artistiques jusqu'ici épargnées. Plutôt que de formuler des prescriptions « éthiques » ou de régulation qui confortent le développement des technologies et de leur marché, Juan Sebastián Carbonell recentre la réflexion sur les rapports de pouvoir : « *qui décide quelle technologie déployer, et pour quoi faire ?* » Il ouvre enfin un questionnaire technocritique : peut-on s'approprier l'IA à des fins émancipatrices ? Sans le clore, un tel texte saura nourrir le débat politique et syndical.

MAUD BARRET BERTELLONI

LETTRES POUR UN AVORTEMENT ILLÉGAL, 1971-1974. – Choisir la cause des femmes

Libertalia, Montreuil,
2025, 224 pages, 18 euros.

Cinquante ans après la loi Veil autorisant l'interruption volontaire de grossesse (IVG), l'association Choisir la cause des femmes présente quarante-sept lettres écrites alors que l'avortement était encore illégal. Rédigées entre 1971 et 1974 par des femmes de milieu modeste, elles expriment la détresse de celles qui n'ont aucun moyen d'interrompre une grossesse non désirée. Elles s'adressent au professeur Paul Milliez, catholique pratiquant, célèbre pour avoir témoigné pour la défense lors du second procès de Bobigny, que l'avocate Gisèle Halimi a transformé en réquisitoire contre la répression de l'avortement. Retranscrits et anonymisés, les courriers sont accompagnés de reproductions partielles qui montrent la graphie de chaque correspondante. Un cahier central en couleur, réalisé par Camille Bourdon, met en valeur la matérialité des documents. En diffusant ces lettres avant de les déposer au Centre des archives du féminisme, l'association présidée par Violaine Lucas prolonge le geste militant de Milliez, qui les a soigneusement conservées avant de les confier à Gisèle Halimi.

CLARA WILHELM

IDÉES

SORTIR DE TERRE. Une philosophie du végétal. – Seloua Luste Boulbina

Jimsaan-Zulma, Dakar-Paris,
2025, 176 pages, 17,50 euros.

D'après *Le Gardeur de troupeaux* de Fernando Pessoa, on ne doit pas demander de la salade « *négligemment* », mais avec déférence, car cela revient à demander la « *fraîcheur* » et les « *prémices* » de la « *Terre-Mère* ». La philosophe Seloua Luste Boulbina, théoricienne de la décolonisation, s'inspire de cette démarche, qu'elle retrouve dans le rapport kanak à l'igname, à la fois objet de consommation et objet de culte, ce qui a pour effet de maintenir une culture de la sobriété, contrairement à ce qui se passe en Martinique avec le commerce de la banane. S'inscrivant dans le sillage de Gilles Deleuze et Félix Guattari, elle met en relation des pensées et des modes de vie célébrant la nature vivante et rhizomique, aux antipodes du monde marchand, qui célèbre et classe les natures mortes. Alors que le légume « *ne donne pas lieu au respect et à la considération* », contrairement à l'animal, Seloua Luste Boulbina entreprend de susciter le désir de retourner à ce qui serait l'essence végétale des civilisations humaines. L'ouvrage, joliment illustré, se veut une « *forme de décolonisation de la philosophie* ».

ALI CHIBANI

PENSER L'ESPOIR EN DES TEMPS DÉSESPÉRÉS. – John Holloway

Libertalia, Montreuil,
2025, 514 pages, 13 euros.

Après avoir démontré le « *besoin urgent de dépasser "l'illusion de l'État"* » dans *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, et la nécessité de penser la révolution par la multiplication et la convergence des brèches dans *Crack Capitalism*, le sociologue et philosophe irlandais John Holloway analyse et défend l'espoir comme débordement anti-identitaire, refus de la résignation « *à la dynamique totalisante qu'est l'argent* ». Il rejoint Walter Benjamin en invitant « *à tirer le frein d'urgence* » et entend renverser le discours victimaire. Il décrit la domination du capital en perpétuelle adaptation face aux attaques émancipatrices. Ainsi les endettements démesurés et les recours au « *capital fictif* » servent-ils avant tout à repousser la crise et contenir la colère de la plèbe.

En insistant sur cette fragilité, Holloway espère briser le « *tabou de l'impossibilité* », celui de l'« *abolition du règne de l'argent* ». Particulièrement inspiré par Ernst Bloch et un Karl Marx non orthodoxe, il décrit minutieusement le « *mouvement dans-contre-et-au-delà du capital* », apte à ramener l'« *espoir en des temps désespérés* ». Cette édition en poche est bienvenue.

E. L.

BATAILLES POUR LA VÉRITÉ. Complotisme, effondrisme et autres discours alternatifs. – Sous la direction d'Antoine Aubert, Thibaud Boncourt et Arnaud Saint-Martin

Éditions de la Sorbonne, Paris,
2025, 296 pages, 25 euros.

Sociologues et politistes se sont engagés dans une vaste recherche sur les divers types de remise en cause de la vérité, ou plutôt de ce qui est désigné comme ses modes de production par ses adversaires – et sur les « *conditions d'émergence du doute* ». Plusieurs « *cas* » sont analysés, relevant du complotisme, de croyances, de spiritualités, etc. Les travaux universitaires, les politiques vaccinales et plus largement la médecine, les médias... sont l'objet d'une défiance catégorique qui permet la « *circulation des discours alternatifs* », dont certains, comme les théories de l'effondrement, présentent, selon les auteurs, de notables traces de mysticisme. Les propos (et parfois les modes de vie) renvoyant à un refus radical de ce qui est considéré comme la « *doxa* » sont étudiés afin d'en saisir les origines. Autant dire qu'il s'agit ici de dessiner un « *riche panorama pour la bataille pour la vérité* ».

GILLES LUCAS

DÉCOUVRIR L'ANTIFASCISME. – Stéfanie Prezioso

Les Éditions sociales, Paris,
2025, 192 pages, 12 euros.

Ce recueil de treize textes, commentés et contextualisés, couvre la période qui va de la marche sur Rome de Benito Mussolini (1922) à la fin de la guerre civile en Espagne (1939). Qu'est-ce que le fascisme ? Un des premiers à essayer de le comprendre, le libérateur italien Luigi Fabbri, le définit en 1921 comme une « *contre-révolution préventive* ». Sont présentées les analyses d'intellectuels et militants connus, comme Antonio Gramsci, Clara Zetkin – qui saisit très vite le caractère de masse du fascisme –, Léon Trotski, Georgi Dimitrov, Emma Goldman – qui met en lumière la dimension féministe de ce combat – et Daniel Guérin. Mais on y trouve aussi la féministe-communiste anglaise Sylvia Pankhurst, le freudo-marxiste austro-hongrois Wilhelm Reich, le trotskiste belge Abraham Léon (assassiné à Auschwitz) et l'anticolonialiste antillais George Padmore. Le combat armé des Arditi del Popolo en Italie (1921-1922) est sorti de l'oubli. Un texte plus tardif (1945) de Guérin souligne les potentialités subversives de l'antifascisme, lorsqu'il sert de point de ralliement aux adversaires du système capitaliste.

MICHAEL LÖWY

LITTÉRATURE

Du courage de penser contre

« **L** e satiriste est un idéaliste vexé. » L'écrivain et journaliste allemand Kurt Tucholsky (1890-1935) fut un grand satiriste. C'est ce que rappelle l'anthologie d'une quarantaine de ses textes, petites histoires tendant vers l'allégorie et ensemble d'aphorismes, proposée par les éditions La Dernière Goutte, sous un titre emprunté à l'une de ses lettres : « *Je n'ai pas besoin de vous apprendre que notre monde n'existe plus en Allemagne. Et donc : je vais maintenant la fermer. On n'engueule pas un océan* (1). » Les photomontages de Philippe Delangle viennent faire écho à l'esprit de ces « *textes courts et rogatons* », selon la présentation un peu surprenante de l'éditeur. Tucholsky fut très lu, très célèbre, y compris sous ses multiples pseudonymes, qu'il utilisait pour ne pas rendre trop visible sa remarquable productivité. « *La langue est une arme, gardez-la affûtée !* », proclamait-il. Cette maxime l'aura animé toute sa carrière, et cette arme, il l'aura ajustée en direction d'une grande variété de cibles, toujours avec un mélange de légèreté feinte et d'acuité lapidaire. Il a bien des sujets de chroniques. Les patriotismes et les drapeaux, les meurtres loués par l'État et la musique militaire le révoltent. Les petits-bourgeois l'exaspèrent et les antisémites (souvent les mêmes) le dégoûtent. La clémence dont bénéficient les banquiers responsables de faillites et de la disparition des économies des petites gens l'indigne, notamment en regard du châtiment qui s'abat sur « *le mécanicien d'une locomotive parce qu'après dix heures de service il a grillé un signal et qu'il y a eu un accident* ». L'une de ses fables est particulièrement éloquente. M. Chanel, originaire des États-Unis, a littéralement jeté l'argent par les fenêtres : celles de sa chambre d'hôtel, à Cannes, pour le plus grand bonheur des passants. Mais à New York, personne n'osa toucher aux dollars qu'il distribuait en déambulant dans les rues, avec un panier contenant 1 million en billets. « *Car l'argent (...) doit rester là où Dieu et le droit ont déterminé sa place : là où il est déjà, dans les caisses de l'État et chez ceux dont le mérite consiste à en gagner sans l'avoir mérité.* » Bref, l'humanité, d'une façon générale, ou plutôt peut-être la société de son temps, le désespère : « *L'être humain est une créature utile, car il sert, en mourant en soldat, à faire grimper le cours des actions pétrolières, en mourant en mineur, à majorer les profits des propriétaires des mines.* » Même le chien, « *capitaliste monomaniaque* », dans lequel s'est incarné l'« *instinct de propriété paysan* », l'insupporte. Quant aux maîtres de ces canidés, il les soupçonne d'être « *souvent des gens absolument sans pitié ; de l'espèce de ceux qui*

laissent un communiste se vider de son sang devant leur porte ». Et la *Familia domestica communis*, autrement dit la « *famille domestique commune* », en prend pour son grade – car, comme le disait le sociologue Georg Simmel, « *nul n'est capable de faire davantage de mal à autrui qu'un membre de la même caste* ». Pour ce qui est des femmes, il n'est pas sans un penchant certain pour la misogynie. Mais Tucholsky sait trouver les mots pour rendre hommage à la « *magie de la lecture* », au bref passage de l'été à l'automne, qu'il apprécie au point de le considérer comme une cinquième saison (2), aux forêts d'antan et aux chats (à celui qui répond au nom de Mingo, tout du moins).

GRAPHISME

Traits de caractères

Né Samuel Monod en 1894, Maximilien Vox reste pour beaucoup de graphistes le créateur en 1954 de la classification Vox-ATypI, qui répartit toutes les polices de caractères en neuf grandes familles. Son autobiographie permet de mieux connaître le cheminement d'un homme dont le nom est mondialement associé à l'art typographique (1).

Sa plume fait revivre le monde de l'édition de l'entre-deux-guerres, avec des personnages hauts en couleur, tel Bernard Grasset. Dans les années 1920, il crée chez cet éditeur une nouvelle identité pour les couvertures de ses livres. Grand succès. Les collaborations s'enchaînent : Plon, Larousse, « *Le Masque* », Gallimard... À l'écoute de la création de son temps, comme le montre son intérêt pour la police Bifur inventée par l'affichiste Cassandre, il fait aussi revivre des typographies oubliées, avec le concours de la fonderie G. Peignot & Fils.

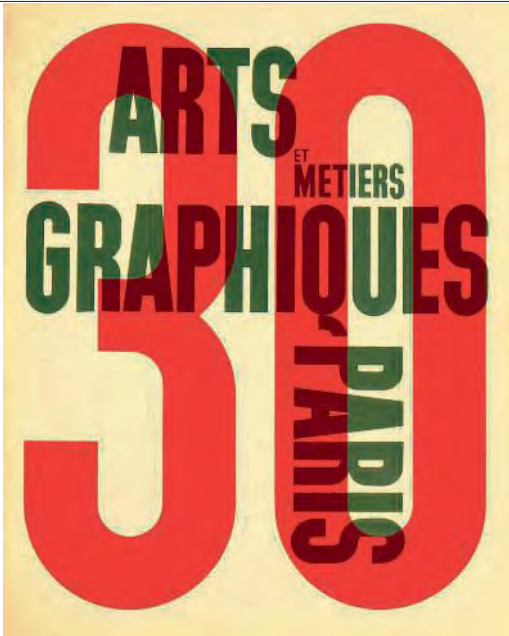
Catholique d'extrême droite, il prend part aux émeutes antiparlementaires du 6 février 1934. Il travaillera au ministère de l'information de Vichy, mais rejoint en 1943 le groupe de résistance Combat, avec lequel il participe à la libération de Paris. En 1952, il fonde avec son ami Jean Giono et d'autres graphistes les Rencontres de Lure, restées le rendez-vous annuel des typographes.

En 1929, il s'exile en Suède ; en 1933, il est déchu par les nazis de sa nationalité ; en 1935, il se suicide à Göteborg.

ERNEST LONDON.

(1) Kurt Tucholsky, *On n'engueule pas un océan*, traduit de l'allemand par Elisabeth Willenz, photomontages de Philippe Delangle, La Dernière Goutte, Strasbourg, 2025, 278 pages, 19 euros.

(2) Lire aussi Gabriel Weissberg, *La Cinquième Saison. Aux Pyrénées avec Kurt Tucholsky (18 août - 18 octobre 1925)*, Le Pas d'oiseau, Aulus-les-Bains, 2025, 190 pages, 15 euros, à propos du livre de Tucholsky, *Un livre des Pyrénées*, Héros-Limite, Genève, 2020.



Tous les amoureux du graphisme trouveront plaisir à plonger dans ce récit, car « *la typographie est certes une architecture ; mais peut-être, après tout, est-elle plus encore une musique* »...

BORIS SÉMÉNIAKO.

(1) Maximilien Vox, *Vox par Vox*, L'Échappée, Paris, 2025, 624 pages, 29 euros.



SPORT

NOIR MONDIAL 78. – Camille Pouzol et César Carrizo

Otium, Ivry-sur-Seine, 2025, 152 pages, 29 euros.

On peut se savoir quelque peu veule, indifférent aux autres, guidé par une ambition médiocre, et pourtant sortir transformé d’une confrontation inattendue avec les tragédies de l’histoire. Dans cet étonnant thriller graphique qui s’inscrit avec brio dans le genre zoomorphique, c’est ce qui va arriver au journaliste sportif Elías Santamaría, coq pusillanime de son état. Printemps 1978. Dans quelques semaines débute en Argentine la Coupe du monde de football organisée par la dictature que dirige le général Jorge Videla. « *Tu vivotes depuis trop longtemps, il est temps de te remettre en selle* », tranche le rédacteur en chef du journal lyonnais pour lequel travaille Santamaría. Sa mission : se rendre sur place, écrire le jour sur la compétition... et la nuit, sous pseudonyme et pour un autre titre, sur son instrumentalisation par le régime. Mais, à Buenos Aires, Santamaría se retrouve progressivement absorbé par la machine répressive de la junte tandis qu’au-dehors la fête populaire bat son plein. Expressionniste et empruntant à la tradition du muralisme, ce bel ouvrage grand format s’impose comme une réflexion sur les rapports entre sport et politique.

CHRISTOPHE VENTURA

HISTOIRE

NAISSANCE DE L’INDIGÉNISME. Le Mexique au xx^e siècle. – Romain Robinet

Presses universitaires de France-Humensis, Paris, 2025, 464 pages, 24 euros.

« *Qui chercha à définir l’Indien ? (...) Qui vint s’emparer de ce terme et dans quels buts ?* » Selon l’historien Romain Robinet, l’État mexicain forge la catégorie politique de l’indigénisme dans le contexte du premier xx^e siècle et de son effervescence révolutionnaire. Il examine le double mouvement étatique et social, complexe et contradictoire, où se noue cette identité. Si l’enjeu principal des autorités est d’« *incorporer l’Indien à la civilisation* » par le biais de programmes scolaires, d’internats ou de dispensaires, bientôt de nombreuses organisations militantes se revendiquent indigènes avant de s’ancrer dans le paysage politique. L’étude revient sur le tournant majeur des années 1970 : l’émergence d’un discours de décolonisation soutenu par les anthropologues et les représentants de la théologie de la libération. Contre l’indigénisme d’État, il s’agit de dénoncer la colonisation interne et d’émanciper les indigènes du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Une libération progressive culminant avec le soulèvement zapatiste du Chiapas en 1994.

GUILLAUME BEAULANDE

LA GUERRE DE CRIMÉE, PREMIÈRE GUERRE CONTEMPORAINE. – Sous la direction d’Éric Anceau, Jean-François Figeac et Marie-Pierre Rey

Classiques Garnier, Paris, 2025, 400 pages, 39 euros.

Avec l’annexion russe de la péninsule en 2014, « *la Crimée est redevenue à la mode pour la première fois depuis 1854* », note avec humour l’historien britannique Orlando Figes, en ouverture des actes d’un colloque portant sur la guerre de Crimée (1853-1856). La France, la Grande-Bretagne et le Piémont-Sardaigne étaient alors intervenus pour soutenir l’Empire ottoman contre la Russie. La guerre marqua un tournant dans l’histoire militaire, par les armes utilisées et les tactiques mises en œuvre, par le développement d’une conscience sanitaire et humanitaire, mais aussi par la mobilisation des opinions publiques et le rôle de la presse : ce fut la première à être documentée par des photographies. Ce sont ces multiples aspects d’un conflit aux multiples théâtres d’opérations – des Balkans au Caucase – qu’étudient les historiens ici réunis. La guerre de Crimée fit émerger le Piémont-Sardaigne comme acteur respectable de la scène internationale, accélérant la dynamique du Risorgimento. On peut regretter que le point de vue turc soit peu présent.

JEAN-ARNAULT DÉRENS

BIOGRAPHIE

DES BEAUX JOURS QU’À TON FRONT J’AI LUS. Portrait de Marceline Desbordes-Valmore. – Céline Lapertot

Viviane Hamy, Paris, 2025, 400 pages, 21,90 euros.

« *Le temps de l’écriture* », Céline Lapertot « *s’enveloppe dans la peau* » de Marceline Desbordes-Valmore (1786-1859), qu’elle considère comme sa sœur de souffrance. Elle imagine une autobiographie romancée de la comédienne et poétesse. Marceline Desbordes naît à Douai. Sa mère, pour des raisons d’argent, part avec elle s’installer en Gaudeloupe ; elle y meurt. Marceline revient alors en métropole, et dès ses 16 ans elle commence une carrière de comédienne qu’elle exercera avec succès. Ses amours sont compliquées, notamment à cause de son métier, peu honorable pour les bourgeois, même épris (« *J’ai vécu d’aimer, j’ai donc vécu de larmes...* ») ; elle épousera un comédien. Paies maigres et aléatoires, pauvreté, faim qui tennaillent, deuils... Autodidacte, elle va écrire passionnément et choisit de s’y vouer à partir de 1823. Elle sera louée par Baudelaire, Hugo, Verlaine, et Balzac lui écrira : « *Nous sommes du même pays, celui des larmes et de la misère* ». Stefan Zweig lui a consacré une belle biographie.

HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD

PHILOSOPHIE

Matérialistes antiques, une révolution

« **P**OUR être atomiste dans l’Antiquité, il ne faut pas avoir peur de faire scandale », explique le professeur Pierre-Marie Morel, spécialiste de la philosophie antique, dans une étude sur l’atomisme gréco-romain(1). Il retrace les fondements de ce courant de pensée, combattu par Platon et Aristote mais aussi par les stoïciens, les sceptiques et les moralistes latins, qui contribuèrent à déformer son image. Car cette doctrine, forgée par les Grecs Démocrite (460-370 av. J.-C.) et Épicure (341-270 av. J.-C.) ainsi que par le poète latin Lucrèce (98-55 av. J.-C.), s’oppose de plein fouet à la conception finaliste du monde – régi par un principe ordonnateur ou par la Providence –, commune aux grands systèmes antiques. Pour ces subversifs, l’univers, éternel et infini, ne contient que du vide et des atomes : les mondes qu’il abrite, les astres et le vivant sont des agrégats périssables issus de la collision de ces corpuscules, quand ils s’écartent de leur cours – selon Lucrèce(2), cette déviation atomique spontanée, ou *clinamen*, expliquerait notre libre arbitre. De composition corpusculaire, l’âme elle aussi est mortelle. Quant aux dieux, également faits d’atomes mais « *éloignés de nos affaires* (3) », ils sont sans pouvoir sur nous. Ainsi, souligne Morel, « *il n’y a pas de causes immatérielles, providentielles ou surnaturelles, ni d’intentions divines auxquelles nous devrions nous soumettre* ». Avec le rejet de toute transcendance, l’atomisme supprime la possibilité d’un au-delà, autrement dit d’une vie après la mort, et place l’individu face à lui-même, hic et nunc, exerçant sa liberté.

La physique atomiste s’accompagne chez Épicure d’une éthique destinée à délivrer l’homme du fatalisme et de la peur de la mort, mais aussi du poids des croyances et des superstitions. La Grèce de son temps est marquée par les guerres, le déclin politique, la misère et les inégalités, qui favorisent le désespoir et le recours illusoire aux divinités. « *L’époque d’Épicure est celle de l’oppression* », écrit Paul Nizan (1905-1940) : « *une terrible incertitude domine la vie* »(4). L’éthique est alors une réponse concrète à cette situation. Elle ne propose pas un modèle de vertu fondé sur la connaissance

du bien en soi, comme chez Platon, mais se veut une sagesse pratique, tournée vers le bonheur et l’émancipation individuelle dont le plaisir mesuré, circonscrit aux simples besoins, est la clé. Loin de prôner la débauche et l’excès, l’hédonisme épicurien vise, comme le dit avec clarté le philosophe dans sa *Lettre à Ménécée*, à l’« *absence de douleur dans le corps et de trouble de l’âme* », à travers une conduite réglée sur la tempérance, la prudence et la frugalité. L’amitié et la solidarité, cultivées au sein de communautés vivant en autarcie à l’écart de la cité, tiennent une place centrale dans cette pensée qui se veut accessible au plus grand nombre. L’école qu’Épicure crée à la lisière d’Athènes est ainsi ouverte à tous, femmes et esclaves compris (une exception, à l’époque). Sa doctrine représente une menace d’autant plus grande pour les écoles rivales – et pour l’aristocratie – « *que ce fut d’abord parmi les petites gens qu’elle se répandit* », précise Nizan.

Si l’épicurisme comme mouvement s’est éteint progressivement avec l’essor du christianisme, la pensée atomiste lui a survécu. Dans un ouvrage collectif consacré à la construction du concept de matérialisme(5), Mario Cosenza rappelle ainsi l’importance que revêt l’héritage épicurien pour Karl Marx, qui, en 1841, dans sa thèse de philosophie portant sur Démocrite et Épicure, affirmait : « *Le fait d’avoir absolutisé la liberté de la conscience individuelle de soi est le principe qui a permis à l’humanité de se libérer de la terreur du Transcendant.* »

OLIVIER PIRONET.

- (1) Pierre-Marie Morel, *L’Atomisme antique et ses ennemis. Sur Démocrite, Épicure, Lucrèce*, Vrin, Paris, 2025, 220 pages, 12 euros.
- (2) Cf. Lucrèce, *De la nature des choses*, Le Livre de poche, Paris, 2002.
- (3) *Ibid.*
- (4) Paul Nizan, *Les Matérialistes de l’Antiquité. Démocrite, Épicure, Lucrèce*, La République des lettres, Paris, 2023 (1^{re} éd. : 1936).
- (5) Guillaume Coissard (sous la dir. de), *Histoires matérialistes du matérialisme. Généalogie et usages d’une catégorie*, Classiques Garnier, Paris, 2025, 308 pages, 35 euros.

HISTOIRE

Tous antifascistes

À L’APPROCHE de toutes les années « en 6 » paraissent nombre d’ouvrages traitant de la guerre d’Espagne (1936-1939). La moisson est de nouveau abondante.

Un inédit a de quoi déjà rassasier : le *Journal de la guerre d’Espagne* de l’Allemand Ludwig Renn(1), dont les éditions Le Temps des cerises s’emploient à faire (re)vivre l’œuvre, grâce au travail colossal de son traducteur Jean-Pierre Landais. Militant communiste depuis 1929, romancier célèbre, Arnold Friedrich Vieth von Golsenau (1889-1979), qui choisit de s’appeler Ludwig Renn, fut emprisonné après l’incendie du Reichstag. De son magistral *Avant l’aube* (traduit en 1937)(2), Paul Nizan écrivait dans *L’Humanité* : « *Ce roman impitoyable et glacé, où règne la terreur, dénonce sans éclats ce qui est le crime même du fascisme, le mensonge.* »

Une version initiale de ce *Journal* était parue en 1956 ; c’est l’édition intégrale, sortie en Allemagne en 2006, dont nous disposons aujourd’hui – étonnamment dénommée « roman » en couverture. « *J’ai voulu décrire ce que j’ai vécu pendant la guerre d’Espagne* », indique Renn dans son épilogue. Commencé derrière les barreaux d’une prison allemande, le récit se transporte en terre d’Espagne, où Renn va devenir un officier des Brigades internationales. Il se réfère sur son arrivée en 1939 dans ces « *camps de la honte* (3) », à jamais taches sur l’histoire de la France. Tout passionné sera happé par ce témoignage précieux. Il considérera en revanche avec circonspection les commentaires récurrents ciblant les anarchistes. Contrairement à son traducteur-préfacier, on peut estimer que Renn ne fut pas « *historiquement lucide* ». Mais peu, à gauche et à l’extrême gauche, l’auront été.

Le camp communiste est également concerné par l’essai historique de Célia Keren(4), issu de sa thèse pionnière. Elle y étudie principalement l’aide humanitaire apportée par les organisations proches du Parti communiste français (PCF) et de la Confédération générale du travail (CGT) aux enfants espagnols réfugiés en France. La concurrence de la « *contre-mobilisation catholique* » y est aussi analysée : l’une de ses motivations était de les rapatrier dans l’Espagne franquiste.

Autre camp, celui du mouvement libertaire, dont on découvre certaines facettes dans une anthologie de textes de Freddy Gomez parus entre 2001 et 2017, et regroupés par lui-même(5). Issus du « bulletin de critique bibliographique » *À contretemps*, ils offrent un panorama des publications sur la guerre d’Espagne et attestent aussi l’évolution de l’auteur. Servie par une préface au style vif et aux belles fulgurances, cette anthologie sera utile à ceux qui souhaitent parfaire leur connaissance de tous les courants qui portèrent le combat antifasciste dans le pays. La clairvoyance n’a pas été toujours la qualité la plus aiguë de leurs héritiers politiques, très actifs en France jusqu’au début des années 2010. L’auteur remet les pendules à l’heure, en soulignant qu’il faudrait « *admettre que plus on avance dans la connaissance de cette histoire [anarchiste], moins les choses sont claires* ».

Cette « remise à l’heure » n’empêche toutefois pas de faire perdurer l’exemple de leur lutte : « *En des temps que l’histoire englobe désormais de son lourd manteau, des femmes et des hommes sont montés à l’assaut du ciel, puisant en elles et en eux-mêmes la force de résister au fascisme tout en cimentant les bases d’un autre monde, libéré de l’exploitation et de la domination.* »

Disons-le : *tous* les combattants antifascistes de la guerre d’Espagne s’employèrent avec héroïsme à décrocher les étoiles. Alors que des zéloteurs d’une dictature sanglante ont voulu célébrer son dirigeant par une messe à Paris, en novembre dernier, souvenons-nous de leurs lumières.

ANNE MATHIEU.

- (1) Ludwig Renn, *Journal de la guerre d’Espagne*, traduit par Jean-Pierre Landais, Le Temps des cerises, Montreuil, 2025, 624 pages, 22 euros.
- (2) Traduit sous le titre *L’aube était brune* au Temps des cerises (2022).
- (3) Titre d’un article du reporter Stéphane Manier.
- (4) Célia Keren, *La Cause des enfants. Humanitaire et politique pendant la guerre d’Espagne (1936-1939)*, Anamosa, Paris, 2025, 512 pages, 28 euros.
- (5) Freddy Gomez, *Folies d’Espagne. Ombres et lumières d’un anarchisme de guerre*, L’Échappée, Paris, 2025, 384 pages, 22 euros.

DANS LES REVUES

□ **HARPER’S**. Comment la guerre à Gaza a fracassé le consensus pro-israélien au sein du mouvement trumpiste. Thomas Frank signale aux démocrates trop frileux au prétexte que le système américain paralyserait tout projet ambitieux que le second mandat de M. Donald Trump prouve le contraire... (Vol. 352, n° 2108, janvier, mensuel, 8,99 dollars. — New York, États-Unis.)

□ **FOREIGN AFFAIRS**. Un article cinglant sur l’échec de l’Union européenne, mais qui retombe sur ses pattes (conformistes) en l’imputant à l’extrême droite... Également : le prix de l’autoritarisme américain, l’« Internationale illibérale ». (Vol. 105, n° 1, bimestriel, janvier-février, 84,99 dollars par an. — New York, États-Unis.)

□ **JACOBIN**. On ne s’étonnera pas que l’une des grandes revues socialistes – et non sociales-démocrates – américaines consacre une très large place à l’élection de M. Zohran Mamdani comme maire de New York : précédents historiques, autres exemples à l’étranger, questions du logement et du socialisme municipal. (N° 60, hiver, trimestriel, 14,95 dollars. — New York, États-Unis.)

□ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS**. Quand l’innovation aux États-Unis (et les paris boursiers qu’elle justifie) n’a plus de rapport avec le bien-être de la population. L’Ouganda et ses deux tyrans : Idi Amin Dada puis M. Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986, mais moins décrié parce que chouchou des États-Unis et de la Banque mondiale. (Vol. LXXIII, n° 1, 15 janvier, 9,95 dollars. — New York, États-Unis.)

□ **MONTHLY REVIEW**. Ce n’est pas parce qu’on en parle moins qu’il a disparu : retour sur l’échange inégal, tel qu’analysé par Arghiri Emmanuel en 1969. Le rapport entre épidémie et mode de production capitaliste. (Vol. 77, n° 8, janvier, mensuel, 10 euros. — New York, États-Unis.)

□ **LONDON REVIEW OF BOOKS**. Pourquoi l’enlèvement de M. Nicolás Maduro n’améliorera pas la situation de la population vénézuélienne. Dans la même livraison, une nouvelle histoire de la guerre des Deux-Roses (1455-1485), et la tragédie de Britney Spears. (Vol. 48, n° 1, 22 janvier, bimensuel, 6,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

□ **PROSPECT**. Électrification accélérée, embauche massive dans les énergies vertes : le *greenbacklash* n’aura pas la peau du renouvelable. Au sommaire également, un portrait en grand manipulateur de M. Morgan McSweeney, conseiller politique du premier ministre britannique Keir Starmer. (N° 343, décembre, mensuel, 9,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

□ **ASIA-PACIFIC JOURNAL : JAPAN FOCUS**. La Croix-Rouge du Mandchoukouo comme vecteur de la tentative japonaise de créer un État indépendant dans le nord de la Chine. Enquête au sujet de la diaspora okinawaïenne sur les îles principales du Japon. (Vol. 23, décembre, mensuel, gratuit en ligne. — Ithaca, États-Unis.)

□ **ASIAN LABOUR REVIEW**. Une histoire critique de la grève en Inde. Comment organiser les travailleurs et, avant tout, les travailleuses aujourd’hui ? (Gratuit en ligne. — Tokyo, Japon.)

□ **THE DIPLOMAT**. Quoique source limitée de pétrole, le Venezuela représentait un allié important pour Pékin en Amérique latine. Quel avenir pour la relation après l’enlèvement du président Nicolás Maduro ? (En ligne, 45 euros par an. — Washington, DC, États-Unis.)

□ **JAMHOOR**. L’histoire secrète des camps d’internement de Bangladais au Pakistan. Comment le récent conflit militaire entre New Delhi et Islamabad a révélé les fractures au sein de la gauche pakistanaise. (N° 9, mars, mensuel, gratuit en ligne. — New York, États-Unis.)

□ **NUOVA SOCIEDAD**. Ces dernières années, le crime organisé s’est étendu à tous les pays latino-américains, quelle que soit la robustesse de leurs États. Analyse d’un phénomène qui favorise la montée des droites autoritaires dans la région. (N° 320, novembre-décembre, bimestriel, 120 dollars par an. — Buenos Aires, Argentine.)

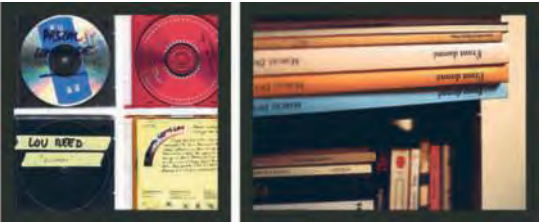
□ **COLOMBIA INTERNACIONAL**. Comment les décisions de justice contribuent-elles à recomposer le système politique en Colombie (autorisation ou interdiction des partis, règles et contentieux électoraux, etc.) ? (N° 125, janvier-mars, trimestriel, gratuit en ligne. — Bogotá, Colombie.)

□ **REVISTA RELACIONES INTERNACIONALES**. Bilan des politiques de promotion de l’égalité de genre au sein des institutions et de la diplomatie du Costa Rica. L’étude couvre la période 2018-2024. (Vol. 98, n° 2, juillet-décembre, semestriel, gratuit en ligne. — Heredia, Costa Rica.)

□ **MIDDLE EAST POLICY**. Une livraison consacrée aux mutations de l’ordre régional avec, notamment, la question de l’évolution du mouvement politique palestinien ainsi que les crises politiques internes en Turquie. (Vol. 32, n° 4, hiver, gratuit en ligne. — Hoboken, États-Unis.)

□ **MOYEN-ORIENT**. Où vont les relations franco-algériennes à l’heure des tensions diplomatiques qu’exacerbe l’adoption par Alger d’une loi criminalisant la période coloniale ? (N° 69, janvier-mars, trimestriel, 10,95 euros. — Paris.)

□ **QUESTIONS INTERNATIONALES**. Le point sur le Caucase, sans oublier sa partie nord, c’est-à-dire russe, que la guerre en Ukraine et le conflit arméno-azerbaïdjanais ont éclipsée. Durcissements autoritaires en Géorgie et en Azerbaïdjan. (N° 135, février-mars, bimestriel, 11,90 euros. — Paris.)



DANS LES REVUES

❑ **REVUE D'ÉTUDES COMPARATIVES EST-OUEST.** Un article fascinant sur la transformation de la société russe dans les années 1990 à travers les couches jetables : leur irruption, leur critique, puis leur diffusion. Qu'est devenu l'habitat collectif soviétique à Kiev et à Riga ? (Vol. 56, janvier, trimestriel, 30 euros. — Paris.)

❑ **ARCHIVES DE SCIENCES SOCIALES DES RELIGIONS.** Des États-Unis au Japon en passant par Israël et l'Irak, comment s'enchevêtrent les nationalismes et les religions. (N° 210-211, avril-septembre, 36 euros. — Aubervilliers.)

❑ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Plusieurs enquêtes sur la famille, « *lieu central d'apprentissage et de reproduction des rapports de pouvoir, en particulier ceux liés au genre, à la classe et à l'âge* ». (N° 260, décembre, trimestriel, 19,50 euros. — Paris.)

❑ **PRESCRIRE.** La revue compare ses propres évaluations du progrès thérapeutique des nouveautés médicamenteuses à celles de la Haute Autorité de santé. Cette dernière surestime-rait la dimension « innovante » de certaines molécules et sous-estimerait la dimension pratique des traitements. (N° 507, janvier, mensuel, 55 euros. — Paris.)

❑ **ESPRIT.** Magali Bessone, Adam Shatz, Romuald Fonkoua, Norman Ajari... afin de « *nous donner la désaliénation réelle pour visée* » en interrogeant, en « *pensant avec* » Frantz Fanon aujourd'hui. Plusieurs brèves analyses de l'Amérique de M. Donald Trump. (N° 529-530, janvier-février, dix numéros par an, 22 euros. — Paris.)

❑ **RAISON PRÉSENTE.** Dans un dossier consacré à « Arts et sciences : quelles coconstructions ? », les contributeurs s'interrogent sur le rôle des nouvelles technologies, les influences de la biologie, les mathématiques ou encore les neurosciences. (N° 236, 4^e trimestre, trimestriel, 13,50 euros. — Paris.)

❑ **ÉCHOS DU MONDE.** Après la chute de la dictature en Syrie, la population réclame la justice mais aussi des mesures concrètes de reconstruction dans tous les secteurs, y compris l'agriculture, ravagée par dix ans de guerre. (N° 335, décembre, trimestriel, 6,50 euros. — Paris)

❑ **EUROPE.** Un ensemble savant et admiratif consacré à Rainer Maria Rilke. L'entretien avec Peter Handke offre un point de vue plus critique et très stimulant. *L'Excursion des jeunes filles qui ne sont plus*, d'Anna Seghers, dans une nouvelle traduction. (N° 1161-1162, janvier-février, sept numéros par an, 22 euros. — Paris.)

❑ **FRACAS.** Ce que la ville prend, ce que la terre rend : comment le métabolisme permet de penser la relation organique qui relie ville et campagne. Plusieurs articles analysent leur enchevêtrement, par-delà la simple opposition « France des tours vs France des bourgs ». (N° 6, hiver, trimestriel, 17,50 euros. — Paris.)

❑ **LA DÉCROISSANCE.** « Le crash de la start-up nation » : ce dossier rappelle les envolées que le président de la République s'appliquait à prononcer dans la langue des maîtres (« *Entrepreneur is the new France* »), et dresse le bilan désastreux de la course technologique. (N° 222, janvier-février, bimestriel, 7 euros. — Lyon.)

❑ **MÉDOR.** Enquête sur le groupe familial Ros-sel, l'ogre médiatique qui contrôle 94 % de l'au-dience de la presse écrite francophone en Belgique, mais aussi *La Voix du Nord*, *L'Union* ou *20 Minutes* en France. (N° 41, hiver, trimestriel, 19 euros. — Liège, Belgique.)

❑ **LE POSTILLON.** Enquête sur l'argent public versé à perte dans les jeunes entreprises montées par des chercheurs du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA). L'austérité n'affecte pas ces projets d'« *offaction numérique* », d'écrans « *plus lumineux* » ou de batteries plus performantes, même si la plupart échouent. (N° 79, hiver, parution saisonnière, 4 euros. — Grenoble.)

❑ **CAMPAGNES SOLIDAIRES.** Du lithium dans l'Allier ou l'Hérault, de l'or dans le Limousin ou dans le Grand Ouest : plusieurs projets d'ouverture de mines menacent des terres agricoles. La Confédération paysanne voudrait s'inspirer de luttes menées en Équateur, au Portugal ou en Serbie. (N° 423, janvier, mensuel, 6 euros. — Bagnolet.)

❑ **TRANSRURAL INITIATIVES.** Pourquoi le métier d'agriculteur ne se féminise pas. Tandis que les femmes constituent moins du quart des chefs d'exploitations agricoles, elles ne représentent qu'un tiers des nouvelles installations chaque année. (N° 510, novembre-décembre, bimestriel, 10 euros. — Paris.)

❑ **LES UTOPIQUES.** Le rôle de l'institution policière dans les sociétés démocratiques sous l'angle de la nécessaire responsabilité des agents. Quelles actions contre les violences ? Comment concrétiser l'indépendance de la justice ? (N° 30, hiver, trimestriel, 15 euros. — Paris.)

❑ **DEDANS-DEHORS.** Les politiques de préparation et d'accompagnement à la sortie de prison font les frais des coupes budgétaires. Basculément inédit : une notion floue de « *dangerosité* » empêche de penser la réinsertion des détenus. (N° 128, novembre-décembre, onze numéros par an, 7,50 euros. — Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

LITTÉRATURE

Voyager dans l'éternité du monde

Le récit de voyage est à la mode.

Le lecteur y trouve des sensations

fortes et des émotions, vendues

comme relevant de la spiritualité,

qui l'aident dans son développement

personnel. Il y a cinquante ans,

Jacques Lacarrière, au plus loin

du tourisme, faisait du voyage

un apprentissage de la joie.

PAR BAPTISTE
DERICQUEBOURG *

Il y a un siècle naissait Jacques Lacarrière (1). *L'Été grec*, son grand livre, paru en 1976, était devenu instantanément un classique, au-delà de ce qui n'était pas encore un genre à la mode, le récit de voyage. La Grèce sortait à peine de la dictature des colonels (avril 1967-juillet 1974), le tourisme en pleine explosion n'avait pas complètement transformé cette terre qu'il avait parcourue au fil de longs séjours, entre 1947 et la chute du régime parlementaire. Chacun pouvait, en mettant son sac sur le dos, puiser dans ce livre de quoi guider ses pas et son regard à travers un pays qui retrouvait tout à coup un visage souriant.

La collection « Terre humaine », créée en 1954 chez Plon par l'ethnologue Jean Malaurie, avait publié, peu avant *L'Été grec*, *Le Cheval d'orgueil* : ce titre du Breton Pierre-Jakez Hélias, consacré à la vie quotidienne d'une famille de Pouldreuzic (Finistère), avait révélé l'intérêt du public pour des livres articulant histoire personnelle et histoire régionale dans un monde saisi par la modernité. Le tirage initial était modeste : trois mille exemplaires ; il s'en vendra finalement deux millions... Lacarrière bénéficie de cet engouement, alors même que son œuvre évite tout passéisme et tout régionalisme. Son succès – et l'aura qui continue de l'entourer cinq décennies plus tard – est certainement né de l'adéquation entre un genre littéraire considéré comme mineur et une attitude singulière : Lacarrière a su réunir l'école buissonnière et la culture classique. C'est parce qu'il engage ses textes loin du folklore et des ramifications antimodernes qu'aujourd'hui étouffent parfois le genre du récit de voyage que son *Été grec* demeure une référence incontournable.

Le ronronnement des déclinaisons fait parfois oublier que le choix des « humanités », latin et grec ancien, pouvait déjà en soi être une forme de désobéissance, du moins dans des milieux privilégiant l'utilité directe des études : « *Mon père gérait une agence de charbonnages à Orléans et me voyait déjà prendre sa suite. Il ne voulait jamais entendre parler de grec et de latin, et quand il me dit qu'au lycée je ferais de l'anglais et des maths, j'eus une telle crise de nerfs qu'il fallut faire venir le médecin.* » C'était là un premier pas de côté. La passion de Lacarrière pour Sophocle va de surcroît s'accompagner d'un engouement pour le mouvement surréaliste. Le théâtre et le voyage prennent le relais. Lorsque le jeune homme découvre Delphes en 1947, au cours d'une tournée avec le groupe de théâtre antique de la Sorbonne, les combattants communistes sont embusqués dans les hauteurs. Il règne sur les lieux des concours antiques un silence tragique. De 1946 à 1949, le pays connaît une guerre civile, opposant les forces gouvernementales, soutenues par le Royaume-Uni et les États-Unis, à l'Armée démocratique de Grèce, branche armée du Parti communiste. « *J'étais venu ici, poussé par les fantômes et les mirages du passé, pour jouer devant les Grecs d'aujourd'hui les drames et les horreurs du passé, pour jouer devant les Grecs d'aujourd'hui les drames et les horreurs de la guerre de Troie alors qu'une autre guerre se déroulait en ces lieux mêmes.* (...) *Je dois à ce premier séjour à Delphes, à cette rencontre avec la guerre, de m'avoir délivré à jamais du mirage des pierres* (2). » Lacarrière n'appartiendra jamais à l'espèce des béats : la question du sens se pose aussi bien pour l'érudition que pour le voyage. « *Pourquoi, à l'âge de 30 ans, passer le plus clair de son temps avec tous ces vieillards barbus, qu'il s'agisse de Sophocle, d'Hérodote ou des moines d'Athos ?* »

S'il a découvert la Grèce par l'Antiquité et Delphes, ce sont ensuite trois séjours entre 1950 et 1953 au mont Athos, dans le nord du pays, qui le marquent tout particulièrement. Depuis le XI^e siècle, quand l'empereur byzantin Constantin Monomaque, à la tête de l'Empire romain d'Orient, régnait encore sur la mer Égée et une partie des Balkans, cette péninsule est interdite « *à tout animal femelle, toute femme, tout eunuque et tout visage lisse* », selon les mots de son édit. Loin de la civilisation moderne, sans routes ni voitures, les moines logent les uns dans des monastères, les autres dans des cabanes ou des ermitages individuels ; d'autres enfin vivent une errance sans fin dans un espace réduit, demandant chaque nuit l'hospitalité dans un monastère qu'ils quittent le lendemain. Les non-orthodoxes n'ont le droit d'y rester que quelques jours, en changeant d'hébergement tous les soirs. Que vient chercher le voyageur en ces lieux de claustration et d'arriération ?

L'Occident regarde avec condescendance le Moyen Âge oriental, et les moines farouches qui paraissent toujours l'incarner l'intéressent peu. Lacarrière les observe, il les scrute même : les barbes qui affichent ostensiblement le mépris du corps, mais aussi les visages derrière, où se lisent « *nos façons d'être et de vivre* », le « *reflet de nos acquis, de nos manques,*



FABIO VIALE. – «Head» (Tête), 2024

de nos choix et de nos refus ». Il assiste aux offices. Il apprend à lire les fresques et les icônes par lesquelles se raconte une histoire de l'humanité et s'exaltent les vertus. Il observe aussi les travaux et les jours, et ceux qui, s'étant engagés sur la voie du rapprochement avec Dieu, n'en demeurent pas moins, en attendant l'apocalypse, voraces et assoiffés de vins et de raki... Il observe les amours homosexuelles des moines, vécues dans le péché et les pleurs, ou dans la joie de la passion et la tristesse des ruptures. L'empathie n'empêche ainsi pas la franchise, comme lorsqu'il relève leur ignorance militante, puisque savoir, science et instruction éloignent de Dieu : « *J'ai rarement eu, quant à la religion, des conversations aussi stupides, aussi primaires, qu'à l'Athos.* »

L'ÉCRIVAIN, qui préfère la conversation au prêche, ne nous assomme pas sous les aphorismes piochés auprès d'un prétendu sage de l'autre bout du monde. Peu importe la superstition, car le contenu du discours, fût-il le discours d'un « sage », compte moins que l'art et la manière de vivre. Lacarrière s'est toute sa vie intéressé à une certaine radicalité religieuse, dont celle des premiers ermites ou des gnostiques (3), ces communautés orientales de chrétiens qui, dans les premiers siècles de notre ère, bâtirent une morale et une théologie sur la conviction que l'ensemble du monde matériel n'était que l'œuvre du Malin. Leurs pratiques, où se rencontrent aussi bien l'ascétisme que l'orgie et le dérèglement de tous les sens dans la plus parfaite indifférence morale, nous éduquent moins qu'elles ne nous surprennent et nous déstabilisent. Toutes ces figures pourtant partageant une expérience commune avec le voyageur : le renoncement au confort matériel et la mise à l'écart (temporaire, pour ce dernier) du monde. La conscience d'une frontière religieuse n'empêche pas de recon-

naître l'homme en l'autre, et de s'interroger sur ce choix. « *Deviner sur chaque visage ce qu'il aurait pu être, si son porteur avait changé de vie, est un jeu auquel il m'est arrivé souvent de me livrer* », notera Lacarrière dans le bref propos qui accompagne un recueil de ses photographies des moines, prises entre 1950 et 1954 (*Visages athonites*, 1995).

Le récit de voyage est un genre fourre-tout, qui peut proposer un recueil d'étapes pour cheminer vers Jérusalem (qu'on trouve, parmi bien d'autres descriptions, dans le *Livre de voyages*, de Benjamin de Tudèle, au XII^e siècle), des informations militaires utiles en vue d'une guerre à venir (*Histoire des Mongols*, du franciscain Jean de Plancarpin, XIII^e siècle), un témoignage développé à propos de mondes peu connus (*Les Singularités de la France antarctique*, d'André Thevet, 1557), des arguments pour alimenter les querelles religieuses (*Histoire d'un voyage fait en la terre du Brésil*, du protestant Jean de Léry, 1578), une démarche qui prélude à une étude anthropologique ou économique plus systématique (*Voyage autour du monde*, de Louis-Antoine de Bougainville, 1771)... Mais l'espace de ce genre a été progressivement mis en coupe réglée par les sciences humaines naissantes. Les touche-à-tout, ambassadeurs, pèlerins, marchands, aventuriers, etc., se sont peu à peu fait « ringardiser », et Claude Lévi-Strauss, dès 1955, fait

mine de les achever dans les premières lignes de ses *Tristes Tropiques*, qu'accueille également « Terre humaine » : « *Je hais les voyages et les explorateurs* (...). *Cette scorie de la mémoire : "À 5 h 30 du matin, nous entrions en rade de Recife tandis que piaillaient les mouettes et qu'une flottille de marchands de fruits exotiques se pressait le long de la coque", un si pauvre souvenir mérite-t-il que je lève la plume pour le fixer* (4) ? » Le tourisme en essor continu appelle quant à lui un nouveau type d'ouvrages, qui se consacrent exclusivement aux informations utiles pour lever l'incertitude liée au périple en terre peu familière : le guide touristique. Son émergence signale le déclin du récit de voyage comme récit d'aventure, puisque l'une dépérit nécessairement là où l'autre s'organise.

Pourtant, il y a quelque chose dans cette expérience que ne remplacent ni la science et ses exposés, ni le tourisme et les données pratiques d'un guide : une confrontation de soi avec le monde et son étrangeté, qui n'apporte peut-être guère plus qu'une certaine liberté de l'esprit, en somme, conquise dans l'exigence du chemin.

Lacarrière, assurément, l'a trouvée au mont Athos. Cette expérience a nourri son écriture, quand il ne se consacrait pas tout entier à la joie de l'inventaire lyrique du monde :

« *Si j'ai appris quoi que ce soit en Grèce, c'est comme la cigale de la fable de La Fontaine : sans autre but que cet apprentissage et le chant qui en résulte* (5). » Il voyage léger, ne récolte que des histoires – réelles ou affabulées –, des souvenirs – les siens et ceux des autres –, plus rarement quelques dessins ou portraits photographiques. Poète et pro-sateur, curieux de rencontres, de paysages et de mythes, Lacarrière, le grand évocateur de l'ascétisme, s'est régalé de ce monde et a communiqué la joie d'y vivre.

L'été en Grèce est désormais celui des 31 millions de touristes qui alimentent Instagram de milliards de versions des mêmes photos. Le sens du voyage se dérobe, et pourtant son industrie continue de progresser. Lacarrière a vu un pays que le lourd triptyque restaurant-hôtel-magasin de souvenirs – adossés au site « à visiter » – a depuis largement remodelé : on chercherait en vain à y revivre *L'Été grec*. Mais l'art et la manière de son auteur, qui savait unir les contraires, continuent de dessiner le sens d'un séjour aux frontières de notre monde, et d'une conversation nouée avec ses lecteurs autour de cette expérience.

(1) Ce centenaire a suscité notamment la publication de *D'une Grèce l'autre. Chroniques 1963-2004*, Dépaysage, Malvezie, 2025, 240 pages, 22 euros, et la réédition de son roman *Marie d'Égypte ou le désir brûlé*, Robert Laffont, Paris, 2025, 208 pages, 20 euros.

(2) Jacques Lacarrière, *L'Été grec*, Plon, coll. « Terre humaine », édition revue et augmentée, Paris, 1984. Les citations suivantes, sauf indication contraire, proviennent de cet ouvrage.

(3) Cf. Jacques Lacarrière, *Les Hommes ivres de Dieu*, Arthaud, Paris, 1961, et *Les Gnostiques*, Gallimard, Paris, 1973.

(4) Claude Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques*, Plon, coll. « Terre humaine », 1955.

(5) « La Cigale et la Fourmi », autoportrait de Jacques Lacarrière repris dans son livre *Chemins d'écriture*, Plon, coll. « Terre humaine », 1988.

La guerre est son métier

PAR SERGE HALIMI

Le 4 janvier dernier, l'année commence à peine et le président des États-Unis revient à Washington dans son avion. Il est en forme. À Mar-a-Lago, où il a joué au golf, il a également assisté la veille, en direct, à l'enlèvement de son homologue vénézuélien Nicolás Maduro par un commando de l'armée américaine. Surprise totale, exécution parfaite. M. Donald Trump a donc envie de parler aux journalistes plus encore que d'habitude. En roue libre, il menace six États en quelques minutes. Ceux qu'il vient d'attaquer, le Venezuela et Cuba – trente-deux gardes du corps cubains de M. Maduro ont été tués –, mais aussi l'Iran, un pays qu'il a déjà bombardé sept mois plus tôt. S'ajoutent à la liste la Colombie, le Mexique, le Groenland.

Autour de lui, les journalistes se régalent. Sitôt qu'il met en cause un pays, ils encouragent M. Trump à taper plus fort : « *Donc il y aura une opération des États-Unis en Colombie ?* » ; « *Est-ce que vous réfléchissez à une action américaine à Cuba ?* » ; « *Pensez-vous que vous allez agir contre le Groenland ?* ». Dans ce fan-club présidentiel qui revient de Floride, une personnalité frétille, épanouie : le sénateur républicain de Caroline du Sud, M. Lindsey Graham. Le président lui donne-t-il la parole pour qu'il cesse de hocher la tête comme une marionnette ? En tout cas il plastronne à son tour : « *On a eu le Venezuela, on a Cuba, on a la Colombie. Trump nettoie notre arrière-cour d'un califat de la drogue avec des dictateurs narcoterroristes qui assassinent, violent, et expédient chez nous de la drogue. (...) Attendez un peu et ce sera le tour de Cuba, une dictature communiste qui a tué des prêtres et des nonnes. Leurs jours sont comptés.* »

Le récit de M. Graham comporte en effet un happy ending opportun en cette période de vœux : « *On va se réveiller, j'espère en 2026, avec dans notre arrière-cour des alliés qui font du business avec l'Amérique, pas des dictateurs narcoterroristes qui tuent des Américains. Ce sera un grand jour.* » Il se tourne vers M. Trump : « *Grâce à ce que vous avez fait, chacun réfléchit différemment aujourd'hui dans le monde.* » Mi-songeur, le président complète : « *Au fait, on va devoir faire quelque chose à propos du Mexique.* » Pendant que M. Graham opine à nouveau, il ajoute : « *Nous avons besoin du Groenland.* »

De la part d'un président qui, dans son discours d'investiture, avait promis qu'on mesurerait son succès à l'aune des guerres dans lesquelles il ne se laisserait pas entraîner, l'année écoulée a comporté son lot de surprises. En revanche, la position de M. Graham n'a pas changé depuis trente ans. Un peu comme ceux qui vont répétant que l'Amérique décline, que ses coups de boutoir ne sont que convulsions et râles d'un empire agonisant, ou comme les européens qui réagissent à l'avalanche de faillites de l'Union européenne en réclamant une organisation encore plus fédérale du continent, l'influent sénateur de Caro-

line du Sud ne possède qu'une clé à son troussseau : la guerre. Y compris quand il s'agit de débarrasser un allié – Israël, par exemple – d'un ennemi – au hasard, l'Iran. Dans l'avion présidentiel qui le ramène de Mar-a-Lago, M. Graham va donc demander à son ami et partenaire de golf – on prétend qu'il laisse gagner M. Trump pour entretenir leur amitié – de tuer l'ayatollah Ali Khamenei, « *Hitler moderne* » et « *nazi religieux* ». Au risque d'un embrasement régional ? Nullement, car, « *si tout se passe bien, la paix intervient. Tout le terrorisme parrainé par un État s'arrête. Le Hezbollah, c'est terminé. Le Hamas, c'est terminé. Israël et les Saoudiens font la paix. Et c'est une nouvelle ère pour le Proche-Orient* (1) ». Une opération militaire, et l'arrière-cour américaine est débarrassée des narcoterroristes ; une autre guerre, et le Proche-Orient s'éclaire.

En 2009, le même pari s'appliquait à l'Asie du Sud-Ouest. Cette année-là, M. Graham est filmé assis à côté d'un autre président, jeune et démocrate. M. Barack Obama vient d'annoncer l'envoi de 35 000 soldats supplémentaires en Afghanistan : « *Je soutiens totalement la décision du président, insiste le sénateur républicain. Je voudrais que chaque Américain sache que non seulement ces troupes sont nécessaires, que malheureusement les pertes vont probablement augmenter, mais que nous avons une stratégie (...) qui justifie la dépense en vies humaines et en ressources qui suivra.* » Deux ans plus tard, le bout du tunnel apparaît : « *Nous sommes sur le point de retourner la situation à notre avantage. Je vois l'Afghanistan, la Tunisie, l'Égypte, la Libye, la Syrie, le Yémen comme autant d'occasions incroyables de rendre le monde meilleur.* » Attention, cependant : « *Si nous, au Congrès, on accélère le calendrier de retrait parce que chez nous c'est populaire de le faire, nous mettrons en danger tous les gains réalisés* (2) ». Patatras ! En 2021, les troupes américaines stationnant à Kaboul se retirent dans la panique. L'armée laisse sur place des milliards de dollars de matériel flambant neuf, et abandonne à la tendresse des talibans des milliers d'auxiliaires afghans des armées de l'OTAN.

M. Graham n'apprend jamais rien des souffrances des autres. Son camp, celui des « faucons », réunit des officiers à la retraite (le sénateur a été colonel de réserve, même s'il n'a pris part à aucun combat) qui servent de consultants va-t-en-guerre à CNN ou à Fox News, et des parlementaires dont la cassette électorale est remplie par le lobby militaire. Il a pour credo la règle du « dernier quart d'heure » qui enjoint de ne jamais lâcher prise avant la capitulation totale de l'ennemi. Car la défaite, comme l'enfer, c'est forcément les autres, les pacifistes ou la cinquième colonne, ceux qui n'ont pas livré assez d'armes, envoyé assez de soldats, largué assez de bombes. Ou alors ont trop



PIETER BRUEGHEL LE JEUNE. – « L'Homme au sac d'argent et les flatteurs », vers 1592

« Sauver sa peau » et non pas se soucier de celle des autres. En 2017, lors d'une épreuve de force nucléaire entre les États-Unis et la Corée du Nord, M. Graham réclame que Washington privilégie la sécurité à terme du territoire américain plutôt que la stabilité régionale immédiate en Asie orientale. Il fallait donc frapper sans tarder, avant que Pyongyang puisse atteindre avec des missiles à longue portée « *la Californie ou peut-être d'autres parties de l'Amérique* ». Une guerre immédiate pouvait l'empêcher. Et si « *des milliers de gens* » devaient périr en Corée et au Japon ? « *Ils mourront là-bas, ils ne mourront pas ici* (5) ». »

tardé à tirer dans le tas. L'essentiel est de pouvoir imputer l'échec des guerres, non pas à ceux qui les ont inspirées et conduites, mais à ceux qui ont douté de leur succès – ou constaté leur faillite. En 2021, le sénateur Graham réclama par conséquent l'impeachment du président Joseph Biden, accusé de forfaiture devant les talibans : « *Nous sommes nus et aveugles face au risque d'un nouveau 11-Septembre. De ma vie, je n'ai jamais eu autant peur d'une attaque contre notre patrie.* » Éternelles ritournelles du « coup de poignard dans le dos » ou de la « théorie des dominos » que les Occidentaux ont entonnées en Indochine, en Algérie, en Irak. Ils les reprennent déjà à propos de l'Ukraine.

Justement l'Ukraine. M. Graham s'y rend presque autant qu'en Israël. Mais, alors qu'il aurait admis l'emploi d'une bombe atomique à Gaza – puisque « *l'Amérique avait largué deux bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki pour parer à un danger existentiel* » (NBC, 14 mai 2024) –, il ne peut guère recommander la même solution à ses amis de Kiev. On sent bien que cela lui coûte. Il se rabat par conséquent sur l'assassinat du président Vladimir Poutine et encourage les militaires ukrainiens qu'il rencontre à « *tuer des Russes* ».

C'est probablement ce sens de la diplomatie qui a convaincu Paris et Bruxelles de s'en remettre à M. Graham pour convaincre le président Trump de durcir sa position face à Moscou. À cette fin, le ministre des affaires étrangères français, M. Jean-Noël Barrot, n'a cessé de rencontrer le sénateur républicain. Fin avril dernier à Washington, le 9 mai en Ukraine, à nouveau quelques jours plus tard en Turquie, à Paris le 31 mai, puis à Rome en juillet. « *Je [lui] parle presque un jour sur deux au téléphone* », se flatte M. Barrot (3). Leur objectif commun : « *bloquer la guerre coloniale de Vladimir Poutine par la menace de sanctions* ». M. Trump n'ayant pas toujours sur ce sujet les mêmes idées que son compagnon de golf, M. Barrot pourrait faire chou blanc s'il mise trop sur son nouvel ami. Comme M. Obama l'a écrit dans ses Mémoires, « *Lindsey est le type qui trahit tout le monde pour sauver sa peau* (4) ». »

Même humanisme exemplaire lorsque le journaliste Jamal Khashoggi, chroniqueur au *Washington Post*, est démembré à la scie en 2018 dans les locaux du consulat saoudien à Istanbul, sans doute sur ordre du prince héritier Mohammed Ben Salman. Apparemment indigné, M. Graham jure de ne plus jamais mettre les pieds dans le royaume, et encore moins d'y conclure des affaires. En 2023, il se ravise : « *Les choses s'améliorent à toute vitesse en Arabie saoudite* (6) ». D'une part, Riyad envisageait en effet de normaliser ses relations avec Israël. D'autre part, le royaume venait de conclure un contrat de 36 milliards de dollars pour acquérir « *des Boeing 787 plutôt que des Airbus, et je suis donc venu les remercier* ». Lieu de fabrication des appareils : Charleston, en Caroline du Sud...

S'exprimant le 2 novembre dernier devant une des organisations composant le lobby pro-israélien, M. Graham a livré les raisons de son optimisme actuel : « *Les choses vont bien pour le Parti républicain et pour la nation. Nous tuons tous les gens qu'il faut et nous baissons vos impôts. Trump est mon président préféré. On a été à court de bombes, ce qui ne s'est jamais produit pendant la seconde guerre mondiale.* » Le rapport entre les phrases est incertain, mais le 250^e anniversaire de la naissance des États-Unis s'annonce bien.

(1) « Sunday morning futures », Fox News, 11 janvier 2026.
(2) Tucker Carlson : Lindsey Graham is a mouthpiece for pro-war lies », 2 septembre 2021, www.realclearpolitics.com
(3) Devant l'Assemblée nationale, le 20 mai 2025.
(4) Barack Obama, *A Promised Land*, Crown Books, New York, 2020.
(5) Uri Friedman, « Lindsey Graham reveals the dark calculus of striking North Korea », *The Atlantic*, Washington, DC, août 2017.
(6) « US Sen. Lindsey Graham U-turns on Saudi Arabia, praises "transformative" reforms after visit to Kingdom », 16 avril 2023, www.arabnews.com

SOMMAIRE

PAGE 2 :	Des nouvelles du monde libre, par PIERRE RIMBERT . – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.
PAGE 3 :	La bataille culturelle ne suffit pas, par VIVEK CHIBBER .
PAGES 4 ET 5 :	En Cisjordanie, le vin au service de la colonisation, par MERIE M LARIBI ET MARTA VIDAL . – Gaza, anatomie d'un crime.
PAGE 6 :	Faire le vide, par PETER HARLING .
PAGE 7 :	Comment nier un génocide?, suite de l'article de RAZMIG KEUCHEYAN .
PAGES 8 ET 9 :	Ballet d'affairistes autour d'un gazoduc, suite de l'article de MATT BERNARDINI ET MORGANE FERT MALKA . – Qu'est-ce que Nord Stream ? (M. B. ET M. F. M.).

PAGE 10 :	Le Japon et son « parti unique », par EMIL PACHA VALENCIA .
PAGES 11 À 17 :	DOSSIER : COMPRENDRE LE CHAOS DU MONDE. – 2026, année de la grande guerre?, par AKRAM BELKAID . – L'Iran dans la tourmente, par MARMAR KABIR . – Changer le régime ou le vassaliser, par GILBERT ACHCAR . – L'Amérique sans fard, l'Europe sans vie, suite de l'article de BENOÎT BRÉVILLE . – Les braises asiatiques de 1945, par RENAUD LAMBERT . – Pourquoi le Groenland?, par PHILIPPE DESCAMPS . – Face à Moscou, l'Europe dans l'impasse, par HÉLÈNE RICHARD .
PAGE 18 :	Pas de billets pour les gueux, par FLORIAN LEFÈVRE .
PAGE 19 :	Le combat des marchands de journaux, par ROXANE VOLCLAIR .
PAGE 20 :	Moins de prud'hommes, moins d'indemnités, par HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD . – Les rencontres des Amis du « Monde diplomatique » .
PAGE 21 :	Sondages et bricolage, par ALAIN GARRIGOU .

PAGE 22 :	Misère de la fiction, par FRANÇOIS BÉGAUDEAU .
PAGE 23 :	Jack London sociologue, par GÉRARD MAUGER .
PAGES 24 À 26 :	LES LIVRES DU MOIS : « Bréviaire des anonymes », de Lionel Trouillot, par HUBERT ARTUS . – « Le Loup de la famille », de Souhaib Ayoub, par FARIS LOUNIS . – Un irrégulier en liberté, par DAVID FAROULT . – Du courage de penser contre, par ERNEST LONDON . – Traits de caractères, par BORIS SÉMÉNIKO . – Matérialistes antiques, une révolution, par OLIVIER PIRONET . – Tous antifascistes, par ANNE MATHIEU . – Dans les revues.
PAGE 27 :	Voyager dans l'éternité du monde, par BAPTISTE DERICQUEBOURG .

